

Les problèmes européens au centre des entretiens de M. Giscard d'Estaing à Rome

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F
Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,30 m.;
Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique,
13 fr.; Canada, 2,75; Danemark, 2,75 kr.;
Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce,
25 dr.; Iran, 60 rls.; Italie, 400 L.; Liban, 200 p.;
Luxembourg, 16 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas,
1,20 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.;
Suisse, 1,10 fr. S.S.A., 63 cts; Roumanie, 13 din.

BULLETIN DU JOUR

M. Gromyko en France

En venant à Paris du 25 au 28 octobre, M. Andreï Gromyko rend la visite officielle que M. de Guiringaud a effectuée à Moscou en juin 1972.

Si tous ces facteurs ont joué à des degrés divers, il est clair que, actuellement, les principales causes de tension ont disparu.

Analysant récemment les contradictions inter-impérialistes entre les États-Unis, le Japon et la Communauté européenne, la « Pravda » remarquait que les meilleurs dirigeants d'Europe comprennent plus clairement que ceux des États-Unis le caractère « irrationnel et dangereux » de la course aux armements et qu'ils se montrent « plus intéressés au développement de rapports constructifs avec les pays socialistes ».

L'hostilité envers la Chine, les difficultés avec les États-Unis, l'échec des tentatives d'accord avec le Japon, qui a préféré signer un traité d'amitié avec Pékin, tout concourt à pousser l'Union soviétique à resserrer ses liens avec l'Europe occidentale, notamment avec la France.

Si, à propos du Proche-Orient, Moscou et Paris sont en principe d'accord sur les grandes lignes d'un règlement du conflit israélo-arabe, des nuances n'en sont pas moins perceptibles dans l'appréciation des événements.

Nouveaux troubles en Iran

L'opposition cherche à définir une stratégie avec l'ayatollah Khomeiny

D'importantes tentatives se déroulent à Paris, où les dirigeants du Front national et d'autres mouvements de l'opposition politique iranienne s'efforcent de convaincre l'ayatollah Khomeiny de coopérer avec eux pour éviter une désagrégation totale du pays.

En Iran, des incidents ont fait deux morts, lundi 23 octobre, à Khorramabad, capitale de la province du Luristan. L'armée a investi la ville de Hamedan, où de violents affrontements s'étaient produits dimanche.

Dans sa retraite parisienne, l'ayatollah Khomeiny définit plusieurs fois la situation en Iran. Cela explique que les visiteurs de marque se succèdent chez lui ou prennent leur tour pour solliciter une audience.

Diverses raisons expliquent un tel défi. La principale, dont découle toutes les autres, est que l'ayatollah n'a pas la même stratégie que la plupart des dirigeants de l'opposition.

N'osant pas le critiquer directement en raison de son prestige et de la force politique qu'il représente à travers son pouvoir spirituel, l'opposition a reproché à son entourage d'être coupé des réalités du pays par un long exil et de ne pas prouver de la dynastie et l'insatiation d'un « gouvernement islamique » qui, malgré son nom, n'aurait rien à voir avec l'intégrisme conservateur qui se développe dans certains pays arabes.

Le président Assad à Bagdad

La Syrie et l'Irak se réconcilient pour faire front contre l'Égypte

Le président Hafez El Assad de Syrie se rend ce mardi 24 octobre à Bagdad pour une visite de travail. Ce voyage illustre la réconciliation de la Syrie et de l'Irak contre l'Égypte, avant le sommet arabe du 3 novembre convoqué à Bagdad par les Irakiens.

Cette conférence ne se limitera pas aux membres du Front de la Jermét (Syrie, Libye, Algérie, Yémen du Sud, Irak et O.L.P.). En effet, outre l'Arabie Saoudite, dont la participation n'a été confirmée lundi, le Koweït et plusieurs autres États arabes y seront représentés.

L'émir Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, s'est rendu la semaine dernière dans plusieurs pays du Golfe. L'Arabie Saoudite et le Koweït s'efforcent de préparer les esprits à une éventuelle participation de l'Égypte à la conférence de Bagdad afin de permettre au président Sadate de s'expliquer sur la position qu'il a adoptée lors de la signature des accords de Camp David.

Après Le Caire, Jérusalem demanderait aussi des modifications au projet de traité de paix israélo-égyptien. L'Égypte n'a pas rejeté le projet, mais souhaiterait seulement des amendements.

De notre correspondant

Beirut. — Le général Hafez el Assad, chef de l'État syrien, se rend en Irak pour la première fois depuis qu'il a pris le pouvoir. Il y a huit ans, si l'on excepte une brève escale dans un aéroport militaire, en octobre 1973, à son retour de Moscou, il a suivi de la quatrième guerre arabo-israélienne.

Les relations n'avaient cessé de se détériorer entre les deux pays, entraînant la fermeture des frontières, et l'interdiction du survol des territoires, mesures annulées dimanche (le Monde du 24 octobre). Des attentats commis dans les deux pays, plus nombreux qu'en Israël, ont été attribués par chaque capitale à l'autre. Même en sujet du voyage

du président Sadate à Jérusalem et des accords de Camp David, les deux pays n'avaient pu s'entendre, et l'Irak avait claqué le porte du sommet de la fermeté à la fin de l'année dernière, en nom du refus de toute solution négociée de la crise du Proche-Orient.

Le rapprochement en cours est attribuable à la conjoncture ouverte par les accords de Camp David. La Syrie a surtout pour objectif d'améliorer sa position pour la phase qui suivra la signature du traité de paix israélo-égyptien, plutôt que de s'opposer réellement à ce traité, qui paraît inévitable. Dans cette perspective, l'élimination des surenchères irakiennes est un atout utile et consolide la domination syrienne sur le second « groupe de négociation » potentiel avec Israël (la Syrie, la Jordanie et l'O.L.P.) surtout si la suppression de ces surenchères se fait aux conditions de Damas. Or tel serait le cas puisque Bagdad paraît avoir renoncé à demander au président Assad, comme prix de son soutien, le dénonciation de la résolution 242 du Conseil de sécurité, et ne fait plus mention de ce préalable dans ses déclarations.

(Lire la suite page 3.) LUCIEN GEORGE.

L'abolition de la peine de mort évoquée par les députés

Le problème de l'abolition de la peine de mort (auquel nous consacrons un dossier page 2) devrait être évoqué, ce mardi 24 octobre, à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la discussion des crédits du ministère de la justice.

Deux amendements proposent en effet de supprimer les crédits correspondants aux travaux des exécutions capitales. L'un de M. Raymond Forni (P.S., Territoire de Belfort), l'autre de M. Pierre Bas (R.P.R., Paris). Ce dernier, qui, avec dix députés de la majorité, avait déposé en mai dernier une proposition de loi visant à abolir la peine de mort, entend ainsi permettre à l'Assemblée de se prononcer sur la peine de mort, pour la première fois depuis soixante-dix ans, le dernier débat à ce sujet remontant à 1908.

Jusqu'à présent, le gouvernement a refusé d'organiser un tel débat en Parlement, insistant sur les circonstances dans lesquelles il devrait se dérouler. Personnellement opposé à la peine de mort, M. Raymond Barre a estimé, le 22 juin, que le sujet méritait « un large débat » mais que ce dernier devait se dérouler « dans un climat de sérénité », « il convient donc, avait-il précisé, le premier ministre, que les plus grands efforts soient faits pour que la sécurité des Français soit assurée et pour que la violence ait un degré d'intensité moindre. » (Le Monde du 24 juin).

(Lire la suite page 2.)

- GREVE DES MARCHS : Des avions militaires pour la desserte de la Corse. (Lire page 42.)
CONSTRUCTION NAVALE : 450 millions de subventions pour emporter la commande de neuf cargos polonais. (Lire page 35.)

La répression du terrorisme et le droit en Allemagne fédérale

par JEAN COSSON (*)

Le monde civilisé tout entier s'interroge sur les raisons pour lesquelles des fils et des filles de famille privilégiés, par la fortune et l'éducation, le pays le plus prospère qui soit, se livrent à de tels excès. Ceux-ci constituent des crimes qui, dans tous les pays, sont sanctionnés par les peines les plus graves. En France, la peine de mort est toujours prévue pour des cas semblables, et on peut se demander si des événements comme ceux qui se déroulent en Allemagne pour ne parler que d'elle) ne conduiraient pas à y remettre cette peine en application, alors qu'elle est pratiquement tombée en désuétude.

L'application des lois ordinaires

Les autorités de la République fédérale d'Allemagne ont été amenées à prendre des mesures qui consistent tout d'abord à rendre possible l'application des lois ordinaires à des criminels extraordinaires et non pas à promulguer des lois pénales spéciales. Ces mesures ont provoqué, en de nombreux pays, notamment le nôtre, une violente campagne de presse accusant le gouvernement allemand de se comporter en véritables nazis, qui auraient, pour les personnes accusées ou seulement soupçonnées de terrorisme, supprimé le droit à la défense en justice et recréé des lieux de torture et d'extermination. Or les Allemands ont tout fait pour que leurs dirigeants n'aient pas de ces reproches à se faire et qu'ils ne soient pas à la critique en ce domaine et de ne rien faire qui puisse permettre de douter que la R.F.A. soit vraiment un « Reichstaat », un « État de droit », selon l'expression de Montesquieu, c'est-à-dire où sont respectés les grands principes du droit et la dignité de la personne humaine.

Pour pouvoir caractériser la propagande, à l'étranger, des milieux extrémistes, le service de presse (*) Magistral.

(1) Ich hab' eure Lachs-und Kaviarfresse rein mit!

AU JOUR LE JOUR

Solution finale

Si seulement la guillotine coûtait plus cher, on pourrait espérer la faire disparaître en faisant disparaître les crédits budgétaires destinés à son entretien et à son fonctionnement. Les gouvernements sont sensibles à ce genre d'argument. Par malheur, la tentative risquée de se retourner contre l'intention de ses promoteurs, dans la mesure où elle montrerait de manière évidente qu'il en coûte beaucoup moins de tuer que d'emprisonner. Sans parler du fait qu'elle résout de manière éternelle le problème des permissions, des remissions de peines et des récidives, le bon marché de la solution finale ne lui donne que trop de charme aux yeux des gestionnaires économes des deniers publics. ROBERT ESCARPIT.

UN OUVRAGE DE JEAN DELUMEAU

Une histoire de la peur en Occident

Sans doute lassés par le sécheresse de l'économie et du quantitatif, les historiens semblent aujourd'hui se tourner vers la recherche de sensations fortes. Philippe Ariès s'est fait l'analyste de la mort à travers les âges. Emmanuel Le Roy Ladurie s'élevait, dans Mentalités, village occitan, à la poursuite de la libido médiévale. Jean Delumeau s'attaque, dans un volumineux ouvrage qui comprendra deux tomes, à la peur en Occident (quatorzième-dix-huitième siècle). Consolément ou non, les historiens français prennent l'habitude de frôler Freud et ses thèmes : sexualité, anges et démons.

Les siècles qui vont du quatorzième au dix-huitième constituent des années, pour le plupart des chercheurs de notre pays, une période d'ensemble que certains qualifient d'« histoire immobile ». Malgré ces cycles démographiques, économie et

ecolité n'y échangent pas fondamentalement de structure. Pour Jean Delumeau, le dénominateur commun de l'époque est la peur. Entre l'espoir de la chrétienté médiévale et le décollage du Siècle des Lumières, l'Europe occidentale vit une terreur absolue, mais multidirectionnelle. De l'analyse de ces peurs sort un livre qu'il fait bon déguster en 1973, bien chauffé, bien nourri, neuvant par la Sécurité sociale et une médecine bien organisée. A côté de l'Europe du quatorzième ou du dix-huitième siècle, le plus récent des films d'épouvante fait figure de roman à l'eau de rose. Jean Delumeau, méthodique, classe les angoisses du passé en deux grandes catégories : pour des masses, pour des élites. EMMANUEL TODD.

(Lire la suite page 6.)

L'U.R.S.S. ou les États Désunis. Au terme d'un rappel historique et d'une analyse sur l'unité démographique, économique et spirituelle de l'Union soviétique, Hélène Carrère d'Encausse constate: le plus grand état du monde est menacé d'éclatement. Trop de races, de cultures, de religions et de langues. Trop de différences. Trop de centralisme. La Russie est-elle réellement menacée par les états qu'elle domine? Hélène Carrère d'Encausse. L'Empire éclaté. 320 pages, 48 F. FLAMMARION

PEINE DE MORT

La société souillée

Il y a longtemps que je fais partie de l'Association contre la peine de mort et, en ma qualité d'actuel président de la Société des prisons (institution centenaire), j'avais même organisé, voici quelques mois, un débat sur la vraie question: « Par quoi remplacer la peine de mort? ».

par PIERRE MARCILHACY (*)
ter et réprimer des abus sanglants, c'est le cas de certains exemples qu'il faut faire en périodes heureusement exceptionnelles;
4) Ne pas tuer un coupable ou procéder à l'indulgence à l'égard du coupable d'un assassinat ni du mépris à l'égard des victimes, car celles-ci ne seront pas rassurées parce que leur mort aura été vengée.

c'est-à-dire n'ayant aucune chance de sortir, fût-ce au bout de dix, vingt ou trente ans de réclusion. Alors? Alors, il faut que les hommes pensent mesurément que le châtiment capital qui les frappe d'horreur a, sur eux, beaucoup plus d'effet que sur les criminels, qui l'envisagent comme une issue à leurs actes les plus odieux. Il faut aussi qu'ils pensent que les prisons ne sont pas des hôtels avec des étoiles et que, y passer sa vie, ou presque, c'est la mort lente, plus redoutable peut-être que la mort rapide, qu'elle soit ou non sanglante.

La logique de la décadence

EST-IL bien avisé de vouloir faire disparaître le châtiment suprême de notre code pénal? En soi, il faut bien reconnaître qu'il est affreux, ce châtiment, parce que la mort infligée à l'homme par l'homme est affreuse et, plus encore, lorsqu'elle l'est avec la froideur de la raison, c'est-à-dire « justice ».

par JEAN-CLAUDE GOLDSMITH (*)
qui conduit les enfants à arracher les ailes des moches. A bas le mort, vive l'anti-mort!
L'idée fait son chemin parce qu'elle est bonne, aussi bonne que peut l'être un produit qui répond au besoin du consommateur. Pour ce qui est de la peine de mort, le besoin est moral. Il y a l'occasion de philosopher, de s'apitoyer, de réformer, de sortir du quotidien, d'élever le débat. Que la publicité surviene, et l'écho de l'anti-mort s'enfiera lui-même.

Mais derrière ces débats, tout habités de généralités et d'humanisme, cachés par cette floraison de mots et de contre-mots qui le concernent, une autre mort s'intéresse à nous. C'est celle d'un monde, le nôtre, où l'on prétend à présent se battre pour sauver quelques misérables de la guillotine, tout en sachant que, bien au-delà de la réforme voulue, c'est le mort de la peine en soi qui est partout, et du fait de l'homme, qui

Se protéger, non se venger

La proposition de loi relative à l'abolition de la peine de mort dont le texte abondant courtier, et je dois dire que le jeune parlementaire que je suis encore en a été très surpris. Quelques lettres, rares celles-là, ont approuvé notre entreprise. Beaucoup d'autres, les plus nombreuses, nous ont adressés des reproches, voire accablés d'injures. Et pourtant, je ne pense pas qu'on puisse en conclure qu'une majorité de Français souhaitent le maintien de la peine de mort, car toutes ces réactions passionnelles dont j'ai été le témoin sont le reflet d'un sentiment de vengeance et non de justice.

par ARTHUR PAECHT (*)
guillotine pour être certain de mon aversion profonde pour cette forme de justice qui, en définitive, ne résout rien. Je ne veux pas ici reprendre tous les arguments pour ou contre la peine de mort, mais dire des statistiques et entamer une discussion de spécialistes. Je constate que nous sommes à présent la seule démocratie de l'Europe occidentale à la maintenir en arguant de son pouvoir de dissuasion.

C'est le rôle du législateur et nous avons l'intention de l'assumer pleinement. Point n'est besoin pour cela de voter ceux dont il fait nous garantir. Une fois l'abolition acquise, nous savons parfaitement que l'essentiel restera encore à faire, c'est-à-dire s'attaquer aux racines de la criminalité. Mais c'est là un autre débat, passionnant et fondamental, qui n'a pas sa place dans notre propos d'aujourd'hui.

Pas de remise de peine
A l'inverse, il semble tout à fait concevable que l'effet de dissuasion puisse pleinement jouer si la peine capitale est systématiquement appliquée et exécutée, sans recours possible, non seulement pour tous les crimes ayant entraîné mort d'homme, mais aussi pour tous ceux qui n'ont eu lieu qu'un commencement d'exécution. Et plus encore si l'on étend son champ d'application au vol à main armée, aux rapt et enlèvements, et aussi aux viols. Mais ce serait aussi instituer une société de répression s'attaquant aux affres et non aux causes, c'est-à-dire un irrésistible retour en arrière, en contradiction formelle avec notre conviction d'une société plus juste et surtout perfectible.

Cette irréversibilité de la peine capitale et le risque non négligeable de faire périr des innocents sont déjà, à mon sens, des arguments décisifs contre la peine de mort. Si on y ajoute la nécessité mais masquée mise en scène et la cruauté de la méthode, quelle qu'elle soit, et enfin si on considère notre ignorance totale et entière de « l'après la mort », il n'apparaît pas supportable de conserver la pratique de la peine capitale.

ET SI CHRISTIAN RANUCCI...
par GABRIEL GOHAU (*)
L'été 23 juillet 1978, la presse et la radio nous apprenait que Christian Ranucci, condamné à mort pour l'assassinat d'une fillette de huit ans, venait d'être exécuté. Le supplice avait vingt-deux ans. Adversaire de principe de la peine de mort, je fus ému et choqué, comme tous ceux qui espèrent que M. Giscard d'Estaing userait systématiquement du droit de grâce (c'était son premier refus). Mais, comme je ne connaissais rien à l'affaire (qui m'avait échappé totalement), je supposais que du moins le président avait choisi un cas exemplaire et laissé guillotiner un « monstre ». Le dernier livre de Gilles Ferrault m'apprendit qu'il n'en est rien : non seulement Christian Ranucci n'était pas un monstre, mais il n'est pas certain qu'il fût coupable (1).

Il y a longtemps que je fais partie de l'Association contre la peine de mort et, en ma qualité d'actuel président de la Société des prisons (institution centenaire), j'avais même organisé, voici quelques mois, un débat sur la vraie question: « Par quoi remplacer la peine de mort? ».

Il y a longtemps que je fais partie de l'Association contre la peine de mort et, en ma qualité d'actuel président de la Société des prisons (institution centenaire), j'avais même organisé, voici quelques mois, un débat sur la vraie question: « Par quoi remplacer la peine de mort? ».

Il y a longtemps que je fais partie de l'Association contre la peine de mort et, en ma qualité d'actuel président de la Société des prisons (institution centenaire), j'avais même organisé, voici quelques mois, un débat sur la vraie question: « Par quoi remplacer la peine de mort? ».

Vous devez lire absolument LA REVOLUTION DE 1980 Les six mois qui ont changé la France par Philippe de Commines J. LANZMANN & SEGHERS EDITEURS

Journal de 1978

LES NEGOCIATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES

Après les inquiétudes suscitées lundi 23 octobre par les réserves du président Sadate à l'égard du projet de traité de paix égypto-israélien, le gouvernement du Caire a précisé lundi soir que l'Égypte n'avait pas rejeté le projet de traité, mais qu'elle avait seulement quelques remarques à faire et que ces remarques étaient naturellement des remarques techniques.

indique toutefois, ce mardi, que le président Sadate a demandé des amendements essentiels concernant notamment « la liaison étroite » à établir entre l'accord égypto-israélien et le règlement global du conflit israélo-arabe.

du projet de traité par le cabinet Begin est acquise dans ses grandes lignes. Toutefois, M. Begin souhaiterait lui aussi quelques modifications portant notamment sur la normalisation des relations entre l'Égypte et Israël et sur le calendrier du retrait des troupes israéliennes du Sinaï.

délégations a affirmé lundi soir que les éclaircissements demandés par le président Sadate étaient examinés par les négociateurs égyptiens, israéliens et américains, et que ceux-ci n'avaient pas été surpris par la démarche du chef d'Etat égyptien.

LE CAIRE : demande de réexamen n'est pas rejet

De notre correspondant

Le Caire. — La décision du roi de demander des modifications au projet de traité de paix avec Israël en discussion à Washington, présentée d'abord comme un renvoi du texte, a fait soulever un moment au Caire, lundi 23 octobre, un petit vent aigre. Les mots de « rupture » ou de « remise en cause » n'ont cependant jamais été prononcés, et chacun continue ici de croire que le traité sera signé le 19 novembre prochain pour le premier anniversaire du voyage du président Sadate à Jérusalem.

Des déclarations officielles sont venues des « après-midi rassurer les esprits. Selon un communiqué gouvernemental : « Il n'y a pas de rejet du document en préparation. » Le président Sadate a simplement demandé par téléphone à ses représentants aux pourparlers « un examen plus détaillé de certaines parties du projet de traité ».

dénusés d'importance, comme le lien chronologique et automatique à établir entre l'évolution de la situation d'une part et Sinaï, d'autre part en Cisjordanie et à Gaza. Le Caire voudrait que le premier retrait militaire au Sinaï ait lieu en même temps que l'abolition du gouvernement militaire en Cisjordanie.

A l'heure où les Etats arabes projettent de se réunir à Bagdad en l'absence de l'Égypte et surtout où les deux plus importants adversaires des accords de Camp David, les régimes baasistes ennemis de Syrie et d'Irak manifestent l'intention de se réconcilier, il n'était pas mauvais non plus que le roi mette en avant ses efforts en faveur des Palestiniens des territoires occupés.

Il est clair, en tout cas, que la perspective d'un réel rapprochement entre Bagdad et Damas, et elle se concrétise, en dépit des profondes désaccords existant entre ces deux capitales, inquiète l'Égypte bien plus sérieusement que toutes les manœuvres du clan arabe du refus entreprises depuis un an contre la diplomatie du roi.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

JÉRUSALEM : approbation des grandes lignes du projet de traité

De notre correspondant

Jérusalem. — Tout comme le président Sadate, M. Begin approuverait dans ses grandes lignes le projet de traité. Mais à l'instar du chef de l'Etat israélien — et pour des raisons évidemment différentes — le premier ministre israélien discuterait que quelques modifications lui soient apportées.

Après avoir examiné le texte du projet et entendu les rapports des deux négociateurs, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, MM. Moshe Dayan et Weizman, le gouvernement n'est de nouveau réuni mardi matin pour poursuivre la discussion et pour prendre des décisions.

Il semble que les réserves émises par M. Begin ne portent pas sur la question du lieu et du contenu du traité de paix et des progrès dans de futures négociations sur le territoire de Gaza, ce qui était, jusqu'à présent, le point central des affaires étrangères et de la Défense.

dimanche, l'accord obtenu entre les délégations égyptienne et israélienne. Cette annonce était prématurée, estime-t-on à Jérusalem, dans la mesure où elle laissait entendre que le projet ne souffrirait plus de discussion. Les milieux politiques proches du gouvernement reprochent à l'administration américaine d'avoir ainsi forcé la main des Israéliens.

Comme prévu, des critiques ont été formulées par certains ministres contre le document négocié par MM. Dayan et Weizman et ceux-ci ont été personnellement mis en cause lundi soir. Mais ces critiques, qui sont davantage l'expression d'un mécontentement que celle d'un désaveu, ne devraient

pas empêcher une approbation par l'ensemble du gouvernement. Par ailleurs, les milieux parlementaires de la majorité, particulièrement au sein du Likoud et du Parti national religieux, continuent d'être agités par des rumeurs dont M. Begin doit tenir compte. Cette agitation est toujours le fait de ceux qui dénoncent déjà les accords de Camp David.

L'action de ces opposants réussit souvent à provoquer les hésitations et les réserves des éléments les plus modérés, inquiets de voir Israël s'engager trop loin dans un compromis. Cette inquiétude a été sensiblement renforcée ces derniers jours par le comportement du sous-secrétaire d'Etat adjoint américain M. Harold Sanders qui vient de quitter Israël pour Washington, après une mission d'exploration à Ryad, Amman et Jérusalem.

Comme M. Alfred Astherton un mois plus tôt, M. Sanders a échoué dans sa tentative de convaincre le roi Hussein et les personnalités palestiniennes modérées de Cisjordanie de se joindre aux négociations sur la base des accords de Camp David. Les Israéliens, même s'ils ne l'avaient pas, ne sont pas mécontents de cet échec. Car ils reprochent ouvertement à l'envoyé américain d'avoir systématiquement souligné auprès de ses interlocuteurs les divergences qui existent entre la Meison Blanche et le gouvernement israélien, à propos de l'avenir de la Cisjordanie et du statut de Jérusalem. La critique américaine indirecte, mais insistante de la position israélienne a été jugée « tout à fait inamicale » et vivement dénotée par plusieurs dirigeants politiques et certains ministres.

FRANCIS CORNU.

Le président Assad à Bagdad

(Suite de la première page.)

Pourquoi l'Irak s'est-elle finalement résignée à ces concessions ? Dans les milieux palestiniens de Beyrouth, on attribue ce revirement plutôt aux pressions soviétiques qu'à la crainte de l'isolement. On ajoute que la stratégie soviétique au Proche-Orient, sur laquelle la Syrie serait d'accord et que l'Irak aurait donc été amenée à admettre, consisterait à contrecarrer une éventuelle tentative américaine de réactiver Camp David avec la participation de la Jordanie et des Palestiniens et à couvrir en

vue d'une nouvelle conférence de Genève, où les interlocuteurs arabes seraient la Syrie, la Jordanie et l'O.L.P. Ce qui, remarque-t-on de source palestinienne, n'implique pas une opposition totale de l'U.R.S.S. aux accords de Camp David qui ont fait l'objet du premier des quatre messages que M. Brejnev a adressés à M. Assad la semaine dernière. Le second de ces messages se rapporterait au prochain sommet arabe de Bagdad, et les deux derniers à une invitation à se rendre à Moscou, visite que le chef de l'O.L.P. accomplirait dans les jours qui viennent.

De son côté, l'O.L.P. va être obligée de suivre la Syrie dans son rapprochement avec l'Irak, car elle n'a aucune marge de manœuvre. M. Arafat s'y résigne et s'attend à ce que le président de Bagdad a cessé de s'adresser à lui en tant que chef d'une organisation palestinienne. L'invitation au sommet de Bagdad a été envoyée à l'O.L.P. et elle se trouve dans les informations parvenues à Beyrouth, mais qui doivent être accueillies avec circonspection, les dirigeants irakiens seraient même prêts à discuter le dissident qui Path Abou-Nidal, qu'ils protègent depuis cinq ans.

Tel serait donc le cadre général du rapprochement syro-irakien. Mais le prochain sommet de Bagdad reste malgré tout menacé par deux dangers :

— Des manœuvres égyptiennes visant à retarder la signature du traité de paix avec Israël jusqu'après ce sommet, de façon que, durant son déroulement, il y ait des motifs de n'annuler la condamnation de l'Égypte.

— Des tentatives de l'Arabie Saoudite, du Maroc et du Soudan pour faire inviter l'Égypte au sommet de Bagdad, sinon en la personne du président Sadate, du moins en celle du vice-président, M. Hosni Moubarak. Si ce problème était posé au cours de la réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères, il risquerait de provoquer un éclat.

On souligne cependant de source bien informée qu'en tout état de cause, le sommet de Bagdad se tiendra, quels que soient les pays participants, dès qu'il se limitera au Front de la liberté, y compris l'Irak. L'Algérie aurait demandé de son côté un ajournement, mais on impute cette démarche aux problèmes intérieurs du président Boumediène, et cela ne retiendrait pas en cause la participation algérienne.

LUCIEN GEORGE.

M. Roger Chinnod, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a demandé, lundi 23 octobre, au ministre des Affaires étrangères, d'accorder des prolongations de leur durée de séjour aux Libanais résidant en France, en raison des hostilités dans leur pays. Dans une question écrite, M. Chinnod attire l'attention de M. de Gaulle sur « les conditions morales et matérielles particulièrement difficiles » dans lesquelles vivent ces ressortissants.

Nouveaux troubles en Iran

(Suite de la première page.)

Il redouterait, en revanche, l'avènement d'un pouvoir religieux qui pourrait, à plus ou moins long terme, avoir des répercussions considérables sur les Républiques musulmanes de l'U.R.S.S. : les peuples de ces régimes représentant déjà de 35 à 37 % de la population totale de l'Union soviétique et ils atteindront les 58 % en l'an 2000.

A ces raisons de fond, s'ajoutent des préoccupations à plus court terme. L'opposition explicite, en effet, qu'avant la « vendredi noir » où la troupe a tiré sur la foule, le cheh a tenu une réunion avec des officiers de haut rang ayant sa confiance, des membres du gouvernement et du Parlement ; il aurait déclaré, à cette occasion, que s'il devait céder le pouvoir, il mettrait le pays à feu et à sang avant de s'en aller.

religieux ou non, sont-ils persuadés que ces deux incidents ont été provoqués pour soulever l'émotion des milieux d'affaires américaine et obtenir de nouveaux appuis de Washington en faveur du régime.

Alors que l'opposition politique prend en compte ces différents éléments, l'ayatollah Khomeiny poursuit une analyse différente. Il estime que la crise actuelle est sans précédent depuis 1945 et qu'il convient d'appliquer des solutions radicales. Il considère que le gouvernement, qui serait nommé dans une période de transition, ne pourrait que « gérer la crise » et perdrait rapidement son crédit. Il est, enfin, persuadé que les Etats-Unis pourraient fort bien s'accommoder d'une politique extérieure qui priverait une « véritable indépendance nationale » et s'échelonnerait vers le non-alignement.

Jusqu'à présent, il s'est refusé à répondre publiquement à ceux qui lui reprochent indirectement son intransigence et son obstination et préconisaient une période de transition, se contentant de dire que « ceux qui travaillent avec le dynastie, trahissent le peuple et l'Islam ». C'est une mise en garde que les dirigeants de l'opposition, tentés par un compromis, ne peuvent guère ignorer. Les événements risquant de se précipiter, les uns et les autres viennent sonder l'ayatollah sur ses intentions profondes et essaient de trouver un terrain d'entente avec lui sur la stratégie à adopter en cas de vacance du pouvoir. Il admettent, en effet, sans trop de difficulté, qu'aucune solution viable ne peut être envisagée sans son accord.

PAUL BALTA.

Derrière des discours de gauche des comportements de droite... La gestion municipale n'est-elle pas identique au Havre (communiste) à Dreux (socialiste) et à Auxerre (giscardien) ? Le pouvoir dans le syndicat Comment fonctionne le comité d'entreprise d'E.D.F. ? Une centrale atomique est-elle de droite ? etc. et des entretiens avec Jacques Attali, Alain de Benoist Jacques Benoist-Méchin, Françoise Gaspard Claude Roy, Jeannette Vermeersch et les journalistes de Minute, ceux de Libération etc. André Harris Alain de Sédouy Oui n'est pas de droite ? Seuil 396 pages 49F

ASIE

LA RATIFICATION DU TRAITÉ

Pékin et Tokyo au « rendez-vous historique »

II. — Le torrent chinois

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Après avoir indiqué ce qui, dans l'histoire des deux pays, pouvait expliquer la signature du traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon (« Le Monde » du 24 octobre), notre correspondant à Tokyo évoque les raisons politiques immédiates de cet événement.

Tokyo. — S'il s'inscrit dans un contexte de parenté culturelle, le rapprochement sino-japonais résulte aussi de l'évolution politique de l'Asie depuis le début de la décennie marquée avant tout par le voyage de M. Nixon à Pékin et la fin de la guerre américaine en Indochine.

Un homme politique nippon de premier plan le résumait d'ailleurs en disant : « Nous avons historiquement été envahis par le torrent chinois. » Pourquoi des négociations qui traînaient depuis cinq ans ont-elles brusquement abouti en août 1978 ? Deux éléments doivent être pris en considération : 1) l'évolution des politiques extérieures chinoise et américaine ; 2) la situation intérieure au Japon et en particulier les tentatives au sein du parti libéral démocrate (P.L.D.) à la veille de l'élection d'un nouveau président de la majorité qui deviendra *ipso facto* premier ministre.

L'U.R.S.S. La seconde étape, logique de cette politique est la réconciliation avec le Japon, allié des Etats-Unis, qui se concrétise en 1972 avec la normalisation des relations entre les deux pays. Vue de Pékin, la présence américaine au Japon est autant une protection pour l'archipel qu'un contre-poids aux Soviétiques.

L'influence de Washington M. Ford à Honolulu en décembre 1975, la Chine tient une place centrale dans l'opposition à toute rétrocession de la doctrine de Guam. M. Nixon se contentait de passer la main aux Asiatiques pour continuer la guerre contre le Japon. Le rapprochement sino-japonais n'est que le résultat de la politique américaine qui pousse à l'U.R.S.S. comme adversaire potentiel. En ce qui concerne le Japon, les Etats-Unis marquaient aussi clairement à cette époque que Tokyo devait renoncer à ses tentatives pour être en bons termes avec Pékin qu'avec l'U.R.S.S. « L'équilibre est un mythe. »

Pour les Japonais, le retour de M. Teng était un événement positif : sans ordonner la ligne politique adoptée par Pékin depuis la chute de la « bande des quatre », le rattrapage de celle-ci, échouée, qui prévalait lors de la révolution culturelle.

Le second contexte dans lequel s'inscrit la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais est celui de la politique américaine qui, plus que l'évolution diplomatique de la Chine, a joué un rôle essentiel dans le rapprochement entre Pékin et Tokyo.

Le départ de la scène politique de M. Tanaka, l'ancien premier ministre qui normalisa les relations entre Tokyo et Pékin, a certainement contribué à retarder la signature de traité de paix et d'amitié prévu dans le communiqué commun de 1972. Par la suite, le gouvernement fragile comme celui de M. Miki ne parvint pas à l'imposer. L'arrivée au pouvoir en 1976 de M. Fukuda, connu pour ses liens avec le lobby pro-américain ne constituait pas non plus *a priori* un contexte favorable. C'est pourtant grâce à lui que le traité va être signé.

Un marchandage serré Selon des sources proches du premier ministre commença alors, en mai-juin, un marchandage serré entre les Chinois et les Japonais. Les arguments de ces derniers ont été : chef d'un clan du P.L.D. traditionnellement favorable à Taiwan, M. Fukuda se fait fort d'obtenir l'assentiment de son groupe des membres de la fraction Fukuda seront en effet d'autant plus sensibles aux demandes du premier ministre qu'ils ont tout intérêt à ce qu'il reste au pouvoir. En échange, le premier ministre demande aux Chinois des concessions de nature à désamorcer les critiques. Il leur laisse entendre que, s'ils ne saisissent pas cette chance, lui-même, qu'il soit au pouvoir ou non, bloquera pour de longues années la signature du traité.

Le présent traité n'affectera en rien les positions adoptées par chacun des parties contractantes dans ses relations avec les pays tiers ; 2) le problème de Hong Kong, les Japonais et Chinois conviennent que cette question sera réglée plus tard, Pékin s'engageant en outre à ce qu'aucun incident ne se produise dans cette zone ; 3) ce n'est pas une concession mais vise à rassurer les Japonais ; la Chine confirme son intention de ne pas renouveler le traité militaire sino-japonais de 1957, qui fait du Japon l'ennemi commun des deux parties.

Elles porteront sur les trois questions que mettent en avant au Japon les adversaires du traité : 1) la clause d'anti-hégémonie ; 2) la clause d'anti-développement ; 3) la clause d'anti-impérialisme.

Ce n'est pas du jour au lendemain, nous dit M. Minoru Takeuchi, professeur à l'université de Kyoto, « que, lorsque l'on prononcera le nom Japon, les Chinois entendront le bruit des gongs (c'est-à-dire les coups de gongs) et non celui des boîtes. » D'autre part, souligne M. Takeuchi et d'autres « China watchers » (spécialistes des affaires chinoises) nippons, il est évident que Pékin ne s'oppose à celle de M. Teng, qui s'articule peut-être autour de M. Higa Kuo-feng, et n'est pas aussi favorable que le vice-premier ministre à un rapprochement avec le Japon.

Prochain article UNE ALLIANCE EN POINTILLÉS

DANS UNE DECLARATION A LA PRESSE DE BANGKOK

La conquête de Phnom-Penh par les Vietnamiens montrerait les véritables intentions de Hanoi

affirme M. Teng Hsiao-ping

De notre correspondant

Bangkok. — Après son voyage au Japon, M. Teng Hsiao-ping est attendu début novembre en Thaïlande et en Malaisie, deux des cinq pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.), dont les régimes communistes bénéficient du soutien de Pékin. Du fait des conflits et tensions régionales entre les anciens alliés communistes de la guerre d'Indochine, le Vietnam, et dans une moindre mesure l'U.R.S.S., après avoir signé leur traité d'amitié en 1977, ont multiplié depuis cette année les ouvertures et les concessions pour gagner des appuis diplomatiques nouveaux. Le premier ministre vietnamite, M. Pham Van Dong, vient d'achever une série de visites dans les capitales de l'ASEAN. M. Teng Hsiao-ping, le vice-premier ministre chinois, a visité Bangkok, et à Djakarta, après Manille, il dénonce « l'agression vietnamite ». Avant M. Teng Hsiao-ping, M. Froubine, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, est attendu ces jours prochains dans plusieurs capitales de la région.

« Plusieurs dizaines de milliards de dollars d'aide » M. Teng Hsiao-ping a déjà annoncé la couleur : la Chine ne cessera pas formellement son soutien aux mouvements communistes de la région. Il le dit dans une interview, dont nous reproduisons des extraits, accordée par le premier ministre chinois à des journalistes thaïlandais avant sa visite à Bangkok. L'entretien a duré plus de deux heures et a eu pour cadre le Palais du peuple à Pékin.

« Le Vietnam a une idée comique. Il croit que ses forces armées sont les meilleures du monde, après celles des Etats-Unis et celles de l'U.R.S.S. Le Vietnam est très arrogant. La Chine a tenté de résoudre les problèmes de la position du Vietnam dans le monde, après des discussions importantes sont les suivantes : 1) Premièrement, le Vietnam veut créer une Fédération de l'Indochine englobant le Laos et le Cambodge. Il veut utiliser cette Fédération comme base pour augmenter son influence dans le Sud-Est asiatique. Deuxièmement, la Chine a été le début, et s'oppose à cette Fédération. Pour ces deux raisons, la Chine est considérée par le Vietnam comme un grand obstacle. Pour se sortir de l'Union soviétique cherche des positions en Asie du Sud-Est et utilise le Vietnam comme une base stratégique (...). Le Vietnam ne peut obliger le Cambodge à capituler. Il sait que le Cambodge a moins de troupes que lui. Le Vietnam prépare une grande offensive pour la saison sèche et pourra même conquérir Phnom-Penh. Cela ne servirait pas et que le Vietnam prenne Phnom-Penh, car ainsi le monde entier connaît le Vietnam. Si le Vietnam croit que, comme troisième puissance militaire mondiale il peut utiliser la force contre un autre pays, il n'a qu'à essayer, il aura une surprise. »

« Un fardeau que porte l'U.R.S.S. » Suite aux propos tenus par M. Pham Van Dong aux pays de l'ASEAN sur la cessation de tout soutien vietnamien aux mouvements communistes régionaux, M. Teng a déclaré : « La Chine ne va pas changer ses principes. Nous restons en état de guerre avec le Laos et le Cambodge. Les relations entre les deux parties communistes (chinoises et thaïlandaises) doivent continuer. C'est une question qui s'inscrit dans le mouvement communiste international. Pham Van Dong a soulevé ce problème pour enfoncer un coin entre nos deux pays. On voudrait savoir si Teng ou moi-même nous sommes en Thaïlande. Je peux déjà vous affirmer que, si la Chine parlait comme Pham Van Dong, la Chine serait fort détestable. Elle ne serait pas un vrai pays socialiste. »

« Les soldats vietnamiens ont attaqué les soldats de Kratie et de Kompong-Thom au nord du pays, précise Radio-Hanoi. Les rebelles tiennent les officiers cambodgiens dans la région militaire de l'Ouest. »

« Les soldats vietnamiens ont attaqué les soldats de Kratie et de Kompong-Thom au nord du pays, précise Radio-Hanoi. Les rebelles tiennent les officiers cambodgiens dans la région militaire de l'Ouest. »

RADIO-HANOI ANNONCE UN SOULEVEMENT GENERALISE AU CAMBODGE

Hong-Kong (A.P.P.). — Les Cambodgiens ont engagé un soulèvement généralisé pour renverser leur gouvernement, a annoncé lundi 23 octobre, Radio-Hanoi, capitale du Vietnam, selon laquelle les soldats se sont ralliés à l'aéroport de Kompong-Cham (le second aéroport du pays, dans la province du même nom) à 75 kilomètres au nord-est de Phnom-Penh. L'agent pris possession de la tour de contrôle, précise la radio, ils ont été capables de coordonner l'action d'autres unités.

SINO-JA
Le reali

LES FE
PRISONNIERS APRES L

TIME nou
Semaine
selection c
tels qu'ils s
grands rés
Dorigine

ASIE

SINO-JAPONAIS

Le réalisme de M. Teng

De notre correspondant

Tokyo. — Après avoir assisté à l'échange des instruments de ratification du traité de paix sino-japonais, M. Teng Helao-ping a commencé sa deuxième journée au Japon, mardi 24 octobre, par une visite à laquelle, paraît-il, il tenait beaucoup : il s'est rendu à la somptueuse résidence privée de M. Tanaka, l'ancien premier ministre qui, normal- ment, en 1972, les relations entre la Chine et le Japon, pour l'inter- vider à se rendre prochainement à Pékin.

Que pèse actuellement sur M. Tanaka une inculpation pour sa participation à l'affaire Lockheed — Il aurait touché 500 millions de yens de la firme aéro- navale américaine — n'a apparemment pas porté ombre à l'émotion que lui porte « le peuple chinois ». Cette visite, à laquelle ne tenait pas le ministre des affaires étrangères japonais, provoque des réactions nombreuses : « Non seulement c'est une insulte à la nation japonaise, mais encore on peut se demander si les Chinois nous rendraient la pareille et autoriseraient des Japonais à rencontrer un inculpé », nous a dit un député socialiste.

Mais les Chinois sont réalistes et savent que, malgré ses mésaventures, M. Tanaka, qui, depuis deux ans, s'est abstenu de toute prise de position, demeure l'un des hommes les plus puissants du parti libéral démocrate (P.L.D.), et son clan est pratiquement aussi nombreux que celui du premier ministre. Il sera très vraisemblablement en position d'arbitre lors de la désignation du nouveau premier ministre, le 1^{er} décembre prochain. M. Teng, qui doit rencontrer également M. Ohira, secrétaire général du P.L.D., et principal rival de M. Fukuda pour prendre la tête du gouvernement, cherche apparemment à créer avec les deux hommes un lobby pro-chinois qui jouera un rôle de première importance dans les relations avec Pékin.

La réconciliation de M. Teng s'est également manifestée lundi quand il a été reçu à déjeuner par

l'empereur. On parle du passé, et le souverain déclara notamment : « Il y a eu des événements malheureux dans l'histoire sino-japonaise. » La presse nip- pone, qui interprète cet euphé- miste comme l'expression du regret impérial pour les actions du Japon en Chine avant et pendant la seconde guerre mon- diale, trouve en général la formule un peu courte. Ce n'est apparemment pas le cas de M. Teng, qui, paraît-il, rétorqua à l'empereur : « Oubliions, oubli- ons le passé. »

Il faut dire qu'entre un toast à l'empereur et une accolade à M. Tanaka, M. Teng n'a guère trouvé de temps pour ceux qui furent ses amis de Pékin. La confrontation avec l'U.R.S.S. a fait du peuple chinois « un ami », mais on peut se rappeler que M. Sanso Nossaka, président du P.C.C., l'un de ses derniers chefs historiques, passa cinq ans à Yanou au côté de Mao. M. Teng a oublié aussi les « obscurs » mais nippons qu'on invitait régulièrement à Pékin. Il n'y a pas si longtemps, comme M. Detsuke Kagl, qui créa une soupe populaire « chinoise » dans le quartier ouvrier de Sa- nya. En atterrissant à Narita, le vice-premier ministre s'est sou- venu que, sous la piste, il y a des terres de paysans dont autrefois la Chine avait pris la défense ? En 1972, était invité à Pékin, en grande pompe, le président de la ligue de pay- sans opposée à la construction de l'aéroport.

M. Teng n'a sans doute pas le temps de se souvenir, trop occupé à rencontrer les diri- geants du Keidanren (pacton japonais), à visiter les « tem- ples » du capitalisme nippon. Mais entre les nouveaux et les anciens amis de la Chine, il est parfois difficile de s'y re- trouver. Incontestablement, le vice-premier ministre démontre une nouvelle fois, s'il en était besoin, que le pragmatisme est désormais le seul « principe » de la politique chinoise. — Ph. P.

Afghanistan

LES FEMMES ET LES ENFANTS EMPRISONNÉS. APRÈS LE COUP D'ÉTAT D'AVRIL SONT LIBÉRÉS

Kaboul (A.F.P.). — Les femmes et les enfants, pour la plupart membres de l'ancienne famille royale, emprisonnés à la suite de la révolution du 27 avril ont été libérés, a annoncé lundi 23 octo- bre la presse officielle afghane.

Une vingtaine de personnes ont choisi de rester en Afghanistan tandis qu'une trentaine d'autres

ont préféré l'exil, indique-t-on de bonne source.

Ces libérations ont été décidées, précise-t-on officiellement, « en raison du respect traditionnel du peuple afghan pour les femmes ». Il s'agit des premières depuis le changement de régime intervenu le 27 avril.

Rhodésie

Les raids se poursuivront « si nécessaire » contre les bases extérieures des nationalistes déclare M. Smith

Tandis que M. Smith, premier ministre rhodésien, affirmait lundi 23 octobre à Salisbury que les raids contre les bases de guérilleros en Zambie et au Mozambique se poursuivraient et seraient même intensifiés « si nécessaire », les États-Unis ont de nou- veau condamné les opérations militaires déclenchées la semaine dernière et qui ont fait mille cinq cents morts en territoire zambien (Le Monde du 24 octobre).

Selon M. Tom Reston, porte- parole du département d'État, « de tels actes ne peuvent que provoquer l'intensification des adversaires du régime de Salis- bury ».

A Londres, le porte-parole du Foreign Office a indiqué, lundi, que la Grande-Bretagne « étudie activement » la demande d'aide militaire formulée par la Zambie, il y a un mois, lors de la rencontre qui a eu lieu à Kampu, en terri- toire nigérian, entre le président zambien Kenneth Kaunda et M. James Callaghan, premier ministre britannique. La nature du matériel « destiné à améliorer les capacités défensives » de la Zambie n'a pas été précisée, mais les autorités britanniques ont démenti qu'il était question d'envoyer à Lusaka un bataillon doté de mis- siles Rapier.

Aux Nations unies, M. Calli- tus Ndlovu, représentant de

l'Union populaire africaine du Zimbabwe (Z.A.P.U.), de M. Joshua Nkomo, a affirmé lundi que les troupes rhodésiennes avaient uti- lisé des hélicoptères de fabrication française et des armes de l'OTAN au cours de leur dernier raid. D'autre part, il a accusé les jour- nalistes occidentaux d'avoir « menti » en écrivant que le camp de Mkuzi (Le Monde du 24 octo- bre) abritait des hommes en armes alors que, a-t-il affirmé, « la cible avait été des femmes sans défenses ».

A Lusaka, le président Kenneth Kaunda a annoncé lundi au cours d'une conférence de presse que dix-huit ressortissants étran- gers qui avaient participé avec les forces armées rhodésiennes au raid de la semaine dernière avaient été arrêtés. Le président zambien a refusé de préciser leurs noms et leur nationalité « avant que l'enquête ne soit terminée ».

Enfin, en Afrique du Sud, la presse a vivement critiqué l'atti- tude des dirigeants de Salisbury. Le journal Die Transvaler, organe du parti national au pouvoir à Pretoria, écrit : « L'attitude rho- désienne ne résout rien. Au contraire, l'accroissement des raids de grande envergure en Zambie et au Mozambique causent de graves dangers pour l'ensemble de l'Afrique australe. » — (A.F.P., Reuters.)

Namibie

LE CLIMAT D'ATTENTISME PRÉVAUT A L'ONU

De notre correspondant

Nations Unies (New-York). — Conformément à la résolution 431 adoptée il y a quelques semai- nes par le Conseil de sécurité, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a présenté son rapport sur « la coopération de l'Afrique du Sud » dans l'affaire de la Namibie. Devant les appré- hensions contradictoires suscitées par le voyage des Chinois à Pretoria, en l'absence de réactions offi- cielles des États de première ligne (Zambie, Tanzanie, Mozambique, Angola, Botswana) et de la S.W.A.P.O., M. Waldheim a choisi une position de « neutralité ac- tive », qui conserve aux parties en cause leur liberté de mouvement.

D'autre part, dans un commu-iqué publié le 20 octobre, le groupe des pays africains aux Nations unies estime que le résul- tat du voyage des Chinois consti- tue un « recul » regrettable. Les Africains soulignent dans ce texte que l'on avait pu croire que les Chinois se rendaient à Pretoria non pour chercher un compro- mis avec l'Afrique du Sud, mais pour convaincre celle-ci de coo- pérer à l'application de la réso- lution 435 du Conseil de sécurité qui prévoyait en termes précis et apparemment non négociables, la mise en place de toutes les décisions de l'ONU sur la Namibie. Mais les pays africains eux- mêmes sont embarrassés et peut- être enclins à l'attentisme. Une rupture définitive des négocia- tions avec l'Afrique du Sud ris- querait d'entraîner, à terme, des initiatives cubano-soviétiques sur

le terrain, perspective que les pays concernés envisagent avec inquiétude.

L'attentisme qui semble préva- loir pour le moment s'observe d'ailleurs à propos d'un autre problème : les raids rhodésiens sur le territoire zambien. En d'au- tres temps, le Conseil de sécurité eût été immédiatement saisi. — A.-M. C.

● Le Secours populaire fran- çais a rendu public lundi 23 octo- bre un communiqué à l'occasion des récents bombardements rho- désiens en Zambie renouvelant son appel à la solidarité pour les réfugiés. (S'adresser au siège na- tional de l'association, 8 rue Froissart, Paris-7^e, C.C.P. 654-37 11 Paris, en indiquant « solidarité réfugiés Afrique australe ».)

● Le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (C.H.E.A.M.) organisée, à partir du 8 novembre, un stage de six mois, qui aura lieu sous les aus- pices, sur les problèmes africains, orientaux et asiatiques. Les ren- seignements sont donnés en C.H.E.A.M., 13, rue du Four, 75006 Paris, tél. 326-96-90.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● AU NOUVEAU-BRUNSWICK, le parti progressiste, candidat à obtenir, lundi 23 octo- bre, 30 sièges (contre 33 en 1974), et le parti libéral 28 (contre 25) aux élections législatives provinciales. Le nouveau parti démocratique (social-démocrate) et le parti acadien, formation qui ré- clame la création d'une pro- vince acadienne séparée pour les 25 % de francophones du Nouveau-Brunswick, n'ont réussi à faire élire aucun député. M. Richard Hatfield, premier ministre conservateur depuis 1970, a été reconduit dans ses fonctions.

Chili

● L'ÉGLISE CATHOLIQUE prendra la « défense juridi- que » de sept organisations syndicales dissoutes par le mi- nistre de l'Intérieur (Le Monde du 31 octobre), a annoncé lundi 23 octobre à Santiago Mgr Enrique Alvear, évêque auxiliaire de la capitale chi- lienne. D'autre part, à Paris, la C.G.T. a protesté lundi dans un communiqué contre cette dissolution, qu'elle juge « la plus grave atteinte aux libertés et aux droits syndicaux au Chili depuis le 13 septem- bre 1973 ». — (A.F.P.)

Grèce

● LES RESULTATS OFFICIELS DES ÉLECTIONS MUNICI- PALES indiquent que sur deux cent soixante-quatre mu- nicipalités, cent quarante et une ont élu des candidats in- dépendants et cent vingt-trois des candidats de l'opposition. Les candidats indépendants sont ceux qui n'étaient pas présentés ou soutenus par l'opposition. Le gouvernement, de son côté, n'avait pas voulu donner de caractère politique à cette consultation. Le por- te-parole du gouvernement a sou- ligné qu'aux élections munici- pales de 1975 cent soixante- deux maires de l'opposition avaient été élus. — (A.F.P.)

Tunisie

● LE PRÉSIDENT BOURGUIBA est arrivé lundi 23 octobre à Paris où il suivra de nouveaux examens médicaux. Le chef de l'État tunisien s'était déjà rendu en Suisse à la fin de juin dans le même but.

Union soviétique

● M. BENJAMIN LEVITCH ET SA FEMME TATIANA ont été pris par téléphone par le service des passeports (OVIR) le lundi 23 octobre de préparer tous les documents nécessaires à la délivrance d'un visa de sor- tie. Le spécialiste d'hydrodynamie psychochimique avait sollicité en vain depuis six ans le droit d'émigrer en Israël. — (U.P.I.)

Les chaussures
BALLY SUISS

Les peausseries
les plus nobles.

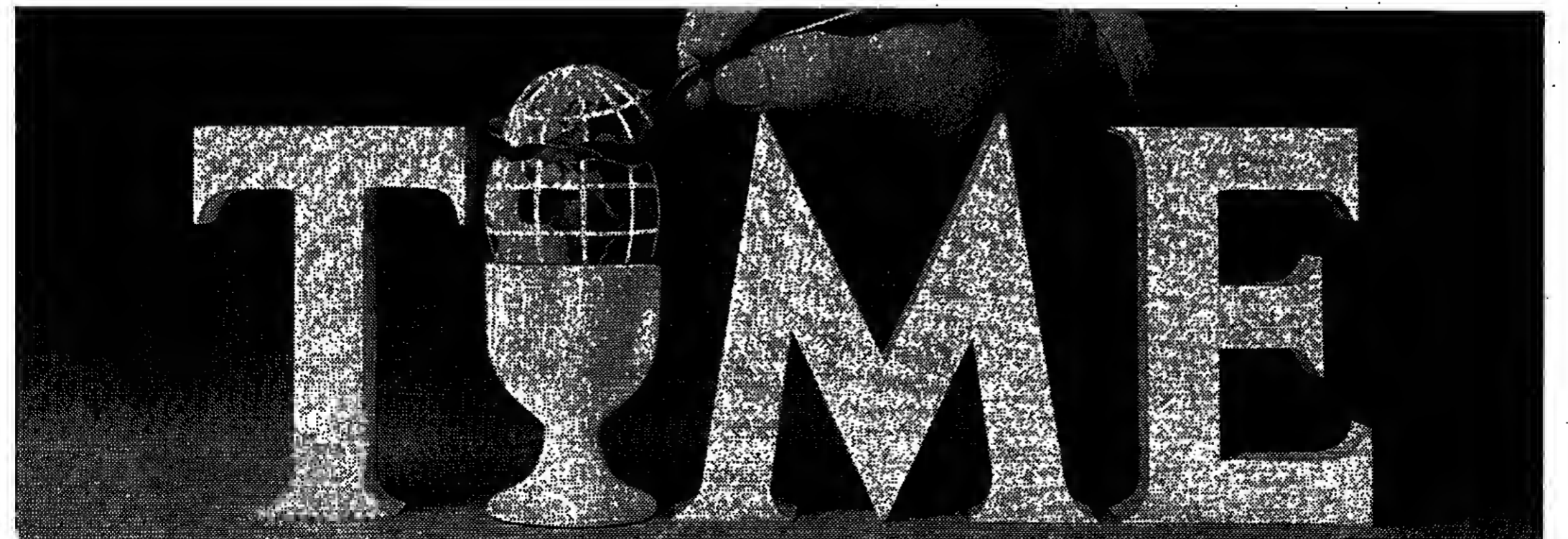
Les chaussures
BALLY SUISS

Un chaussant
exceptionnel.

LOTO
facile, pas cher, ça
peut rapporter gros

Les chaussures
BALLY SUISS

Une finition
inégalable.



TIME nourrit l'esprit. Semaine après semaine, il vous apporte une sélection compréhensive des événements mondiaux, tels qu'ils sont vécus et interprétés par un des plus grands réseaux rédactionnels du monde. D'origine américaine, TIME est le premier news

magazine du monde. Il vous donne une perspective globale — une vue du monde qui est respectée et recherchée par 26 millions de lecteurs dans 145 pays.

TIME MAGAZINE: L'esprit ouvert sur le monde.



سكس من النحل

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

La répression du terrorisme et le droit

(Suite de la première page.)

On n'a pas manqué alors de rappeler en la constitution de Weimar n'a jamais été abrogée par les nazis, qui ont pris le pouvoir et accompli toutes leurs coupables actions en se référant aux textes constitutionnels. Il est donc possible de violer l'esprit des lois tout en appliquant leurs dispositions à la lettre. On voit, dès lors, que cela ne se fasse plus en Allemagne, disent les dirigeants de la R.F.A.

Leurs porte-parole font tout d'abord observer qu'aucun des individus condamnés, poursuivis ou recherchés, que décrit une certaine presse, à l'étranger, comme étant les victimes d'une persécution politique, n'a fait l'objet d'inculpation de crimes ou délits politiques, tels que la haute trahison, les attentats à la bombe, l'espionnage, l'incitation à la désobéissance, les assassinats, vols avec armes et violences, blessures volontaires et à l'insu de la victime, les crimes contre des particuliers et des agents de la force publique.

Si les assassinats de personnalités pacifistes et intellectuelles destinés à terroriser la société bourgeoise en vue de sa destruction (sans avoir aucune doctrine sur son remplacement), en revanche, les hold-up sont l'unique moyen de financement de l'organisation. « L'argent ne manque pas, car il y a toujours une banque au coin de la rue, toujours prête à prêter à ses clients, les policiers pour traduire la situation. Un trio féminin s'est montré particulièrement efficace, n'effectuant jamais un « coup » de moins de 400 000 Deutsche Marks (960 000 F). Pour toutes les violations, on a remarqué d'ailleurs que les femmes sont plus terribles que les hommes, tirant plus vite au revolver.

Combien sont-ils donc à semer ainsi la terreur ? Les chefs de la police chiffrent à environ une centaine les « dur » qui ont commis ou préparé des crimes. À 1 200 les complices qui donnent aux premiers aide et assistance, surtout par des « planques » (pénurie, en somme, ils ne manquent de rien, grâce à leur argent et leur habileté à voler des voitures), enfin à 3 000 ou à 7 000 les sympathisants. Ceux-ci sont presque tous des intellectuels, étudiants et professeurs d'université (Akademiker). C'est de ce milieu que part le soutien moral des terroristes, l'organisation de leur défense juridique et surtout, l'inculpation sous le coup d'un mandat d'arrêt et 52 en détention préventive, 41 condamnés subissent leur peine.

Devant l'efficacité de la chasse aux terroristes, le mouvement a évolué vers la constitution de « cellules révolutionnaires » de deux à sept membres qui ne sont pas dans la clandestinité. Ce sont les « terroristes du dimanche », sorte de cancer qui émet des métastases, les cellules n'ayant

pas de communication entre elles. Quelle que soit la forme de l'organisation, ses faibles effectifs ne permettent guère de parler d'un mouvement populaire. Du côté de la population, chez les travailleurs et les militants de la gauche, le vol de l'extrême gauche, on ne trouve aucune sympathie, ni même une résonance en leur faveur. Le peuple allemand n'est donc pas, pour ce genre spécial de « partisans », ce que l'eau est pour le poisson.

Pourtant, les grands doctrines de la guérilla, dont « Che » Guevara, ont été étudiées par les terroristes, qui disent que « les « partisans » de l'Allemagne sont des travailleurs manuels, et que ceux-ci n'apprécient guère, sachant l'état misérable et l'analphabétisme des paysans d'Amérique du Sud.

Coupés du peuple quand ils vivent en liberté, les membres des bandes sont aussi isolés dans les prisons. Il est naturellement très difficile savoir jusqu'à quel point la torture de l'isolement cellulaire a été, comme on l'a dit, infligée à certains d'entre eux, mais il est de fait qu'ils se retrouvent très seuls parmi les

Une machine qui ne s'arrêtera pas

L'Allemagne de l'Ouest, on le sait, est un Etat fédéral, composé de onze Etats ou Land (pluriel). Le Land le plus peuplé, celui de Bavière, s'est trouvée, face au « crime organisé », devant la situation qui fut celle des Etats-Unis, et a ressenti le besoin de créer une police fédérale. Cependant, les choses ne sont pas aussi simples qu'en Amérique.

Le Bundeskriminalamt (B.K.A.), service fédéral de police judiciaire, n'est pas le B.F.I. En effet, en 1963, il avait pour seules missions légales, d'une part la coordination de l'action des polices des Land, et d'autre part, la liaison entre celles-ci et Interpol, le service international de police judiciaire. Il est amené, naturellement, à coopérer aussi avec la seule police à compétence fédérale : la Gendarmenpolizei (police de protection des frontières), homologue de notre D.S.T., qui recherche les espions et, en Allemagne, venant de l'Est, il y a eu des fédérations. Cependant, la nécessité faisant loi, la coopération entre les deux services s'appliquerait aussi à la recherche et à l'arrestation des terroristes. Il y avait qu'un pas, il semble qu'il ait été franchi sans trop de difficulté, pas législativement, mais par voie de circulaires.

Une division T.E. du B.K.A. a été créée avec pour compétence officielle : « la lutte contre les activités terroristes », tandis que la G.S.P. (protection des frontières) consacrée à la même tâche sa compétence officielle est la protection des frontières. Les policiers bien équipés agissent sur tout le territoire, ce qui n'empêche pas la police de chaque Land, en liaison avec le B.K.A., de donner chez elle la priorité absolue à la chasse aux terroristes, à tel point qu'un directeur a dit : « Les voleurs peuvent s'en donner à cœur joie en ce moment. Cela, espère-t-on, n'aura qu'un temps. Quelques choses cependant

autres détenus. Après avoir été libérés au point de permettre à Baader et à sa « bonne amie », Ulrike Meinhof, de s'en aller ensemble, l'administration m'a été accusée d'une politique d'apartheid des détenus, en gardant secrets les lieux de détention. Chacun, sans savoir qu'il est les autres, se retrouve seul dans une prison, ne pouvant communiquer, s'il ne veut pas être astreint au silence, qu'avec des « droits communs ». Or, dans le « milieu », on n'aime pas les terroristes, qui ont suscité un renforcement des pouvoirs de la police, et on le leur fait bien sentir. Si l'un d'eux se hasarde à bavarder et à faire des confidences à un compagnon de cellule, il doit savoir qu'il court le gros risque de tomber sur un mouchard de la police. En ce sens, on peut dire que ce genre de prisonniers est soumis à l'isolement pénible.

Avant de les juger et de les condamner (la procédure de défense n'existant pas en Allemagne), il faut d'abord essayer de les attraper. C'est la tâche de la police, et c'est là qu'est appliqué l'effort principal d'innovation et de développement des moyens d'action.

Pas de Section spéciale

La différence est donc grande entre la France et l'Allemagne en ce qui concerne le statut des avocats et les poursuites disciplinaires que ceux-ci peuvent encourir pour avoir refusé d'organiser une prise de position commune de ses clients en vue de leur défense, les motifs des circonstances atténuantes, tenus compte que les règles de l'éthique professionnelle ne sont pas toujours claires (en droit allemand).

Le différend est donc grande aussi entre la France et l'Allemagne en ce qui concerne le statut des avocats et les poursuites disciplinaires que ceux-ci peuvent encourir pour avoir refusé d'organiser une prise de position commune de ses clients en vue de leur défense, les motifs des circonstances atténuantes, tenus compte que les règles de l'éthique professionnelle ne sont pas toujours claires (en droit allemand).

Pas de Section spéciale

Il s'agit de la loi du 14 avril 1978, modifiant certaines dispositions de la loi relative à la procédure pénale. Quand on veut bien étudier ce texte avec attention, on remarque qu'il ne contient aucune disposition permettant de modifier le statut de l'avocat pénaliste. L'article 158 a nouveau du code prévoit qu'un avocat ne peut plus être le défenseur des accusés (seulement quand il s'agit de crimes, plus graves, assassinats, etc.), prévus par l'art. 129 et 130 (code pénal) s'il est lui-même impliqué dans l'affaire concernée ou son complice. L'intention est de protéger l'avocat pénaliste, qui est le défenseur de ses clients, et non de lui enlever son statut.

La loi française est plus stricte

elle ne se limite pas aux affaires de droit pénal, elle s'étend à tout acte, quel qu'il soit, qui constitue un délit, quel qu'il soit, et qui est puni par la loi. L'avocat poursuivi dans l'affaire de la Garantie foncière ait pu, en même temps, être le défenseur de ses clients, et bénéficier de son statut.

Il est fréquent que, devant le refus du parquet de poursuivre disciplinairement un avocat qui le défend, l'Association allemande décide de l'exclure de ses rangs. Comme tous en sont membres, bien que ce ne soit pas obligatoire, sans sanction est efficace par le manque d'adhésion collective sur les clients. Ainsi, M. Croissant, exclu de l'Association depuis plusieurs années pour des motifs sans aucun rapport avec le terrorisme, a-t-il pu continuer à exercer son métier, mais en se consacrant à la seule défense des terroristes.

Il paraît, dès lors, possible de répondre par l'affirmative à la question posée en titre : la lutte contre les terroristes peut être menée sans violation des droits de l'homme ni des grands principes du droit. Rien ne nous a donc empêché de penser que l'on puisse voir réapparaître en Allemagne, le terrible Sondergericht, qui, à l'époque, se nommait, en France, la « section spéciale ».

Cependant, même si la répression se montre efficace, le problème sociologique et criminologique que posent Baader et ses associés n'est pas résolu.

La France n'a pas encore été atteinte par ce mal, alors que l'Italie est frappée plus durement que l'Allemagne (5). Ne devrions-nous pas nous en soucier davantage en ce qui concerne les choses, comme les accidents d'automobiles, n'arrivent pas qu'aux autres ?

JEAN COSSON.

(5) « Le Grand Frère », personnage du dictateur mondial dans le roman américain de George Orwell, 1984. (6) Amicale coopération et peu de contacts, dont certains entre les « Brigades Rouges » et les bandes allemandes.

EMMANUELE TODD.

* Fayard, 482 pages, 85 F.

Grande-Bretagne

La majorité de l'opinion publique soutient la politique des salaires de M. Callaghan

De notre correspondant

Londres. — Malgré les sévères brèches ouvertes dans le front des salaires par les ouvriers de Ford et de British Oxygen — une société qui assure les livraisons de gaz à plusieurs industries, — le gouvernement paraît décidé à tenir bon pour sauver de l'effondrement sa politique : des revenus, et particulièrement la norme des 5 % fixés aux augmentations salariales.

Il semble cependant résigné à tolérer pour le secteur privé des dérogations de salaires qui dépassent sensiblement cette limite.

Après avoir refusé les quelque 8 % d'augmentation proposés par leur société, les ouvriers de Ford et de British Oxygen, peuvent accomplir une nouvelle offre de l'ordre de 12 %. Mais le gouvernement paraît décidé à livrer bataille dans le secteur public. La menace la plus immédiate vient des employés municipaux, notamment de ceux qui accomplissent les travaux les plus ingrats (égoutiers, éboueurs, balayeurs, etc.) qui réclament jusqu'à 60 % d'augmentation jusqu'à nouvel ordre, le gouvernement prévoit seulement une hausse pour les plus bas salaires, ce qui est loin de répondre aux revendications des syndicats. Apparemment, M. Callaghan est prêt à risquer une grève, qui serait cependant très gênante pour le public.

M. Heath appuie le gouvernement

Les revendications des salariés de la sidérurgie nationale et des mineurs, qui demandent respectivement 33 et 40 % d'augmentation, sont encore plus menaçantes pour l'économie, mais elles ne seront pas discutées avant plusieurs mois. Or le gouvernement espère que dans les prochains semaines, au tout cas avant le fin de l'année, les négociations engagées avec les dirigeants syndicaux aboutiront à rétablir la coopération avec le TUC et à définir un ensemble de mesures de nature à établir la tranquillité de la « base ».

Le gouvernement se sent encouragé dans sa ferme par l'attitude du public, telle qu'on peut l'interpréter à la lumière d'un sondage récent du National Opinion Poll publié la semaine dernière par le Daily Mail (conservateur). Soixante-six pour cent des personnes inter-

rogées se déclarent favorables à la politique gouvernementale des salaires, ce qui tendrait à confirmer que la fermeté à l'égard des syndicats est « payante » sur le plan électoral.

Le gouvernement est également renforcé dans sa détermination par le comportement de M. Heath, l'ancien leader Tory, qui continue d'exprimer publiquement son désaccord sur les conceptions monétaristes de Mme Thatcher, l'actuel leader du parti. Quarante-deux pour cent des personnes interrogées appuient M. Heath, Mme Thatcher n'étant soutenue que par 36 % d'entre elles. Certes, M. Heath est en minorité, et relativement isolé au sein du parti conservateur, où certains éléments le critiquent violemment et l'accusent de mener une vendetta personnelle contre Mme Thatcher, au risque d'affaiblir la cause conservatrice.

Le Sunday Telegraph, tout en soulignant qu'il n'est pas question de retirer l'investiture du parti à M. Heath, l'invite à ne pas prendre la parole en dehors de sa circonscription de Bexley, dans le Kent. Les dirigeants du parti s'efforcent de minimiser ces divergences de vues en soulignant qu'il n'est pas possible de se cantonner dans une position trop rigide. « Nous ne pouvons pas prévoir maintenant ce que nous ferons au gouvernement dans six mois », a déclaré M. Meade, vice-président du parti conservateur.

Les écartements de l'ancien premier ministre trouvent un écho après de certains dirigeants conservateurs qui lui reprochent surtout d'exprimer publiquement une opinion contraire à celle du leader actuel.

Dans l'immédiat, M. Heath risque de faire le jeu des travaillistes en entraînant les divisions au sein du parti conservateur. L'élection partielle du jeudi 26 octobre au siège d'Accolts de Berwick, tenu par les travaillistes à une faible majorité, apportera peut-être des indications sur l'influence de M. Heath. L'ancien premier ministre doit y prendre la parole, mardi 31, contrairement aux espoirs des conservateurs sur le thème de la moyenne du déplacement des voix, ce siège marginal devrait leur revenir, les travaillistes maintenant leur position, les adversaires de M. Heath ne manquant pas de faire porter à l'ancien premier ministre la responsabilité de cet échec.

HENRI PIERRE.

Autriche

Le nombre de réfugiés des pays de l'Est a considérablement augmenté

De notre correspondante.

Vienne. — Depuis très longtemps la vague des réfugiés venus pour la plupart des pays de l'Est européens. En 1976, le budget global de cette prise en charge par le gouvernement fédéral s'est élevé à environ 72 millions de schillings (1 schilling vaut à peu près 13,2 francs).

Ce sont les émigrants roumains, indique le ministre autrichien de l'Intérieur, qui viennent en tête, avec 466 demandes d'asile politique durant les six premiers mois de 1978 contre 112 durant la même période de 1977. Les Polonais prennent la seconde place (304 contre 186), suivis des Hongrois (210 demandes). Pour le seul mois d'avril 78, 74 pour 94 % de ceux qui ont fait leur demande ont obtenu le statut de réfugié politique. Ce sont des émigrants de l'Est, l'ensemble de l'année dernière, 1 371 contre 1 777.

Le centre d'accueil de Traiskirchen et ses annexes, où transitent nécessairement la majorité des émigrants, accueillent actuellement quelque 2 100 personnes. Malgré les nombreux problèmes que pose ce nouvel afflux de réfugiés, les autorités autrichiennes ont fait savoir qu'elles ne limiteraient en aucun cas les entrées en Autriche.

L'hébergement de ces personnes et surtout de leurs familles est devenu une question prioritaire pour les responsables du centre de Traiskirchen. Un plan de deux ans pour sa rénovation, son aménagement, mais aussi pour la construction de nouvelles annexes, a été élaboré l'année dernière en commun avec les ministères de l'Intérieur et de la construction. Il est entré en application au début de 1978.

D'autre part, M. Lane, ministre de l'Intérieur, a fait appel aux diverses organisations et institutions spécialisées afin de faciliter l'intégration dans le pays de ceux qui le souhaitent. Mais, pour beaucoup, l'Autriche n'est qu'une étape — la première à l'Ouest — en attendant de pouvoir se rendre dans le pays qu'ils ont choisi. Cette attente est parfois très longue avant que l'Etat en question ne leur accorde un visa d'entrée. C'est l'Autriche qui supporte la

quasi-totalité de l'ensemble des frais d'hébergement, de nourriture et de soins nécessaires aux émigrants. En 1976, le budget global de cette prise en charge par le gouvernement fédéral s'est élevé à environ 72 millions de schillings (1 schilling vaut à peu près 13,2 francs). L'ensemble des neuf Länder ont donné au gouvernement fédéral 20 millions de schillings.

ANITA RIND.

Bulgarie

LE SECRETAIRE DE L'AMBASSADE DE BULGARIE à Stockholm, M. Georgi Jankov, a quitté son poste sans donner d'explications. Il y a une semaine, il était rendu à Helsinki, dans le Sud de la Suède, pour un voyage d'affaires. L'ambassade de Bulgarie a signalé lundi 23 octobre cette démission au ministre suédois des affaires étrangères. La police suédoise estime que le diplomate a gagné le Danemark avec sa femme. (A.F.P., Reuters.)

Jocelyn PARIS

134 bd St-Germain
75, ch.-d'Orléans (Métro)
rue Cherche-Midi

Une histoire de la peur en Occident

(Suite de la première page.)

Les peurs « du plus grand nombre » sont, en gros, rationnelles. Comment ne pas s'effrayer de la peste, qui liquida, entre 1348 et 1352, le tiers environ de la population européenne, et reviendra, ensuite, tous les quinze ou vingt ans, jusqu'à 1720, dans le grand peste de Marseille ? A côté, les peurs de la mer de la nuit, des loupes, détaillées par Delumeau, font très peu d'effet. Pendant quatre siècles, l'Europe s'habitue à la vue de cadavres pourrissant par milliers.

Pauvres et paysans craignent de plus — tout à fait raisonnablement — les progrès de l'Etat, le fasc et les menaces d'armes, pillardes, même quand elles sont régulières. Les soulèvements populaires, particulièrement nombreux au dix-septième siècle, sont plus dévastateurs que conquérants. Effets de la peur, ils sont justement nommés « effrois ».

Un homme du vingtième siècle, plongé dans cette époque, ne pourrait vraisemblablement pas participer à ces peurs-là. Il aurait plus de mal, en revanche, à accepter les phobies spécifiques des élites. La grande peur des bien-penseants d'abord est assez étrange. Elle n'est pas peur du peuple et de la révolution, mais crainte de Satan, des sorciers, du sabbat de « brédés ». Grâce à l'action militante des meilleurs esprits du temps, comme le Français Jean Bodin, juriste, économiste et politologue toujours réputé, l'Europe se couvre de bûchers. Magistrats et hommes d'Eglise combattent en aveugles sanguinaires une inexistante conspiration satanique. Cette psychose des élites nous fait quitter le domaine de la peur rationnelle. Elle est d'autant plus comique — d'une certaine

façon — que la lâcheté, comme le souligne Jean Delumeau, était dans la mythologie du seizième siècle l'apanage des masses dominées, le noble étant, par définition, inaccessible à la terreur. Et pourtant...

Mais le diable n'est pas le seul épouvantail. Au quinzième siècle et au seizième siècle, plus qu'aux alentours de l'an mil, les élites européennes vivent dans l'attente effrayée du Jugement dernier. Quelques groupes révolutionnaires, comme les anabaptistes de Münster, essayent même de hâter la venue du Millénaire par une tête sanglante, accentuant la fièvre du continent chrétien.

C'est qu'il s'intéressent à l'histoire de l'humanité reconstruite dans ces pages une synthèse des travaux de Robert Mandrou, Keith Thomas, Alan Macfarlane, Hugh Trevor-Roper et Carlo Ginzburg sur le sorcellerie ou la magie, de Norman Cohn, sur le poursuite du Millénaire, de Jean-Noël Biraben sur le peste, d'Yves-Marie Baro sur les effrois populaires. Tout n'est donc pas neuf dans cette histoire de la peur. Mais en juxtaposant les résultats de tant de recherches indépendantes, Jean Delumeau restitue l'esprit d'un temps. Il provoque également des rapprochements fondamentaux, entre histoire des épandées et histoire religieuse par exemple. Comment ne pas être frappé par les textes de Luther sur le peste, et par la correspondance étroite entre la doctrine protestante de la prédestination et les aléas de l'infection pestifère ? L'étendue du domaine couvert, temporel et géographique, permet en outre à l'auteur de discerner, comme en laboratoire, des régularités dans le comportement humain. A Londres, en 1665, à Paris, en 1348, à Milan,

en 1630, l'épidémie produit le même démantèlement social, les mêmes phases d'excitation et d'abattement, de débordements et de résignation. Ces phénomènes du passé nous donnent une idée de ce que pourraient être les réactions d'une population active au soudain d'une attaque terroriste.

En Europe occidentale, un seul pays échappa largement à la grande angoisse des « temps modernes » : l'Italie, que connaît particulièrement bien Jean Delumeau. La péninsule, qui n'a pourtant pas été épargnée par les pestes et les guerres, est très peu touchée par le crainte des sorciers et de Satan. Au contraire de l'Espagne, elle n'est même pas frappée par l'antimillénaire. Est-ce, comme la suggère son historien, parce qu'elle ne perd à aucun moment son unité et sa cohésion religieuse, au contraire de l'Europe du Nord, longtemps déchirée par le doute et par les affrontements entre catholiques et protestants ? Ne serait-ce pas plutôt parce que l'Italie, leader de l'Europe jusqu'au quatorzième siècle, s'enfonça au seizième et au dix-septième dans le sous-développement ? Le trouble psychologique qui marque ces siècles étranges apparaît comme une composante nécessaire de l'accession à la mentalité moderne.

Ce sera donc cette Europe du Nord arctique, où l'on pourchasse et brûle les sorciers, que l'on inventera, peu après, la géométrie analytique et la liberté de conscience. Exemple typique et corrélaté se dessinent : en Ecosse, le mathématicien Napier conçoit le logarithme pour recenser plus facilement le nombre des démons.

EMMANUELE TODD.

* Fayard, 482 pages, 85 F.

Yves-Marie Baro

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ROME

Les problèmes européens seront au centre des entretiens franco-italiens

Les problèmes européens domineront les entretiens que M. Giscard d'Estaing aura à Rome, les mercredi 23 et jeudi 24 octobre, au cours de la brève visite de travail que le président de la République va effectuer en Italie. Lors de ses conversations avec M. Pertini, président de la République, et M. Andreotti, président du conseil, M. Giscard d'Estaing évoquera aussi les relations bilatérales entre les deux pays, ainsi que les principaux dossiers de l'actualité internationale. Le deuxième volet du voyage présidentiel — le plus spectaculaire aussi — sera consacré par l'audience privée que Jean Paul II accordera jeudi matin au président de la République.

C'est mercredi après-midi que M. Giscard d'Estaing quittera Paris pour la capitale italienne, où il doit être accueilli par M. Andreotti. Dans la soirée, M. Pertini doit offrir un dîner au Quirinal, ce dîner étant précédé d'un entretien politique d'une heure environ. L'audience de Jean Paul II est prévue à 9 h. 30, jeudi, après quoi le président de la République doit se rendre à la basilique Saint-Jean-de-La-Tran, pour y prendre possession de son siège de chanoine honoraire. Cette coutume a été instaurée du temps d'Henri IV, en remerciement des générosités des rois de France à l'égard du Saint-Siège. Après cette cérémonie, le président de la République aura un entretien avec M. Andreotti, qui offrira ensuite un déjeuner à la Villa Madama. Dans l'après-midi, M. Giscard d'Estaing regagnera Paris. M. François-Poncet, secrétaire général de l'Elysée, M. Hunt, porte-parole présidentiel, et M. Raymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, accompagneront le président de la République.

Les entretiens que M. Giscard d'Estaing aura à Rome s'inscrivent dans le cadre des contacts au plus haut niveau défini par les dirigeants des deux pays. Ils devraient permettre à M. Giscard d'Estaing et Andreotti de faire le point de leurs positions respectives face aux problèmes qui se posent à la C.E.E. : élargissement et création d'un nouveau système de stabilisation monétaire.

Si, sur le problème de l'adhésion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, les positions des deux

pays ne sont pas éloignées — Paris et Rome sont favorables à un tel élargissement à condition que cette mesure s'accompagne d'une révision de la politique agricole commune, — le projet monétaire franco-allemand inquiète l'Italie en raison de la grande faiblesse de la lire. Ce problème est d'autant plus d'actualité pour les Italiens qu'il sera au centre des discussions du sommet européen qui doit se tenir au début du mois de décembre à Bruxelles. Il est probable également que les Italiens interrogeront M. Giscard d'Estaing sur sa proposition visant à créer un comité de trois « sages » européens pour étudier les modifications de structure qu'il serait souhaitable d'apporter à une Communauté européenne élargie à douze membres.

Outre les problèmes bilatéraux, qui ne posent pas de question insoluble, les dirigeants français et italiens entendent passer en revue les grands dossiers internationaux : état de la détente en Europe après les dernières conversations américano-soviétiques de Moscou, situation au Proche-Orient, et plus particulièrement au Liban, en Afrique aussi, où l'Italie jouit d'une influence traditionnelle dans la partie orientale. — J. A.

L'ENTRÉE DE LA GRÈCE DANS LA C.E.E. POURRAIT AVOIR LIEU EN 1979

estiment MM. Caramanlis et Giscard d'Estaing

La Grèce devrait pouvoir adhérer à la C.E.E. l'année prochaine, cette adhésion officielle devrait comporter des périodes transitoires dont une période spécifique pour les produits agricoles, selon des informations recueillies à l'Elysée, après le déjeuner qui a réuni, le 23 octobre, le premier ministre grec, M. Caramanlis, et M. Giscard d'Estaing.

Il est estimé qu'il était possible de terminer la négociation relative à l'entrée de la Grèce dans la C.E.E. à la fin de 1978. L'acte diplomatique consacrant cette adhésion pourrait être signé courant 1979. A partir de cette date, la Grèce pourrait participer effectivement à la C.E.E.

Cependant, compte tenu des conséquences économiques de cette adhésion, notamment dans le domaine agricole, des périodes transitoires devront être prévues. Les produits grecs « sensibles » sont le vin, les pêches (fruites) et le concentré de tomates, qui concurrencent des produits français et italiens.

M. Caramanlis a déclaré pour sa part que les négociations « se termineront certainement normalement et dans les délais prévus ». « Si au cours des négociations, a-t-il ajouté, surgissent, comme c'est naturel, des différends mineurs, ils seront réglés amicalement et de manière à protéger les intérêts des deux côtés ».

M. Caramanlis a indiqué que M. Giscard d'Estaing « nourrit une affection sincère pour la Grèce. Cela étant, il est naturel que notre collaboration soit étendue ».

LES NÉGOCIATIONS SALT DE MOSCOU

M. Vance espère toujours signer un accord avant la fin de l'année

De notre correspondant.

Moscou. — Malgré une dizaine d'heures d'entretien avec M. Gromyko — puis avec M. Brejnev, M. Cyrus Vance a quitté Moscou ce mardi 24 octobre en début de matinée, sans être parvenu à mettre totalement au point le deuxième accord sur la limitation des armements stratégiques offensifs (SALT II). Bien que le porte-parole du secrétaire d'Etat américain se soit refusé à employer le mot « progrès », il semble toutefois que les négociations aient avancé. « Nous sommes un peu plus proches que nous l'étions à Washington il y a un mois », a déclaré M. Gromyko.

Ces petits pas sont-ils suffisants pour que les points en suspens soient réglés à un sommet Carter-Brejnev ? Ou bien une nouvelle série de conversations au niveau des ministres des affaires étrangères sera-t-elle nécessaire ? Aucune hypothèse n'est exclue, mais, en l'état actuel des informations, la seconde partie la plus vraisemblable. On ne saurait cependant écarter une surprise.

M. Vance a immédiatement rendu compte par câble à M. Carter de ses entretiens avec les dirigeants soviétiques et il a annoncé qu'aucune information ne sera publiée avant qu'il ait vu le président. Il semble donc que les décisions seront prises maintenant au plus haut niveau.

Bien qu'on ait laissé entendre à Washington que ses entretiens à Moscou pourraient être les derniers avant la conclusion d'un accord, il y a six ans, M. Vance a déclaré qu'il n'était pas déçu. Son porte-parole a précisé qu'il continuait à espérer pouvoir signer le traité SALT II avant la fin de l'année. « Nous pensons », a déclaré le secrétaire d'Etat, « qu'il n'y a aucun problème qui ne puisse être résolu justement et raisonnablement avec de la bonne volonté et de la détermination des deux côtés ».

Les Américains ont laissé aux Soviétiques le soin de publier le communiqué sur la rencontre Brejnev-Vance, qui a duré quatre-vingt-dix minutes et s'est déroulée dans une atmosphère « cordiale et amicale », en présence, du côté soviétique, outre de M. Gromyko, du maréchal Ogarkov, premier vice-ministre de la Défense, et de M. Alexander, conseiller du chef de l'Etat soviétique pour la politique étrangère.

L'agence Tass indique que, « après avoir constaté l'utilité et le caractère constructif des pourparlers, les deux parties se sont déclarées déterminées à faire tous les efforts nécessaires pour mener à bien cette affaire importante, afin d'assurer une prompt signature de l'accord ». M. Brejnev n'en a pas moins attiré l'attention de ses interlocuteurs sur les éléments négatifs apparus depuis quelque temps dans les rapports socio-américains ».

DANIEL VERNET.

M. Geoffroy de Courcel, ambassadeur de France, a été nommé président de la section française du conseil franco-britannique M. de Courcel succède à ce poste à M. Wilfrid Baumgartner, gouverneur honoraire de la Banque de France, décédé le 1^{er} juin dernier.

Le conseil franco-britannique avait été fondé en 1972 à l'initiative de M. Edward Heath, premier ministre de Grande-Bretagne, et du président Georges Pompidou, dans l'intention d'encourager le rapprochement franco-britannique sous toutes ses formes.

LA PREMIÈRE CARTE D'IDENTITÉ EUROPÉENNE

Bruxelles (A.F.P.). — La première carte d'identité européenne, valable dans les neuf pays de la C.E.E., verra le jour.

Uniquement destinée aux avocats, et présentée officiellement lundi 23 octobre à Bruxelles, cette carte a été établie par la commission consultative des bureaux de la Communauté européenne (C.C.E.E.), organisation reconnue par la C.E.E., pour aider les avocats à pouvoir exercer effectivement leurs fonctions dans tous les pays de la Communauté.

D'autres professions libérales (médecins, dentistes, etc.) sont ou seront autorisés à exercer librement leur activité sur tout le territoire de la C.E.E., pourraient être les prochains bénéficiaires d'une mesure similaire.

Des demeures du XVII^e siècle entièrement rénovées, complétées de constructions neuves parfaitement intégrées, autour d'un jardin aux arbres centenaires... Un îlot de charme et de calme au cœur du Paris historique.

Les Résidences du Panthéon

16 ET 18, RUE TOURNEFORT, PARIS 5^e

du studio au 5 pièces.
Bureaux 1^{er} tranche : 4^e trimestre 1978.
Prix fermes et définitifs. Crédit 80%.

Appartement témoin et bureau de vente sur place, du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h; le samedi de 15 h à 18 h 30.

SAFRI • 336.39.40
16 ET 18, RUE TOURNEFORT, 75005 PARIS

LE MONDE
L'APPARTEMENT

Ce mois-ci dans La Revue des Deux Mondes

La Télématique : libération de l'homme ou asservissement ?

La Télématique est inévitable dans l'ère post-industrielle qui commence. Eden ou enfer pour demain ? Jacques Meunier, PDG de IBM International, répond clairement.

Linez la Revue des Deux Mondes. Chaque mois, 12 F. En kiosques au par abonnement.

BON POUR UN SPÉCIMEN GRATUIT DE LA REVUE DES DEUX MONDES 15, rue de l'Université - 75007 Paris

Nom : _____
Adresse : _____
Code : _____ Ville : _____

LEOPOLD

CHEMISIER DE LUXE
78, rue Quentin Bauchart (angle av. George V) 8^e

DISPARAIT et LIQUIDE

(dunor. prêt. tel. du 12-06-1968)
Ses stocks de CHEMISERIE de Luxe pour Hommes

GRAVATES

PULLS
ROBES de CHAMBRE
CHEMISES
PYJAMAS s/s vêtements
VESTES-BLOUSONS
SACRIFIÉS

à des PRIX de DISPARITION

320.15.00

FRET INFORMATION

Un service AEROPORT DE PARIS pour rent signer les entrepreneurs sur le fret aéro.

COURCHEVEL

STAGES DE LANGUES (ANGLAIS) ALLO (79) 08-00-28

8 JANVIER - 24 AVRIL 1979

12 heures de cours par semaine dans le laboratoire de langues de la FACIM. Utilisation du laboratoire en libre service. Possibilité de prendre ses vacances de ski en même temps.

2 étoiles = à partir de 1580 FF
3 étoiles = 2216 FF

Ces prix comprennent les cours de langues et la pension complète. Ces stages sont organisés avec l'assistance pédagogique du Centre de Formation de la Chambre de Commerce de Chambéry

IBM. SYSTEME 8100.

PARCE QUE LE DIALOGUE EST PLUS RICHE QUE LE MONOLOGUE.

Désormais, l'informatique centralisée et l'informatique décentralisée ne s'opposent plus.


Le nouveau système IBM 8100 les fait coopérer. En effet, c'est à la fois un ordinateur local et un système de réseau.

La très grande diversité de ses terminaux, la vitesse et la variété de ses modes de transmission, sa simplicité et son prix vont donner aux entreprises le moyen de créer ou de "désenclaver" leur informatique locale.

Tout en enrichissant son autonomie.

Ainsi, toutes les fonctions de l'entreprise pourront coopérer plus fructueusement. A la fois par un meilleur dialogue avec l'ordinateur central et par la possibilité de traiter sur place leurs propres applications.

Pour une information complète sur le Système IBM 8100, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Hamon, IBM, GROUPE ORDINATEURS, Tour Septentrion, 92400 Courbevoie ou téléphonez-lui au 776.48.43.



Bretagne
opinion publique
salaires de M. Calvez

de
es d
ment

Bulgarie

Jocelyn

Libres opinions

La rupture, l'unanimité et le P.S.

par CHRISTIAN ALAIN (*)

La rupture avec le capitalisme est une des préoccupations majeures de nombre de socialistes. Certes, le Plan doit orienter le marché, mais que peut-on faire dans une structure animée mondialement ? Pour les socialistes à nationaliser, les chiffres se recourent. Saint-Gobain-Pont-de-Mousson et réalisés l'essentiel de ses bénéfices à l'étranger, en 1977. Pechiney-Ugine-Kuhlmann existe grâce au cash flow produit par ses filiales américaines. Rhône-Poulenc ne réalise finalement que grâce aux profits de ses filiales étrangères, etc. Renault, par exemple, se développe essentiellement du fait de son implantation à l'étranger. Que feroient les groupes exportateurs sans le C.E.E. et les U.S.A. ? Que penseraient les gouvernements allemand ou américain de la volonté de rupture avec le capitalisme d'un gouvernement socialiste français dont les entreprises sont incapables de se développer sur le territoire national même ?

Il faut réduire les « horaires de travail ». Il s'agit de résoudre le chômage et aussi de rendre leur dignité et leur intérêt aux travailleurs. Il y a également des milliers d'usines à mieux automatiser pour supprimer des tâches inhumaines ; comment y procéder sans concevoir une nouvelle organisation et une nouvelle durée de travail ? Avant mai 68, le patronat imposait le « semaine » de quarante-huit heures dans les usines ; il a bien dû la faire tendre vers quarante heures, mais en plus il licencie par dizaines de milliers. Quelle improvisation ! Les « conditions de travail » imposées par le patronat en place sont en général inhumaines. Il y a plus d'un million et demi d'accidents du travail par an et trois mille morts. Les travailleurs doivent contrôler leurs conditions de travail pour épargner des milliers de vies humaines. Il est temps qu'ils puissent interrompre le travail en cas de danger, qu'ils élisent voix pour l'organisation des postes et des cadences, qu'ils puissent échapper aux multiples nuisances que les essaient etc.

Comment ne pas se désoler de voir exploser des bombes en Bretagne ? Mais, face à ces actes de désespoir hautement condamnables, qu'offre le gouvernement à la Bretagne ? Cette région vient de subir un dommage qui tend peut-être vers les 10 milliards de francs actuels, sans oublier les pertes irréversibles de la faune et de la flore. Face à ce drame, le gouvernement n'imagine même pas d'indemniser les pertes d'exploitation et il n'a pas pris de mesures propres à interdire le retour d'un tel sinistre. Dans une France régionalisée, le Parlement breton aurait pu s'exprimer à la place de quelques pouvoirs de bombes. Un Parlement breton aurait pu condamner publiquement l'inefficacité du gouvernement qui n'a rien fait pour éviter le drame et dont l'inaction internationale permet de prévoir des drames futurs.

Dans une France régionalisée, l'« urbanisme » pourrait recevoir des solutions humaines. La région parisienne est devenue une forêt de tours de toutes hauteurs où l'on peine à travailler et dont les logements sont en général incommodes, le tout avec un gaspillage absolu d'énergie. Certes, il est bien fallu rentabiliser les brevets de matière antéaérienne dont plus personne ne veut aux U.S.A. Quand on voit la reconstruction d'une ville comme Toulouse, on demeure étonné. Villes et régions ont été sinistrées par la spéculation et même par la fraude. En matière d'architecture et d'urbanisme, la rupture doit être totale et seule des « pouvoirs régionaux » sauront retrouver le génie naturel des territoires.

Il y eut aussi le premier problème de notre société, celui des « femmes » où il faut rompre avec le patriarcat capitaliste. Notons que, jusqu'à ce jour, le P.S. n'a pas encore pris le bon tournant. Ni les dirigeants, et trop de militants, n'assurent le droit à la différence et aux responsabilités femmes dans notre société. A ce titre-là, la création d'un courant à direction féminine au P.S. est un signe d'espoir et de renouveau, car le chemin à parcourir en ce peu de temps est si long qu'on ne peut qu'applaudir quand des mesures innovatrices sont prises.

Les points où la rupture est urgente sont l'objet d'un très large consensus au sein du parti socialiste. Sur nombre d'entre eux, il y a même des possibilités de quasi-unanimité ; mais cette unanimité est le signe n'a pas la même signification que celle qu'essayaient de convoquer les chefs historiques et leurs courants et sous-courants. Pour le base, il s'agit d'un écrit et vite et non de réaliser des pactes de cian à cian, révisables selon l'humeur du moment. Dans ces conditions, la base ne peut que lancer un appel solennel à ses dirigeants à dépasser leurs vieilles querelles, car, sur les vrais problèmes, il y a probablement le place pour une unanimité socialiste.

(*) Membre du parti socialiste.

COURCHEVEL
SKI GRAND TOURISME
6 JANVIER - 7 FÉVRIER 1979
7 jours pension complète à l'hôtel + forfait remontées mécaniques valable sur les 58 remontées de Courchevel

Dans l'Essonne, les militants ont du mal à suivre

« J'ai peut-être tort, mais je ne me sens pas concerné par le problème Mitterrand-Rocard. » « On a l'impression que cela se passe en un autre pays. » Ces propos désabusés sont révélateurs. L'affrontement plus ou moins reconnu, plus ou moins personnel, entre les deux candidats à l'élection présidentielle n'est, à l'évidence, guère conforme aux préoccupations des militants qui n'ont pas à exprimer leurs réserves. Dans l'Essonne, par exemple, la Fédération départementale du P.S. a décliné ses effectifs. Sur ses deux mille cinq cents adhérents, dix cents sont des élus locaux, la plupart de fraîche date. Les animateurs apportent un éclairage révélateur sur ce qui se passe au sein de leur parti. Ils évoquent le débat actuel que pour mieux l'ignorer, le dépasser. Président de la commission exécutive, M. Jacques Guyard symbolise les interrogations de cette fédération. L'interdiction de laquelle il exerce une incontestable influence morale. Membre du C.R.E.S.S., il exprime pourtant un diagnostic proche de celui de M. Rocard. « Derrière le débat interne entre deux hommes, explique-t-il, il y a deux questions : comment peut-on aujourd'hui pratiquer la fonction de la gauche ? Que peut être la rigueur économique dans la situation de crise du marché international que l'on traverse actuellement ? (...) Malheureusement on continue à parler de mesures socialistes, comme si les problèmes de la crise n'existaient pas. (...) C'est vrai, Rocard n'a rien fait de mieux. Le problème n'est pas de savoir si Mitterrand ou Rocard ont raison ou tort. C'est de savoir si la majorité des militants ne votent pas bien et pourquoi il s'agit, Mitterrand et Rocard, comme deux candidats qui ont fait valables mais nombreux sont ceux qui sont irrités que la question de l'élection présidentielle se pose maintenant en termes de mentalités. Cela se traduit par un certain repli sur la vie locale et départementale. »

Le maire socialiste de La Roche-sur-Yon estime être l'objet de « tracasseries administratives volontaires »

De notre correspondant
La Roche-sur-Yon. — Le conseil municipal de La Roche-sur-Yon se réunit en séance extraordinaire le 19 octobre. L'Assemblée a pour seule question sur l'ordre du jour : la situation du maire de la ville, M. Jacques Auxiette, P.S., trente-huit ans, depuis dix-huit mois à la tête de la municipalité. Le premier magistrat de La Roche-sur-Yon, également conseiller du lycée le plus important de la ville, est âgé de cinquante-trois ans, cent professeur, avait bénéficié, dès son élection en mars 1977, de l'application du décret de 1983 portant sur les fonctions particulières à être accordées aux fonctionnaires qui occupent des fonctions électives. Le recteur de l'académie de Nantes, M. Claude Durand-Prinbergne, lui avait précisé, par lettre le 27 avril 1977, les modalités d'application de ce décret, lui avait autorisé à exercer ses fonctions d'enseignant dans la limite de deux demi-journées par semaine, en dehors des sessions de l'assemblée dont il est membre. Dans des dispositions particulières, le recteur prévoyait le remplacement de M. Auxiette par un autre professeur bénéficiant d'une décharge de service de neuf heures. Le 25 septembre dernier, M. Auxiette recevait une nouvelle lettre du recteur lui annonçant que son autorisation fonctionnelle, ministérielle, avait été supprimée le 21 avril 1977 et était abrogée. Cette notification entraînait la suppression pure et simple des aménagements qui permettaient au maire de La Roche-sur-Yon de conserver ses fonctions à l'éducation nationale (pour le cas où...). Le droit aux absences lui était toujours accordé, mais à condition que soit demandée pour chaque absence une autorisation spécifique. Surtout, il n'était plus prévu de remplacement. M. Auxiette fait valoir qu'il est « absolument anormal » que ses absences puissent priver les conditions de travail du personnel de l'établissement. Il estime aussi être victime de « tracasseries administratives volontaires » dues à son appartenance politique ; il fait remarquer, à l'appui de cette thèse, que, dans le département, un autre maire, principal de collège, bénéficie de conditions plus qu'exceptionnelles. M. Auxiette a adjoint un conseiller d'éducation, mais ce principal est un élu de la majorité. Le maire de La Roche-sur-Yon est intervenu auprès de M. Marc Bécant, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, auprès du chef de cabinet de M. Raymond Barre, M. Philippe Mestre, ancien préfet de la région des Pays de la Loire.

ANCIENTS COMBATTANTS

UNE CÉRÉMONIE COMMUNE FRANCO-ALLEMANDE LE 19 NOVEMBRE

Sept délégations fines par la confédération nationale de l'A.R.A.C. (Association républicaine des anciens combattants) ont été reçues, lundi 23 octobre, au secrétariat d'Etat aux anciens combattants, ainsi que par les groupes communiste, R.P.R., socialiste, U.D.P. à l'Assemblée nationale. Elles ont également rencontré le secrétaire de M. Chaban-Debras, de la commission des finances, et laissé une information à l'attention de M. Falala, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. A la veille du débat budgétaire des anciens combattants, les délégations ont remis un premier dépôt de quatre mille signatures réclamant pour 1979 un budget conforme aux droits des anciens combattants et victimes de guerre. Présentant ce budget lundi à la presse, M. Maurice Plantier a souligné les deux innovations : les mesures en faveur des veuves et des ascendantes. Le secrétaire d'Etat a annoncé d'autre part les cérémonies exceptionnelles pour l'anniversaire du 11 novembre, et revêtu qu'il participera à une cérémonie commune franco-allemande à la mémoire des morts de deux guerres, qui aura lieu le dimanche 19 novembre au cimetière militaire de Reillon (Meurthe-et-Moselle). Le troisième congrès national de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie (F.N.A.C.A.), rassemblera plus de huit cents délégués à Bordeaux du 21 au 28 octobre.

LES SOCIALISTES ET LES COMMUNISTES BOYCOTTERONT L'INAUGURATION DE L'EXPOSITION CONSACRÉE A CHARLES DE GAULLE

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a annoncé, le lundi 23 octobre, que son groupe ne participera pas à l'inauguration officielle, le 25 octobre, en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, de l'exposition consacrée au général de Gaulle à l'hôtel de Ville. Dans une lettre adressée au maire de Paris, le président du groupe socialiste estime : « Cette inauguration en présence du Président de la République a des caractères indubitablement politiques au moment où, face à l'aggravation continue de la situation économique et sociale, les formations politiques de la majorité parlementaire ont décidé de mettre un terme provisoire à la manifestation de leurs rivalités. » M. Sarre a affirmé que le groupe socialiste, « en dehors de toute préoccupation partisane, honore cette exposition de sa présence à une autre date », considérant que la personne et l'œuvre de Charles de Gaulle appartiennent au patrimoine de l'histoire de notre pays. De son côté, le groupe communiste, qui avait approuvé la décision d'organiser cette exposition, a déploré que l'inauguration de cette dernière par le président de la République « déienne la célébration publique de l'armistice entre le président de la République et la principale formation de la majorité ». Dans ces conditions, la fédération de Paris du parti communiste français et les élus communistes de Paris marqueront leur réprobation en s'abstenant de participer à la visite de M. Giscard d'Estaing à l'hôtel de Ville.

En bref

L'Association des socialistes démocrates français (A.S.D.F.) a organisé le 23 octobre une manifestation rassemblant ses objectifs : « Etablir un lien entre les diverses sensibilités social-démocrates, auxquelles les Français se réfèrent traditionnellement et traditionnellement attachés, en raison même de leurs convictions républicaines. » Les fondateurs de l'association sont notamment MM. Daniel Guillemin, Bernard Ceruzi, Bernard Falalot (qui appartiennent au parti socialiste) et M. Pierre Brucque, collaborateur de M. Robert Fabre, qui de ce fait, est vu retirer sa démission d'adjoint par le maire socialiste de Beauvais. Comment concilier, demande le P.S., d'une part, l'article de la Constitution qui interdit la fédération de l'Oise du P.C.F., d'autre part, la déclaration de M. Robert Fabre et son compagnon oisien, Pierre Brucque, ont choisi la route du dialogue, en servant de pont entre le P.S. et le P.C.F. ? et d'autre part, la déclaration de M. Aury, au nom des élus communistes du conseil municipal de Beauvais, déclarant qu'il démissionne de son mandat de conseiller municipal. M. Anselme, d'avoir retiré à Pierre Brucque sa délégation ?

La peine de mort

(Suite de la première page.)
Évoquant cette question le 18 octobre devant la commission des lois de l'Assemblée, M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a déclaré qu'il ne se serait pas engagé pour le Parlement à voter le « gouvernement de régler à la soumission, par le biais d'un amendement, une question aussi grave et controversée ». Rappelant le nombre très faible des exécutions au cours des dernières années (sept depuis le 1er janvier 1968), il a observé que la peine de mort « était presque tombée en désuétude ». S'agissant d'un véritable problème de société, il a estimé qu'un grand débat ne pouvait avoir lieu à son sujet qu'à la condition que le moment en soit bien choisi, et il a noté que, dans les grandes démocraties, la peine de mort n'avait été supprimée qu'à l'occasion de périodes de sécurité. Après avoir souligné l'actuel sentiment d'insécurité et les efforts du gouvernement pour rendre effective la privation de liberté des délinquants, M. Peyrefitte a déclaré que la section française d'Amnesty International a écrit au président de l'Assemblée nationale, M. Chaban-Debras, et aux présidents des groupes parlementaires pour leur rappeler son opposition à toute et inconditionnelle à la peine de mort sous toutes ses formes. Dans une lettre rendue publique le 23 octobre, elle estime que la pratique internationale prouve que « la mesure légale est largement employée à des fins politiques » et que « la notion de droit commun est susceptible de bien des manipulations ».

Une lettre directe
Ce mois-ci dans la Revue de la Guerre Mondiale
Raymond Poincaré pouvait-il empêcher la 1re Guerre Mondiale ?
Non pour un spécimen de la Revue des Deux Mondes
Nov. 1978
Avec

M. Fiterman : la nation est menacée de désagrégation

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré le dimanche 22 octobre, à Châteaubriant (Loire-Atlantique), à l'occasion d'une cérémonie à la mémoire de militants communistes tués en 1941 :

« La nation française est aujourd'hui — nous le devons avec gravité — menacée de désagrégation lente, de dilution progressive dans un conglomérat ouest-européen et atlantique. Les maîtres du capital et leur pouvoir ont exercé la volonté délibérée et systématique avec un acharnement sans précédent par tous les moyens dont ils disposent. L'éclaircissement du Marché commun économique en cours, non seulement en réduisant certaines de nos productions agricoles et industrielles, mais en favorisant les atteintes à la souveraineté nationale, le droit pour un aéroport étranger d'imposer ses décisions voire de s'interposer dans le choix du peuple de France ».

« Nous communistes, nous disons non, catégoriquement non, à une telle perspective. Nous rejurons avec mépris ces accusations qui nous sont lancées ; nous les déconsidérons. Nous abandonner l'internationalisme par ce que nous refusons l'Europe ! ».

« Non, la nation ne constitue pas un cadre périmé. Non, l'indépendance et la souveraineté ne sont pas à placer au rang des vaines lunes. La nation a sa cohérence économique, son histoire, sa culture. Elle est forte de tout cela, elle peut y puiser les moyens de nouveauté et de progrès. Et puis, la souveraineté nationale est une dimension essentielle de la liberté. La liberté pour le peuple de France de choisir son destin, sa voie vers une société nouvelle... »

« C'est tout autre chose qu'une leur politique d'intégration européenne nous propose le pouvoir giscardien. Cette Europe, leur Europe, nous Européens, nous Européens placés sous la domination de l'Allemagne de l'Ouest, et la tutelle des États-Unis dans ce monde, nous ne trouverait placés en position de vaseau... »

Une lettre de M. Lucien Sève directeur des Éditions sociales

M. Lucien Sève, directeur des Éditions sociales, a lu le 22 octobre, à la suite d'un article de Bernard Alliot sur « La restructuration du secteur livre du P.C.F. » (le Monde du 21 octobre), une lettre de critique :

« Votre article voudrait faire croire que cette réorganisation est en fait une tentative de « reprise en main politique ». Pour atteindre cet objectif, vous insinuez que le départ d'Alain Sève des Éditions sociales recouvrerait une sanction pour « indocilité » politique, alors que l'intéressé vous a écrit lui-même que c'est « contraire à la vérité ». Vous affirmez que la réorganisation en cours de notre groupe d'édition et de diffusion serait une mesure autoritaire visant à ramener à nos maisons d'édition une « autonomie de décision, voire de création ». Et, pour couronner le tout, vous faites état de « rumeurs » sur ma prochaine démission... »

Tout est faux dans ces assertions. Le départ d'A. Sève, comme je l'ai écrit dans l'Humanité, n'a strictement rien à voir avec la politique. Il avait eu lieu depuis longtemps d'être sensiblement « hors du champ » commercial des Éditions sociales. Nous avons fait deux ans durant de paternels efforts pour trouver à ce problème une solution valable. Mais A. Sève préfère finalement s'orienter vers d'autres champs d'activité. Le Monde se ridiculise en présentant une telle démission comme une sanction. Quant à la réorganisation de notre groupe, elle « si elle » a pour objet une reprise en main bureaucratique qu'elle donne lieu depuis des semaines à une étude et à une discussion approfondies auxquelles participent très activement les personnels intéressés — la lettre d'A. Sève en fait elle-même état. Pour ce qui est enfin de ma « démission prochaine », je peux vous rassurer tout à fait, à supposer que vous vous en soyez inquiété.

Vous êtes parfaitement au courant de tout cela en écrivant le contraire. Non que vous soyez jugé bon, avant d'écrire un article qui me met personnellement en cause, de prendre contact avec moi, ce qui était tout de même élémentaire. C'est moi qui, apprenant que vous le prépariez, ai dû vous téléphoner pour m'offrir à vous donner les informations de première main que vous pourriez souhaiter et que vous les avez effectivement données. Mais cela n'aurait visiblement pas dans votre plan. Vous avez préféré les « rumeurs » et les fausses informations à mes informations vérifiables, et on voit bien pourquoi : elles font justice de l'image autoritaire et bureaucratique que votre article a pour objet de donner de notre réorganisation. On appréciera cette façon d'opérer du point de vue de l'honnêteté de l'information et, ajouterais-je, de la simple correction.

Que notre groupe connaisse des

Le mois-ci dans la Revue des Deux Mondes :

Raymond Poincaré
pouvait-il empêcher la 1^{re} Guerre mondiale ?

Inédit : un document acablant de son ennemi mortel Joseph Caillaux accusé Raymond Poincaré.

Lisez la Revue des Deux Mondes. Chaque mois, 12 F. En kiosques ou par abonnement.

BON POUR UN SPÉCIMEN GRATUIT DE LA REVUE DES DEUX MONDES, 15, rue de l'Université - 75007 Paris

Nom

Adresse

Code Ville

<L'Humanité> modifie sa formule et augmente son prix

L'imprimerie de l'Humanité a modifié la présentation et le contenu du journal (dont le format perd 3 centimètres sur la largeur) ainsi que pour augmenter son prix (2 F.). Le graphisme du titre est également changé, et la couleur fait son apparition en première et en dernière page. Rappelons que l'espace central du P.C.F. avait déjà modifié sensiblement sa conception en 1978 sous l'impulsion de M. Roland Leroy.

L'éditorial de M. Georges Marchais pour ce numéro inauguré le mardi 24 octobre dénonce, comme devait le faire M. Roland Leroy au cours de sa

LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING EN AUVERGNE

<Notre> président de la République

Dé notre envoyé spécial

Chamalières. — « Pour moi, l'Elysee n'est un peu Chamalières... » M. Giscard d'Estaing a résumé le lundi 23 octobre, devant ses anciens administrés, l'hôte qui l'avait mené en 1974 de ce faubourg de Clermont-Ferrand, dont il était le maire et d'où il avait annoncé sa candidature à la présidence de la République, à la victoire qu'il avait obtenue en ce même lieu un mois et demi plus tard. A la veille d'une visite officielle dans le Puy-de-Dôme, le chef de l'Etat a retrouvé, le temps d'une inauguration, d'un « vin d'honneur » et d'un dîner, l'atmosphère chaleureuse des soirs d'élection.

Pour accueillir M. Giscard d'Estaing devant la nouvelle gendarmerie, M. Roger Quilliot, adjoint socialiste, maire de Clermont-Ferrand et conseiller général du canton dont fait partie Chamalières, et M. Arslan Boulay, président du conseil général, socialiste lui aussi, étaient présents, au côté du maire, M. Claude Wolff, et du député de la circonscription, M. Moreillon, tous deux U.D.F. Les Chamaliérois étaient venus en nombre et l'arrivée du président de la République a été vivement acclamée, tandis que l'harmoine municipale exécutait une Marseillaise au rythme scrupuleusement giscardien, émaillée de quelques fausses notes que chacun mit au compte de l'émotion. M. Giscard d'Estaing a coupé le ruban tricolore qui barrait l'entrée du bâtiment, embrassé la petite fille qui lui avait tendu les cleaux et accompli la visite détaillée des locaux administratifs et des logements.

Le président de la République a retrouvé ensuite que population de Chamalières, qui l'attendait des deux côtés de la rue menant à la salle des fêtes. Entre deux poignées de main, M. Giscard d'Estaing s'informait de la vie municipale — « est-ce que le club des personnes âgées fonctionne toujours ? — et de celle des habitants qu'il avait connus. Dans la salle Villars, dont le périmètre érigé et les temps où n'étaient gués par des tentures tricolores, plusieurs centaines de personnes se pressaient pour saluer le chef de l'Etat, qui monta sur l'estrade avec Mme Giscard d'Estaing et M. et Mme Wolff. S'adressant à M. Giscard d'Estaing en l'appelant tout de suite monsieur le président, tantôt monsieur le maire exprima « les sentiments d'admiration et d'amitié que nous ressentons à votre égard. Notre présence lui témoigne de notre attachement à notre président de la République ». Phrase, saluée d'applaudissements qui confirmait ce que M. Wolff déclara en conclusion : « Ici, vous êtes un peu plus que le président de la République. Vous êtes l'ami de tous et tous sont vos amis... » Et le maire ne manque pas de rappeler que cette amitié s'étendait au-delà de Chamalières, puisque Clermont-Ferrand et le Puy-de-Dôme avaient fait en 1974 le « bon choix pour la France » en donnant le ma-

jeur à M. Giscard d'Estaing.

« Je suis convaincu que, pour l'administration de la ville de Chamalières, j'ai les chances d'avoir un bon successeur et qu'ainsi, la succession est assurée. »

Parlant de l'Auvergne, M. Giscard d'Estaing a indiqué que, depuis l'annonce du plan de désengagement en septembre 1975, soit depuis environ mille jours, un peu plus de 1 milliard 175 millions de francs avaient été dépensés pour la mise en œuvre de celui-ci, ce qui représente une somme légèrement supérieure à 100 millions d'anciens francs par jour. « Ce qui importe, ce sont les promesses tenues », a souligné le président de la République. Il s'est ensuite étonné que « quelques-uns, curieusement », lui aient reproché de parler de l'avenir de la France. « Comme si on pouvait conduire un grand Etat moderne le regard fixé sur le rétroviseur ! », s'est-il exclamé. « Je continuerai à réfléchir à l'avenir de la France pour conduire la politique d'aujourd'hui ». Les difficultés actuelles — imposant à la France un effort et souvent des sacrifices —, il y a « des citoyens qui souffrent », mais, « dans la grande et sévère compétition des temps modernes, la France peut gagner si elle fait preuve du courage, de l'optimisme et de la clairvoyance propres aux Auvergnats... ».

Invité par le maire à « faire résonner une dernière fois cette salle au maximum », M. Giscard d'Estaing a scandalement « Giscard ! Giscard ! », puis le club d'accordéon, composé d'une douzaine de filles et de garçons, a joué un air que M. Giscard d'Estaing s'est contenté d'écouter. Le chef de l'Etat est descendu dans la salle pour saluer les assistants des premiers rangs. Il est ensuite reparti avec M. Wolff à l'hôtel de Clermont-Ferrand pour rendre visite à son père, M. Edmond Giscard d'Estaing, victime, il y a un mois, d'un accident cardiaque.

Le conseil municipal était invité à dîner dans un hôtel à Chamalières. M. Giscard d'Estaing a passé le soir à évoquer des souvenirs de sa jeunesse au lycée Biais-Pascal. Il a parlé de politique, de son séjour avec MM. Wolff et Moreillon, puis il a quitté Chamalières pour passer la nuit dans sa propriété de Chanaul.

PATRICK JARREAU.

Information pluraliste

« Le droit à l'information est devenu une exigence fondamentale du citoyen, et il n'y a pas d'information sans le pluralisme... » La proposition — même si le mot « devance » semble indiquer une découverte récente — est digne de tous les applaudissements.

Il est de M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, présent le 23 octobre, le « nouveau visage » de son journal. M. Leroy a dit son bon « adieu » à la « totalité » des moyens d'information de notre pays « avait passé sous silence l'espérance d'un tel « visage »... »

La droite à la non-information est aussi « fondamentale » que le droit à l'information. Rien n'oblige M. Roland Leroy à lire le Monde. Du moins devrait-il s'abstenir de l'évoquer, même l'exemple à M. Cordeiro, qui prétendait le lire, sans l'usage de l'humour, des paragraphes.

M. Georges Marchais, dans l'éditorial qu'il intitulait « Ferman le télé, lisez l'Humanité », qualifie le Monde de « France-Dimanche de l'anticommunisme ». Que dirait-il de l'Humanité, lorsqu'il l'aura lu ?

RÈGLEMENT DE COMPTES

L'Humanité ne manque pas une occasion d'affirmer que les communistes sont profondément unis. Pour être cet-à-ce parce que Wolffski, l'éditorialiste du quotidien communiste, n'est pas membre du P.C.F. qu'il doit régulariser publiquement son compte au directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes. Et qui plus est dans un organe non communiste.

« En nous, en l'espèce, parler de « presse bourgeoise », puisqu'il s'agit de Charlie-Hobdo du 19 octobre.

Wolffski y signe une bande dessinée mettant en scène M. Jean Eljinstein, qui séjourne actuellement aux Etats-Unis, et dans laquelle il fait dire à l'illustrateur communiste que ce pays « est le paradis » parce qu'il n'y a pas rencontré un seul communiste ».

M. DEBRÉ : il est urgent pour la majorité de reprendre le bon chemin.

(De notre correspondant.)

Saint-Denis-de-la-Réunion. — A la suite de ses prises de position aux Journées parlementaires R.P. de Biarritz, M. Michel Debré, député de la Réunion, a tenu à expliquer dans une lettre personnelle aux électeurs et électrices de la Réunion, il y avait écrit notamment : « Je suis sûr de ne pas trop parler de soi, je dois une explication personnelle aux électrices et aux électeurs qui m'ont fait confiance. Défenseur de la majorité, partisan de cette majorité, membre de cette majorité, je viens de dire publiquement que cette majorité n'est pas sans route. Je ne rallie en aucune façon les rangs de l'opposition, mais je lance un signal d'alarme. Tout qui m'est venu des imprécations de tous ordres et qui ont pu pousser à dénigrer les nouvelles politiques ou l'abandon de politique... »

« Je suis ainsi fidèle à moi-même ainsi qu'à de grands espoirs. Je suis certain de ce que je dis et que c'est urgent pour la majorité connue par la France de reprendre le bon chemin. »

Après avoir retracé les étapes de son action politique, M. Debré affirme : « De nouveau nous nous avançons vers le précipice. Et il conclut : « Homme politique, je viens de franchir une étape. Malgré les tristesses et morosité du temps, le corps électoral a fait confiance à la majorité. Si la majorité ne comprend pas où est le salut public, elle sera éliminée. Ce ne sera pas pour le bien de la France, ce n'est pas. Que la majorité, c'est-à-dire les députés responsables de cette majorité, se reconvoque l'Assemblée, s'occupe d'abord du bien de la France... » — M. B.

AVORIAZ

Un deux pièces, des services, des loisirs :
14.900 F une semaine à vie.



Vous vivez confortablement dans votre deux pièces Multifacances super-équipées. Vous skiez et vous pratiquez à moitié prix de très nombreuses activités (Village des Enfants inclus). Vous vous faites servir comme à l'hôtel. Vous pouvez échanger avec Chambron, Reberty-les-Menuires, Villard de Lans, la Corse, Coudalère, Biarritz, Deauville, etc.

*14.900 F une semaine à vie en Janvier. 17.500 F une semaine en Mars.

Bon pour une documentation.

Nom Prénom Tél.

Adresse Profession

Lafont Mer Montagne. 105, bd Haussmann. 75008 Paris. Tél. 265.19.64.

JUSTICE

<LÉGITIME DÉFENSE> DANS LA NIEVRE

Un conseiller municipal de Clamecy est poursuivi pour meurtre

An terme d'un délibéré d'une semaine, le conseil municipal de Clamecy...

conseiller municipal (P.S.) de Clamecy (Nièvre) pour le meurtre...

time à plusieurs reprises avant le soir du meurtre. Ecroué aussitôt, M. Forestier est toujours en prison...

Si tu viens chez moi...

Dans la tranquille petite bourgade de Clamecy, M. Daniel Forestier, un agent d'assurance âgé de vingt-neuf ans, a bonne réputation...

De notre envoyé spécial

le tourné de quelques cafés. Une nuit de cinq balles part Robert Cochemé...

sans aucun doute. Mais n'avait-il pas dit un jour à sa victime « Si tu viens chez moi, je te dégomme »...

leine Alien, du barreau de Nevers, a déposé une deuxième demande de mise en liberté, le 18 septembre...

NANTES : western dans les H.L.M.

De notre correspondant

Nantes. — Combien de coups de fusil ont été tirés dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 octobre dans le quartier des Dervallières...

Des policiers déçus par leur ministre.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a reçu, lundi 23 octobre, une délégation de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.)...

FAITS ET JUGEMENTS

Un avocat inculpé pour « sortie d'objets » d'une prison.

M. Pierre Lenoël, avocat au barreau de Bobigny, membre du collectif des magistrats justes...

Une lettre de M. Leseigneur.

Par l'intermédiaire de son directeur, M. F. Leseigneur nous demandait de publier une lettre de réponse...

COMME AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE ?

(De notre correspondant.)

Evreux. — La contraception, la loi Veil... à 6 kilomètres des Andelys, en milieu rural...

Formes les séminaristes à l'esprit critique

Deuxième thème des séminaires. L'assemblée érudite est un sort de charte des études. Quelles sont les lignes essentielles de la programmation des études ?

Formes les séminaristes à l'esprit critique

Deuxième thème des séminaires. L'assemblée érudite est un sort de charte des études. Quelles sont les lignes essentielles de la programmation des études ?

Formes les séminaristes à l'esprit critique

Deuxième thème des séminaires. L'assemblée érudite est un sort de charte des études. Quelles sont les lignes essentielles de la programmation des études ?

RELIGION

A LOURDES DU 25 AU 30 OCTOBRE

L'assemblée annuelle de l'épiscopat français présentera de nouveaux modes d'expression de la foi

Le concile aura été suffisamment court pour que ne soient pas sensiblement modifiées les dates de l'assemblée plénière annuelle de l'épiscopat français à Lourdes...

Les premiers propos du pape donnent à entendre que les activités des Eglises locales trouvent un champ d'application plus vaste et plus féconde...

L'Eglise catholique, en France, reste très attachée au Saint-Siège. Elle y a parfois quelque méfiance...

UNE LETTRE DES P.M.E. A M. JACQUES DOMINATI

M. Yves Lavarello, membre de la commission « rapatriés » des P.M.E., a adressé à M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat...

English EN 10 SEMAINES 707.40.38

Saudi Services unip l'Ara

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

سكنا في الليل

RELIGION

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

L'« ostcatholicisme »

Étonnante unanimité que celle qui accompagne les commentaires sur la personnalité de Jean Paul II. On lui trouve l'ostcatholicisme susceptible de rassurer les traditionalistes, la jeunesse capable de donner un sang neuf à l'Église, l'intelligence nécessaire pour résoudre les difficultés que rencontre le monde catholique.

Envoiyé spécial au Vatican du N O U V E L O B S E R V A T E U R, Claude-François Julien relève qu'il aura fallu toutes les erreurs des « clans italiens » pour qu'un Polonais sorte de l'urne. Évoquant la première apparition de Karol Wojtyla, il écrit : « Les Romains n'ont pas tout perdu, puisque le pape parle italien en précisant « notre langue ». Pourquoi quelque chose s'est cassé. L'Église vient de se libérer de l'une des plus pesantes de ses traditions, donnant un remarquable signe de jeunesse. Mais pourquoi un cardinal polonais, avec toutes les complications que cela sous-entend ? La réponse des cardinaux est étonnante de naïveté : « Nous n'avons pas élu un Polonais. Nous avons choisi un homme en fonction de sa personnalité, de ses charismes. »

Pour Robert Serrou, « les trente-trois jours de Jean Paul I^{er} ont fait faire, non seulement à la papauté mais aussi à la conscience chrétienne, des pas de géant ». D'après une enquête de Michel Clercq, il poursuit dans PARIS-MATCHE : « Ce qui paraissait difficile à la mort de Paul VI était, cette fois, réalisé de la manière la plus naturelle du monde : oui, décidément, quel changement en cinquante jours, dans la politique du Saint-Esprit. Un pape non italien, passe encore, mais un pape d'un pays communiste, là est le plus inouï. Là est le tournant historique pour l'Église. Au moment où le concile paraissait bloqué, où l'on commençait à craindre un pape de compromis, sans grande emprise, dont la principale qualité aurait été de ne déplaire à personne, voilà que sort des urnes le nom d'un archevêque qui, comme son peuple, n'a peur de rien, à qui des années de persécution n'ont pas fait baisser la tête et avec lequel un gouvernement de démocratie populaire a dû se résigner à composer. »

Dans L'EXPRESS, Jean-François Revel assure : « L'Église romaine n'a pas d'importer son Sakharon pontifical. Elle n'a pu trouver dans son giron pénaulaire, stérilisé par l'inculte idéologie, l'homme capable de venir lucide face à la fois à l'Ouest et à l'Est, au Sud et au Nord, à la tradition et à l'innovation, au changement réactionnaire et au changement totalitaire. C'est un signe des temps que la catholicité ébrie ait dû aller chercher dans la catholicité opprimée un pape des libertés, de toutes les libertés. »

Après avoir affirmé que le choix de l'archevêque de Cracovie est lourd de conséquences sur le plan des relations internationales, Hélène Carrère d'Encausse explique dans LE FIGARO MAGAZINE : « Les années IV ont été marquées en Europe par une volonté d'ouverture vers l'Est, afin de briser les barrières idéologiques et d'aider le monde communiste à évoluer. L'irruption soudaine de l'Est dans le monde catholique, par l'Église, le monde slave et plus généralement l'Europe de l'Est sont jermement reliés à l'Europe occidentale, alors que les dirigeants communistes eux-mêmes tentent précisément de limiter les contacts avec l'Occident. Ils vont pas prouver que, au moment où ils esquisaient un certain repli sur eux-mêmes, la religion qu'ils persécutaient jadis précède, facile à décrire, l'histoire de nouveaux liens, entre l'Est et l'Ouest. »

Pierre Olivieri rappelle dans L'HUMANITÉ DIMANCHE : « Quant à ce que l'on a appelé l'ostcatholicisme, il s'agit d'un rapprochement plus normal avec les pays socialistes, Paul VI les avait mis sur une voie positive : n'avait-il pas reçu le premier secrétaire du parti ouvrier polonais, Edouard Gierek ? Un récent sondage le prouve : la majorité des Français et des catholiques souhaitent que le pape poursuive dans une voie ouverte par ses prédécesseurs. Les communistes partagent cette opinion. »

Il reste l'Espérance. La plus haute des vertus, disent nos frères chrétiens. »

Le jugement porté par Dominique Leger dans L'ESPÉRANCE, traduit le choix du successeur de Jean Paul I^{er} diffère notablement de ceux émis par les commentateurs de la presse hebdomadaire. Il écrit :

« Que tous les gens de droite se félicitent de l'esprit d'initiative ou de l'inspiration divine dont auraient fait preuve les cardinaux, c'est normal. Mais que penser de tous ceux qui se disent de gauche et qui rendent hommage au nouveau pape et, du même coup reconnaissent une nouvelle autorité morale politique progressiste à une institution par nature réactionnaire, dont la hiérarchie catholique, avec à sa tête le pape, représente les aspects les plus réactionnaires ? Alors, si les cardinaux ont choisi un pape polonais, en « bouleversant » comme on l'a dit une tradition qui remonte à plusieurs siècles, ils ont peut-être fait du même coup une opération politique. Mais quels en sont les motifs réels et les implications ? Bien sûr, qui pourrait dire s'il s'agit d'un croc-en-jambe aux dirigeants des pays de l'Est ou bien d'une main tendue à la collaboration. »

« Bien va », parce que bien tôt ? A. Ch.

Constatant que, « après avoir manifesté une certaine fierté, les autorités polonaises paraissent maintenant dans l'expectative », Jean-Ottredo conclut dans L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste : « L'élection de Jean Paul II, dont on ne savait encore s'ils devaient la considérer comme un défi de l'Église ou comme une victoire d'approfondissement de son dialogue avec l'Est, incite le régime de Varsovie à une phase d'attente. »

Georges Montaron, dans HEROD - T.C. - TEMOIGNAGES CHRÉTIENS, souligne : « Ce qui sera cette papauté, nous ne le savons pas. Par contre, nous savons que l'idée qu'on se faisait de la papauté est en train de changer. Et cette élection va accélérer ce changement. La papauté ne sera plus cet organisme lourd, bureaucratique, ita-lien, placé à la tête de l'Église, le faisant du pape un chef d'État, un secrétaire général, et aussi un prisonnier d'un système déshumanisant. Désormais, nous avons à Rome un évêque qui est le premier entre tous les évêques et qui sera pour nous tous un témoin et un signe d'unité. »

Dans LA VIE hebdomadaire chrétienne d'Alsace, Jean-Claude Petit énumère les « dossiers » que Jean Paul II va devoir étudier et régler : les finances de l'Église, la conférence de Puebla, la crise du clergé et la collaboration. Sur ce dernier point, il remarque : « Les uns souhaitent la création d'un synode des évêques qui assisterait le pape régulièrement. D'autres voudraient donner plus de pouvoir aux conférences épiscopales des différents pays. Là aussi, le nouveau pape devra mettre en œuvre une politique nouvelle. »

Comme son prédécesseur, il commencera sans doute par murmurer : « Aidez-moi ! »

C'est d'une autre question que traite TRIBUNE JUIVE-HEBDO. Après qu'Éberhard Elyan a noté que l'archevêque de Cracovie n'est jamais préoccupé de la question juive, Henri Smolanski indique : « Puisse au moins un destin tragique des juifs de Pologne ne jamais faire défaut à Jean Paul II, approfondissant les relations et le dialogue judéo-chrétiens fondés sur le respect réciproque et la commune espérance biblique. Puisse-t-elle être présente comme une lumière de paix à l'heure où les peuples, les gouvernements et les institutions spirituelles sont confrontés aux problèmes de guerre thermo nucléaire, de famine, de racisme ! Et il conclut : « Peut-être cette rencontre au-delà de l'histoire et du temps d'un pape et d'une communauté déshéritée n'est-elle pas le fruit d'un hasard. »

Mais peut-être aussi cette rencontre n'est-elle qu'une révélation en une saison où la stratégie d'une institution comme la papauté ne peut d'être inspirée uniquement par l'aveuglement d'un petit peuple à qui la lenté des mille ans d'histoire et de discussions passionnées.

CHAMONIX SUD

Devenez Chamoniard à vie pour 6.500 F.*



Chamonix Sud : la nouvelle adresse des amoureux de Chamonix. Au pied de l'Aiguille du Midi, à 200 m du centre, des maisons qui ont le charme des chalets d'autrefois ; des boutiques. Du studio au 3 pièces, entièrement meublés et décorés. Vous pouvez échanger avec Avoriaz, Reberthy-les Menuires, Villard de Lans, la Corse, Coudalère, Biarritz, Deauville, etc. * 6.500 F un studio une semaine à vie en janvier. 11.800 F un deux pièces.

Form for documentation: Nom, Prénom, Adresse, Profession, Tél. Includes a 'Bon pour une documentation' stamp and a 'Sejour' checkbox.

Déduction



Compte ID : un investissement pour payer moins d'impôts.

Avec le compte 'Investissement Dédutable' du Crédit Agricole, vous pouvez acquérir des actions de la SICAV Unifrance. Surtout, vous pourrez déduire de votre revenu imposable le montant de vos investissements annuels dans la limite de 5000 francs par foyer fiscal lou plus si vous avez des enfants à charge pendant 4 ans.



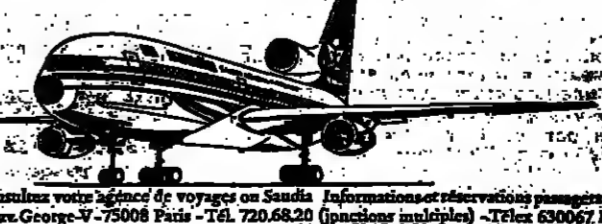
Le bon sens près de chez vous.

CRÉDIT AGRICOLE

Saudia: Service TriStar unique vers l'Arabie Saoudite

Table with flight schedules and prices for Saudia routes.

saudia Notus ouvrons les portes du Moyen-Orient.



English EN 10 SEMAINES 707.40.33

DÉFENSE

Malgré l'organisation d'un Salon biennal au Bourget

Les exportations françaises d'armements navals marquent le pas

Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, inaugure, ce mardi 24 octobre, le VI^e Salon naval qui aura lieu à l'aéroport du Bourget jusqu'au vendredi 27 octobre, sur l'initiative de la délégation générale pour l'armement. De son côté, la marine nationale prévoit d'organiser à Paris, le mardi 30 octobre, des visites de bâtiments de guerre ainsi que d'hélicoptères ou d'avions de l'aéronavale.

Fins de semaine, des industriels, nationaux et privés, sont réunis au Bourget où l'exposition navale attend une soixantaine de délégations étrangères. Le Salon n'est pas ouvert au public. C'est en 1988 qu'a eu lieu, pour la première fois, une telle manifestation et, depuis, le rythme biennal de l'exposition a été respecté.

La France n'est pas le seul pays à organiser un tel salon des équipements navals militaires. La Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas, pour ne prendre que l'exemple de pays européens, ont depuis plusieurs années, organisé régulièrement des expositions semblables.

Come l'indique le tableau des livraisons d'armements français à l'étranger pour les huit dernières années, les exportations de matériels navals exprimées en francs constants sur la période 1977 — marquent le pas

si ce commerce est en sensible augmentation pour les autres types de matériels de guerre.

En 1970, les exportations d'armements de la France — toutes catégories confondues — représentaient environ 2,5 % de l'ensemble des exportations, civiles et militaires, du pays. En 1977, ce taux est de 4,8 %, c'est-à-dire que, si le montant de l'ensemble des exportations de la France n'a pas tout à fait doublé en huit ans — en francs constants, — en revanche, le montant des livraisons d'armes a plus que triplé dans le même temps.

Une augmentation très nette depuis 1974

L'augmentation des exportations militaires est particulièrement nette depuis 1974 sans que l'on puisse discerner si cette évolution est liée à une volonté politique de favoriser ces transactions pour équilibrer des échanges commerciaux perturbés par la hausse du prix des matières premières ou à l'arrivée, sur les marchés étrangers, de toute une série de nouveaux armements français conçus, en réalité, durant les années précédentes.

Selon l'un des rapporteurs de la commission des finances de l'As-

semblée nationale, M. Jacques Cressard, député R.P.R. d'Ile-et-Vilaine, la progression des exportations d'armes de la France est due, essentiellement, à l'expansion des ventes de matériels terrestres (+ 382,85 %) et de matériels aéronautiques (+ 118,12 %) entre 1970 et 1977. Dans le même temps, les ventes de matériels navals ont enregistré une augmentation moindre, de l'ordre de 78,51 %.

« La croissance est faible et fluctuante pour les matériels navals », écrit M. Cressard. « Si nos matériels terrestres répondent assez bien aux besoins opérationnels des armées étrangères, il n'en va pas de même en matière navale, sans doute parce que les clients ont des missions à la mer différentes des nôtres et plus limitées ».

On peut penser, aussi, que les armements navals sont davantage l'objet d'une conception en coopération internationale, les différents fournisseurs (à savoir les industriels français et étrangers) s'associant à la demande de leur clientèle. À la délégation générale pour l'armement on cite volontiers le cas de l'Iran qui possède des patrouilleurs rapides dont le moteur est ouest-allemand, l'électronique néerlandaise, les canons italiens, les missiles américains et la coque française.

LES LIVRAISONS EN MILLIARDS DE FRANCS CONSTANTS (Base 1977)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Exportations totales ...	174,4	189,4	205,8	233,1	300,1	274	291	305,9
Exportations d'armements ...	4,4	4,7	6,4	7,6	11,3	10,2	12,6	14,7
— Aéronautiques ...	3,2	3,5	5,04	5,63	6,71	6,12	6,94	9
— Terrestres ...	0,7	1	1,23	1,16	1,77	1,66	2,67	3,28
— Navales ...	0,49	0,15	0,17	0,6	0,76	1,03	0,20	0,36

(Le solde des exportations d'armements est constitué par l'électronique non embarquée.)

M. BOURGES : pas de femmes dans certaines unités de combat ou sur des navires de guerre.

A M. Charles Hernu, député socialiste du Rhône, qui l'interrogeait sur « les raisons qui empêchent aujourd'hui les femmes qui le désirent d'accéder à certains emplois militaires », M. Yvon Bourges, ministre de la défense, répond (*Journal officiel* du 10 octobre) :

« L'état militaire implique en tout circonstance une disponibilité totale et une régularité sans faille indispensable à la formation et à l'entraînement. C'est pourquoi, en raison des conditions de mise en œuvre et d'interactions des unités de combat et des contraintes de la vie à bord des navires de la flotte, qui paraissent difficilement compatibles avec des difficultés de longue durée dues à des matériels essentiels ou avec des carrières trop courtes liées à des raisons familiales, les statuts particuliers des personnels militaires n'ont ouvert qu'aux hommes certains corps d'officiers et de sous-officiers des armes ».

Les inspecteurs généraux de chaque armée pourront recevoir les réclamations des subordonnés

Désormais, aux termes d'un décret paru au *Journal officiel* le mardi 24 octobre, qui modifie le règlement de discipline générale dans les armées, les militaires de carrière ou du contingent qui entendent avoir droit à réclamation pourront s'adresser aux inspecteurs généraux de chaque armée, de la gendarmerie ou de l'armement par l'intermédiaire de leurs chefs de corps qui transmettront, de droit, cette demande écrite. Les manifestations, pétitions et réclamations collectives demeurent, néanmoins, interdites.

Voici comment est désormais institué ce droit à réclamation : « Tout militaire qui estime avoir à son encontre, par la voie hiérarchique, demandé à être entendu par l'autorité immédiatement supérieure à celle qui a pris la mesure ou lui adressé une réclamation écrite.

« Cette autorité entend l'intéressé et examine sa réclamation. Si elle n'obtient pas satisfaction, l'intéressé doit préciser s'il maintient ou non sa réclamation. Dans l'affirmative, elle doit être transmise à l'autorité supérieure. Par transmissions successives et aussi rapides que possible, accompagnées chaque fois d'un avis motivé, la réclamation peut être portée jusqu'au chef d'état-major de l'armée considérée, au délégué général pour l'armement, au directeur de la gendarmerie et de la justice militaire ou au directeur d'une formation rattachée.

« En cas de rejet de sa réclamation par les autorités mentionnées, il n'a pas obtenu de réponse de l'autorité la plus élevée dans un délai de trois mois à compter de

L'Égypte et l'Irak achètent des missiles tactiques à la France

La France a vendu à l'Égypte un système de défense côtière par missiles pour un montant supérieur à 1 milliard de francs. Ce contrat est antérieur aux discussions de Camp David entre Égyptiens, Israéliens et Américains, puisque sa signature est intervenue au début de l'été.

Ce système est composé de missiles anti-aériens Otomat, conçus par la société Matra, montés sur des camions Berliet et associés à des radars de Thomson-CSF. Ce système de défense est dit « transhorizon » puisque sa portée est de 150 kilomètres environ et le vol du missile, contrôlé par radar installé au sol, est ensuite relayé par un hélicoptère en vol.

L'Égypte est le premier client de ce système d'armes utilisé en défense côtière. Deux pays d'Amérique latine (dont le Venezuela), trois pays du Proche-Orient, et l'Italie, qui participe à la production de ce matériel, ont déjà acheté des missiles Otomat, qui ont été embarqués, à bord de bâtiments de surface contre des objectifs en mer ou à terre.

Si l'AM-39 a été déjà acheté par la marine française, un autre exemplaire n'a pas été acquis par la France, qui se propose, toutefois, de l'essayer l'an prochain à bord d'un escadron prêt à Matra par la marine nationale.

Ainsi, l'Égypte est, à ce jour, le cinquième client étranger de l'Otomat. Un autre pays du Proche-Orient, l'Arabie Saoudite, a demandé à la France de lui concevoir un système de défense côtière mais, pour des raisons qui tiennent à un équilibre industriel, le contrat avec Ryad fera appel aux missiles anti-surface de la famille Exocet, produits par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) au bénéfice de vingt-trois marines dans le monde.

D'autre part, l'Irak, qui a acheté des intercepteurs Mirage F1 l'an dernier à la France, a acquis des missiles air-mer AM-39 construits par la SNIAS.

Il s'agit d'un missile, dérivé de l'Exocet surface-surface, de portée accrue puisqu'il peut atteindre 50 à 70 kilomètres de distance suivant la vitesse et l'altitude du véhicule lanceur. L'AM-39 peut être monté sur des avions ou des hélicoptères et il semble que l'Irak s'approprie à en équiper les hélicoptères lourds Super-Frelon achetés à la SNIAS.

(publiée)

STAGE D'ÉVALUATION

THÉORIE ET PRATIQUE DE L'ÉVALUATION DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION DES ADULTES

Stage organisé par le Département des Sciences de l'Éducation Responsable pédagogique : Guy BERGER.

du 22 au 26 janvier 1979 (35 heures)

Renseignements et inscription : Formation Permanente - Université de Paris VIII, Route de la Touraine 75012 PARIS. Tél. 874-12-50 poste 388 ou 874-61-26.

ÉDUCATION

LES JEUNES GISCARDIENS LANCENT UN SYNDICAT ÉTUDIANT

Des étudiants, proches du mouvement des jeunes giscardiens. Autrement, viennent de créer le Syndicat des étudiants libéraux de France, ou SELF. Ces étudiants, qui rejoignent au Comité de liaison des étudiants de France (CLEF) et à l'une de ses branches, l'Association nationale des étudiants de France (ANEF), d'être « responsables de l'absence de représentation des étudiants dans un quatrième terme : une meilleure information sur l'organisation de l'enseignement supérieur sur le monde extérieur ; l'augmentation des bourses et le versement d'un quatrième terme ; une meilleure information sur l'organisation et l'orientation universitaire.

Protestation du R.P.R.

M. Gérard Kuster, délégué national à la jeunesse du R.P.R., évoquant la question du syndicalisme étudiant, a déclaré dimanche 22 octobre à Paris : « Le mouvement s'oppose à ce que soit généralisé ce système représentatif par les collèges de constitution d'un syndicat étudiant sélecto-politique sous la houlette du ministre des universités, Mme Sautier-Setti ».

M. Kuster, qui s'adressait à deux cent quarante délégués départementaux à la jeunesse, délégués universitaires et délégués R.P.R. des grandes écoles, en présence de M. Alain Devaquet, secrétaire général du R.P.R., a ajouté : « Quel parti politique s'opposera-t-il à ce que soit constituée une commission de spécialistes et de professionnels, un syndicat dirigé par son ministre de tutelle ? Les jeunes R.P.R. revendiquent une représentation sectionnelle dans les universités.

* S.E.L.F., 11, rue Otis-le-Cœur, 75008 Paris, tél. 236-16-14.

La Fédération Cornec manifestera au moment du débat budgétaire

La Fédération des conseils de parents d'élèves (présidée par M. Jean Cornec), organisera, lundi 13 novembre, à Paris, une manifestation pour démontrer son opposition à la politique scolaire du gouvernement. Cette manifestation a été décidée par les présidents des conseils départementaux de la F.C.P.E. réunis samedi 21 octobre à Paris pour faire le bilan des actions en cours. Les manifestants se rassembleront à 18 heures devant le Palais-Bourbon, au moment où les députés examineront le budget de l'éducation.

Terminale F8 de quarante élèves à Salon-de-Provence ; quatre cents élèves de troisième refusés en seconde contre l'avis d'orientation des conseils de classe dans les Pyrénées-Atlantiques où l'inspecteur d'académie, au même titre, fait inscrire des élèves au Centre national de télé-enseignement ou dans un établissement privé ; classes « sauvages » avec des normaliens sortants mais n'ayant pas reçu de nomination dans le Finistère ; deux cent soixante communes de l'Arche diocésaines de classes maternelles ; huit postes créés dans l'Oise, où l'inspecteur d'académie en demandait cent quatre-vingt-six ; collèges en déficit budgétaire de 40 000 à 60 000 francs dans le Nord. Les présidents départementaux de la F.C.P.E. ont dressé un bilan plutôt sombre de la rentrée scolaire. Dans trente-trois départements, des écoles, des collèges ou des lycées connaissent, selon eux, une situation inquiétante.

« Nous n'actions pas prévu que la politique de M. Beaulieu serait aussi ostentatoire face à cette situation », a reconnu M. Jean Cornec, ajoutant : « Peut-être se peut-il à l'image de son premier ministre, dont on sait qu'il sera présent à son lancement en 1985, et dont on suppose qu'il ne devra la vie qu'à des députés de la République d'obtenir une trêve du R.P.R. » M. Cornec s'est déclaré inquiet devant les risques d'explosion de violences de la part des lycéens comme des jeunes parents « si le gouvernement et la majorité s'obstinent à nier la réalité des problèmes ».

Une opération « écoles désertes »

Les dirigeants de la F.C.P.E. ont décidé d'une série de démarches auprès des députés et des sénateurs, entre le 4 et le 10 novembre. Une consultation des responsables locaux sera lancée sur l'opportunité d'une opération « écoles désertes » dans toute la France, éventuellement le 13 novembre, jour de la manifestation nationale à Paris, à laquelle les syndicats FEN, C.C.T., C.F.D.T. et F.O. ainsi que les réunions de communes où l'école est en difficulté, sont invités à participer.

SPORTS

LES 19^e CHAMPIONNATS DU MONDE Les Japonais vers leur dixième titre consécutif

De notre envoyé spécial.

Strasbourg — Le réveil a sonné très tôt lundi 23 octobre à l'hôtel des gymnastes français. Désignés pour diriger au soir pour participer à la première manche de figures imposées à partir de 8 h 30 en compagnie de 5 Bulgares, des Cubains, des Suisses et des Vénézuéliens, ils ont dû se lever à 5 heures pour se livrer à un éveil muséaire prolongé avant l'échauffement proprement dit, à partir de 7 heures, dans un gymnase annexé de Hall Rhénan, où se disputent les dix-neuvièmes championnats du monde.

Soutenus par toute la délégation féminine et par quelques centaines de scolaires invités, les Français avaient bien besoin de cette ambiance pour compenser un peu le handicap de passer parmi les premiers concurrents. Après avoir servi d'échauffement pour toutes les autres exhibitions de la journée, les premiers gymnastes ont été très souvent notés faiblement par des juges très attentifs et stricts de se réserver une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir ensuite mieux partager les meilleures.

Compte tenu de ce handicap, les Français qui peuvent espérer dans le meilleur des cas gagner un ou deux rangs par rapport à leur dixième place d'équipe aux Jeux de Montréal, s'estiment comblés par leur huitième place après les figures imposées, dérivées du Japon, l'Union soviétique, la République démocratique allemande, les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne, la Hongrie et la Roumanie.

Les trois défaites sur trente exhibitions de Yves Boquet (8,15 aux barres parallèles et 8,70 au cheval d'arçon) et de Bernard Decour (8,45 au cheval d'arçon) ont été compensées par les performances de Michel Boutard (9,45 au sol et au cheval d'arçon) et Willy Moy (9,45 aux anneaux et 9,50 au sol) et surtout d'Henri Boerio (9,60 aux barres parallèles), qui peut encore espérer être parmi les huit qualifiés pour la finale de cet engin, quatre mois après avoir été opéré d'une vertèbre cervicale et avoir subi une greffe d'un tendon du poignet.

Henri Boerio, actuellement entraîneur, Michel Boutard et Willy Moy, trente-cinq ans, seraient parmi les trente-six concurrents sélectionnés pour la finale du concours individuel. Dans ce dernier Nikolai Andrianov, champion olympique, cinquième lundi soir, devra forcer son talent dans les exercices libres s'il veut combler son retard sur les Japonais, installés aux trois premières places : Shigeru Kasamatsu, Eiko Kenzoumi et Junjicki Shimizu.

Nikolai Andrianov et le grand espoir Vladimir Markelov, qui ont tous deux dû mettre un pied à terre dès leur première exhibition de la matinée au cheval d'arçon, ont en effet permis au Japon de devancer l'Union soviétique de 2,95 points après les figures imposées et de s'assurer pratiquement dès la fin-compétition un dixième titre mondial par équipes consécutif.

GERARD ALBOUY.

Le classement du tournoi masculin par équipe est le suivant après les exercices imposés : 1. Japon, 260,33 pts ; 2. U.R.S.S., 257,20 ; 3. R.D.A., 255 ; 4. États-Unis, 253,10 ; 5. R.F.A., 252,25.

QUATORZE TITRES EN JEU

Un tournoi mondial de gymnastique attribue au total quatorze titres (huit chez les hommes, six chez les femmes) : un titre par équipes (masculin et féminin), un titre individuel pour le concours général (masculin et féminin), six titres par agrès chez les hommes et quatre chez les femmes.

Les exercices masculins sont : sol, saut de cheval, cheval d'arçon, barres parallèles, anneaux et barre fixe. Les exercices féminins comprennent : sol, saut de cheval, barre asymétrique et poutre.

Les compétitions débutent par le concours numéro un qui attribue le titre par équipes masculin et féminin, imposés et des exercices libres. Les équipes sont composées de six gymnastes, mais les cinq meilleurs notes sont seulement prises en compte pour le classement.

Les trente-six meilleurs (ou meilleures) gymnastes (ou gymnastes) du concours n° 1 sont ensuite qualifiés pour le concours n° 2, qui est le concours général attribuant le titre individuel sur les agrès pour un programme libre.

Enfin, les huit meilleurs (ou meilleures) sur chaque appareil (sauf attribuant les titres par équipes) sont qualifiés pour le concours n° 3, qui décerne les titres dans chaque spécialité.

Le nombre de gymnastes représentant un pays dans le concours n° 2 est limité à trois et dans le concours n° 3 à deux.

Le jury, pour chaque appareil, se compose de quatre juges officiels et d'un arbitre. Les exercices sont notés sur 10 et tiennent compte de plusieurs éléments à la finitude (3 points chez les femmes, 3,60 chez les hommes), la combinaison de l'exécution (1,50 et 1,80), l'exécution (1,4 et 1,60), l'impression générale (femmes seulement, 1 point), la difficulté ou virtuosité (hommes seulement, 0,60), la composition générale (femmes seulement, 0,50).

Avant les Jeux olympiques de Moscou

L'ALLIANCE ANTICOLLECTIVISTE UNIVERSELLE

LANCER UN APPEL A M. BREJNEV

L'Alliance anticollectiviste universelle (1) a renoncé à appeler au boycott des Jeux olympiques de Moscou en 1980, estimant que cela aggraverait l'oppression de la Coupe du monde de football par l'Argentine a été un échec. Toutefois, l'Alliance pense qu'il est indispensable de soutenir cette campagne en faveur de la libération des prisonniers d'opinion et de la libre circulation des idées et des hommes en U.R.S.S. et à l'O.C.E. ainsi que lancer un appel à M. Brejnev, « pour que l'atmosphère dans laquelle se dérouleront ces Jeux soit celle de la concorde et de la tolérance qui lui conviendrait ».

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75201 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 657-23

ABONNEMENTS
3 mois 4 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
128 F 228 F 343 F 430 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
148 F 208 F 323 F 410 F

228 F 285 F 398 F 485 F

ÉTRANGER
(Par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
148 F 208 F 323 F 410 F

II - SUISSE - TUNISIE
228 F 285 F 398 F 485 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (4 et 5) sont invités à formuler leur demande un semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements en espèces d'impôts.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français. Documentation gratuite.

ÉDITIONS DISQUE 88CM
8, rue de Belfort - 75008 Paris

La
univ
La de
E

LETTRES

- BALZAC —
- MARIVAUX —
- CAMUS —
- CLAUDE —
- MONTAIGN —
- RACINE —

Le Monde
DE L'E
LE CH
JEUNE

La rentrée universitaire

La démocratisation doit trouver un second souffle

par JEAN-LOUIS QUERMONNE (*)

EN dehors des périodes de crise qu'il affronte depuis une décennie, l'enseignement supérieur ne retient l'attention de l'opinion publique française que quelques jours par an, pour la rentrée universitaire. Il était donc important que le Monde en profitât pour ouvrir devant ses lecteurs un dossier sur l'un des problèmes essentiels, dont l'ajournement continue à peser lourdement sur l'avenir des universités : celui de la sélection des étudiants.

D'autres questions fondamentales commandent également cet avenir : la formation professionnelle des étudiants, le statut des enseignants et la mise en œuvre effective de l'autonomie des établissements. Tant que de véritables solutions n'auront pas été apportées à ces problèmes, la nation ne disposera pas réellement des universités dont elle a besoin.

Une sélection démocratique des étudiants est-elle concevable en France ? Telle est la question qui nous intéresse aujourd'hui.

Une question, toujours lancinante, toujours la même, harcèle la conscience universitaire : les bacheliers, les prétextes ou les « héritiers » qui ont conduit l'opinion, les pouvoirs publics et les enseignants à éluder le problème de la sélection des étudiants à l'entrée des universités sont-ils de bonnes raisons ?

En définitive, le seul argument décisif qui confère bonne conscience à tous ceux qui refusent, de manière responsable, le recours à la sélection tient au fait que depuis vingt ans le libre accès dans les universités de tous les bacheliers a permis d'accueillir, dans le flot sans cesse grossissant des enfants de la bourgeoisie et des classes moyennes, une part non négligeable d'enfants d'ouvriers. Cette part a atteint, ces dernières années, près de 12 % des effectifs universitaires : 13,9 % en premier cycle, 9,5 % en deuxième cycle et 8,8 % en troisième cycle. Si l'on considère que la catégorie socio-professionnelle

« ouvriers » représentait, en 1975, 37 % de la population active, ces proportions apparaissent encore faibles.

Une autre raison conduit de leur côté les pouvoirs publics à ajourner la sélection. C'est la facilité offerte par le libre accès de bacheliers, de transformer les universités en un lieu de transit où campent, dans l'attente du service national ou d'un premier emploi incertain, des milliers de jeunes auxquels l'enseignement secondaire n'a pas donné la formation professionnelle requise.

En dehors de ces raisons, on s'accorde à reconnaître les mérites que présenterait en France l'application, sinon d'un système de *numerus clausus*, dont l'expérience allemande a montré le trop grande rigidité, du moins d'un procédé d'admission qui permettrait à chaque établissement d'ajuster ses effectifs à son potentiel d'encadrement en contrôlant sur dossier l'aptitude et les connaissances des candidats en

Une alternative en trompe l'œil

Il convient d'abord de dénoncer une alternative en trompe l'œil. Car la plupart du temps le choix proposé à l'opinion publique et aux étudiants l'est en termes illusoire, comme s'il était possible d'opter entre deux systèmes : la sélection et la non-sélection. De même que l'apollonisme est une forme camouflée de la politique, ainsi la non-sélection, par le recours à de multiples procédés de sélection déguisée. Et, quand elle n'intervient pas à l'entrée — ce qui est le cas dans les secteurs protégés où se regroupent les « héritiers », — elle s'opère a posteriori.

La non-sélection apparente ne joue en France qu'au profit d'une catégorie de Français privilégiés : les bacheliers, qui représentent 23 % environ d'une classe d'âge. Leur admission dans d'importants secteurs est commandée par une sélection à l'entrée : c'est le cas des classes préparatoires aux

grandes écoles et des écoles elles-mêmes. Mais c'est aussi le cas, au sein des universités, des instituts universitaires de technologie et, après une première année, des études médicales. Et notre inventaire serait incomplet s'il ne mentionnait pas, au niveau du deuxième cycle, l'accès aux maîtrises de science et technique, aux maîtrises de gestion, ainsi qu'à d'autres formations à finalité professionnelle et à troisième cycle.

La non-sélection est, en réalité, la sélection a posteriori frappée des quantités importantes d'étudiants : les uns venus seulement s'inscrire « en transit » et qui disparaissent aussitôt qu'ils sont apparus ; mais d'autres, souvent de condition modeste, qui exercent, parallèlement à leurs études, un travail salarié, ou plus souvent, béta ou « noir ».

Or cette sélection, opérée à retardement, mérité le qualificatif de « répression » dans la mesure où elle frappe des jeunes à un âge — souvent après plusieurs redoublements — où il leur est particulièrement difficile de se reconstruire. « Or, les dans le futur », écrit-il à ce sujet, voici plusieurs années, Alain Touraine.

Enfin, depuis quelques années, certaines universités — surtout parisiennes — utilisent un mode de sélection à l'entrée qui consiste à arrêter les inscriptions lorsque celles-ci ont atteint un nombre correspondant aux capacités d'encadrement de l'établissement. Alors, le guichet ferme quelques jours après l'ouverture. Et seuls les candidats qui se sont précipités dans les premières heures sont assurés d'être admis.

Cette forme caricaturale, heureusement limitée de la sélection e à la française, ferme la

considération des formations auxquelles ils se destinent. Cette sélection permettrait à chaque université d'améliorer sa gestion en prévoyant à l'avance les effectifs qu'elle s'approprie à accueillir, formation par formation et cycle par cycle. Elle rendrait possible l'élimination de la sélection a posteriori par l'abandon et par l'échec qui transforme à l'heure actuelle 50 % des étudiants en « collés » en sursis. Elle redonnerait aux autres le sens de leurs responsabilités en même temps qu'une plus grande sécurité. Elle rendrait au corps enseignant le goût de sa mission ainsi que la possibilité matérielle d'orienter et d'aider individuellement chaque étudiant. Enfin, elle rétablirait entre les universités et les grandes écoles l'égalité des chances sans laquelle la compétition pédagogique et scientifique qui les oppose et les stimule est faussée au départ.

Mais aujourd'hui les données ont changé. D'abord, les effets de la croissance démographique s'étant arrêtés, l'augmentation massive du nombre de bacheliers est stoppée. Il en résulte que la proportion d'enfants d'ouvriers s'élève, lorsqu'elle ne régresse pas. Ensuite, le processus de sélection, voire de ségrégation, que l'insitution du collège unique parviendra difficilement à enrayer, opère largement, dans le premier et le second degré, en amont du baccalauréat. Et, dès lors, il apparaît que, si quelques points séparent seulement cette proportion dans les classes terminales des lycées de celle qui régit dans les premiers cycles des universités, rien ne sert plus d'attendre du baccalauréat la démocratisation accentuée qu'il ne peut plus fournir. Ce n'est finalement que d'un effort de démocratisation intense des classes terminales du second degré qu'on pourra s'accommoder à long terme une nouvelle source de démocratisation de l'enseignement supérieur à travers le baccalauréat.

Il devient donc légitime, au regard de la démocratie, de s'interroger sur la valeur du mythe que représente encore, en 1978, le libre accès des bacheliers à l'enseignement supérieur. Il en résulte deux conséquences fondamentales en ce qui concerne le problème de la sélection. D'une part, ne faut-il pas chercher ailleurs la source d'un nécessaire « deuxième souffle » de la démocratisation ? D'autre part, peut-on encore fonder sur un baccalauréat doublement déclassé le mode de recrutement, même largement transféré, des universités ?

L'urgence d'un « deuxième souffle » de la démocratisation apparaît aussitôt si l'on veut bien regarder en face l'état de la société française. Il appartient de s'interroger sur les moyens dont pourrait disposer l'enseignement supérieur pour mieux servir la nation et pour susciter, à l'aide d'un « brain drain » démocratique, une meilleure circulation

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

ment et au service des vacataires et des assistants non titulaires des disciplines littéraires et juridiques perturbe le fonctionnement de plusieurs établissements. Blocage des jurys d'examen, non délivrance des diplômes, reports de dates de rentrée, grève nationale d'une semaine à partir du 6 novembre, telles sont au effet les consignes données par quatre syndicats et organisations d'enseignants.

Les enseignants du « bas de l'échelle » sont pas seuls sur la sellette. Mme Alice Sauvier-Sellé, ministre des universités, entend bien mettre aussi de l'ordre dans la situation de tous les autres.

Qualifié par le ministre de « nuit du 4 août des universitaires », un projet de loi en ce sens devrait être examiné par le Parlement au printemps.

La rentrée fournit l'occasion de s'interroger sur le rôle de l'Université, sa fonction sociale et la composition de son « public ». C'est poser le problème de la sélection. M. Jean-Louis Quermonne plaide dans ce numéro pour une « sélection démocratique », tandis que nous examinons le fonctionnement, à cet égard, des universités soviétiques et esquissons un bilan de la sélection en médecine.

C.A.

Le premier moyen susceptible de renouveler la population étudiante et d'en démocratiser la composition est la prise au sérieux de l'éducation permanente et, dans son cadre, de la formation professionnelle continue. Les accords de 1970 et les textes de 1971 ont déjà beaucoup apporté, au niveau des principes.

Sous réserve d'une volonté politique appuyant les efforts de concertation des universités avec les acteurs du monde socio-économique, de grands progrès pourraient être accomplis. Outre la nécessité de faire sauter le verrou psychologique qui empêche la convergence des opérations menées parallèlement par les entreprises, les syndicats et les universités, il conviendrait de mieux adapter à sa mission le congrès éducatif. Et il reviendrait, en revanche, aux universitaires de transformer leurs traditions, leurs habitudes et leurs méthodes de telle sorte que leurs unités d'enseignement et de recherches deviennent à même d'apporter une contribution décisive à la formation récurrente des travailleurs et des cadres.

Le deuxième moyen serait, pour l'Université, de rénover les conditions d'accès des non-bacheliers. Certes, il ne s'agit pas d'ajou-

ter au flux parfois insurmontable des « étudiants traditionnels » un autre flux qui viendrait se déverser dans les établissements à la faveur d'opérations « portes ouvertes ». Un contrôle pédagogique minutieux devrait précéder toute inscription de non-bacheliers dans une université, tant pour apprécier leurs motivations que pour mesurer leur niveau de connaissances.

Trois mesures pourraient, dans une première étape, être associées :

1) Dans toutes les universités, un examen d'accès renouvelé, prenant en compte les aptitudes et les orientations diversifiées des candidats ;
2) Un petit nombre de conventions entre le ministère des universités et quelques établissements afin d'organiser des cycles préparatoires à l'enseignement supérieur ; de expériences concluantes ont déjà été engagées en ce sens ;
3) La situation de l'université de Vincennes devrait faire l'objet d'une attention particulière d'un nouvel examen afin d'aboutir, en concertation avec elle, à la détermination d'un programme qui lui apporte les meilleures chances de réussite, elle aussi, son second souffle.

Cette orientation compléterait, sans s'y substituer, le recrutement en provenance du baccalauréat. Mais, pour ne pas constituer un nouveau mythe, on ne rêve d'intellectuel, elle devrait étendre au recrutement des « étudiants traditionnels », c'est-à-dire des bacheliers, les mêmes méthodes et les mêmes contrôles — simplifiés — qui s'appliqueraient aux nouveaux étudiants, c'est-à-dire aux adultes et aux non-bacheliers.

La suppression d'un privilège

En l'état actuel de la société et de l'économie française, eu égard au potentiel universitaire, proposer un nouveau drainage intellectuel qui viendrait s'ajouter aux quelque huit cent cinquante mille étudiants déjà « en stock » ne serait pas un pari responsable.

Dès lors, au rythme de la pénétration des « nouveaux étudiants » dans l'enseignement supérieur, et donc de l'apparition d'un nouveau flux démocratique au sein des universités, rien ne viendrait plus s'opposer à la mise en œuvre à l'entrée des établissements d'une sélection sur dossier.

Ce contrôle, pour être vrai et pour n'être pas déjoué, doit être la constitution d'un examen d'entrée à prétention nationale qui s'ajouterait au baccalauréat et produirait des reçus-collés, devrait s'adosser au renforcement de l'autonomie administrative, financière et pédagogique des universités, ainsi qu'à l'adoption d'un statut reconnaissant les responsabilités réelles exercées par les enseignants.

(1) Il semble que seul ne soit pas appliqué le mode de sélection prévu à l'article 21 de la loi d'orientation...

Chez votre libraire ou chez l'éditeur : 11, rue de Lille 75007 Paris

ouvrages au programme de l'agrégation 1979

LETTRES

- **BALZAC** — Les mondains de la « Comédie Humaine », par R. FORTASSIER... 120 F
- L'expression métaphorique dans la « Comédie Humaine », par L. FRAPPIER-MAZUR... 78 F
- La pensée de Balzac dans la « Comédie Humaine », par P. NYKROG... 72 F
- Guide de Balzac's Paris (1 vol.), The heart of Balzac's Paris (1 vol.), par G. RASER - Chaque volume... 32 F
- **CANUS** — Albert Canus, analyse de sa pensée, par M. MELANÇON... 80 F
- Albert Canus, ou l'imagination du désert, par L. MAILHOT... 64 F
- Une lecture de Canus, la valeur des éléments descriptifs dans l'œuvre romanesque... 64 F
- **CLAUDEL** — Littérature et art de l'Orient dans l'œuvre de Claudel, par E. HUE... 150 F
- **MARIVAUX** — Marivaux en Allemagne, reflets de son théâtre dans le miroir allemand, par B. LACANT... 88 F
- Marivaux et l'Angleterre, essai sur une création dramatique originale, par E. DESVIGNES-PARENT... 84 F
- Les variations du récit dans « La Vie de Marivaux », par A. JOURAN... à paraître fin 78
- **MONTAIGNE** — Montaigne, la critique et le langage, par H.H. BIRLICH... 32 F
- **RACINE** — Jean Racine, un itinéraire poétique, par M. GUTWIRTH... 38 F
- Profils des héroïnes raciniennes, par E. BATACHE-WATT... 48 F

Pour les autres programmes et les ouvrages complémentaires, consulter le catalogue général KLINCKSIKOW envoyé sur demande.

Le Monde DE L'EDUCATION

Retenez dès maintenant le numéro de novembre chez votre marchand de journaux

LE CHOMAGE DES JEUNES DIPLOMÉS

LES SURDOUÉS

Mensuel - 6 F - En vente à partir du 27 octobre

le guide pratique

l'étudiant

1978-79

EST PARU

500 PAGES

EN VENTE PARTOUT - 16 F

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion, l'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Trois ans d'études après le baccalauréat. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS. Tél. : 261-81-14

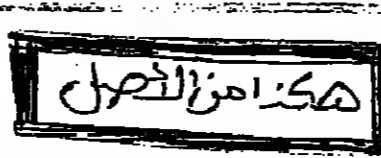
Demandez notre documentation

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____



UNIVERSITAIRE

SOVIÉTIQUE

La critique est possible quand elle est constructive

Bien travailler. « Aujourd'hui mieux qu'hier et demain mieux qu'aujourd'hui ». Telle doit être la devise... Certains participent ainsi à la rédaction du journal de leur école ou à des clubs culturels, d'autres à l'enseignement dans les écoles maternelles ou les facultés préparatoires. D'autres encore donnent des conférences dans les usines...

Bien étudier, exigence prioritaire

Bien étudier est l'exigence prioritaire du komsomol. C'est normal, explique Léna, dix-neuf ans, étudiante en français à l'Institut pédagogique des langues étrangères Maurice-Thorez, à Moscou. L'Etat dépense de l'argent pour qu'on soit de bons spécialistes. Et un vrai spécialiste soviétique doit être idéologiquement fort en marxisme. « Surtout, précite-t-elle, lorsqu'il se destine à l'enseignement...

Médecine : les étudiants français ne réagissent plus

La sélection en médecine se poursuit depuis deux ans dans une apparente indifférence. Alors que le nombre d'étudiants admis au concours à la fin de la première année diminue de 5 % par an, les facultés de médecine ne sont pas traversées de grands mouvements de contestation. Pourtant, les effectifs de dernière année passés de 1978 à 1984, de neuf mille huit cents à six mille, diminuent ainsi de plus d'un tiers. Il s'agit d'une politique plus restrictive que celle menée auparavant de l'instauration d'un « numerus clausus » en 1971, qui avait pourtant provoqué une intense mobilisation parmi les étudiants.

L'ATMOSPHÈRE de la première année de médecine ressemble de plus en plus à celle qui régnait dans les classes préparatoires des grandes écoles. La diminution des effectifs constatée en 1977-1978 apparaît comme l'amorce d'une présélection des étudiants qui instaure... Les étudiants, moins nombreux, seront-ils mieux formés ? En théorie, les pouvoirs publics veulent justement la réduction du nombre d'étudiants, facilité par la diminution de la capacité de formation des universités et, accessoirement, en fonction de la démographie médicale. Ainsi, le Nord-Pas-de-Calais, peu médicalisé à ce jour, a connu cette année une diminution de moins de 3 % du nombre de postes offerts, contre une moyenne de 5 % pour le reste de la France.

En fait les normes restent très générales (un étudiant pour six lits « actifs » quel que soit le service) et aucun recensement exact des lits « formateurs » n'existe vraiment. Ce sont donc des tractations assez personnalisées avec les doyens qui ont permis de moduler le renforcement de la sélection selon les C.E.U. Cette procédure, peu transparente, explique également l'absence fréquente d'information et donc de critiques, à la base. Certains doyens pourtant, devançant sans doute les réactions de personnes soucieuses de la qualité de la bonne marche à tenir de services hospitaliers privés de l'activité de plus d'un tiers des étudiants actuels.

Cette diminution du nombre d'étudiants est la condition préalable posée par la commission Fougère à toute réforme des études médicales et notamment à la création de cycles terminaux réellement formateurs pour les généralistes et pour l'ensemble des spécialistes (et pas seulement ceux qui ont refusé l'internat). Certains ont redouté que l'on n'« enterre », ce texte ; ne peut-on pas penser, au contraire, que la réforme Fougère est bel et bien appliquée de façon très logique depuis deux ans par ce renforcement systématique de la sélection « posée » comme un préalable par la commission elle-même ?

Mal informés, les étudiants en médecine sont peu organisés en dehors de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et des syndicats corporatistes.

Une politique habile envers les enseignants. Mais les préoccupations des uns et des autres restent corporatistes : les manifestations de 1978-1977 portaient sur l'absence de rémunération des stages hospitaliers en 4^e année (O.C.E.M. 3) et cette revendication était rationnellement intégrée, sans à l'UNEF, dans la perspective plus large d'un préalable étudiant. Surtout, la majorité silencieuse des étudiants s'inquiète à tort ou à raison d'un avenir qu'on lui dépeint comme difficile. Préoccupés par la menace d'un échec médical et respectant le rôle très élevé leur impréparation à leur futur métier, les étudiants ne restent pas insensibles à la double inspiration de la politique menée : la situation de la démographie médicale et la nécessité d'une meilleure formation sont, en effet, les deux raisons avancées par les pouvoirs publics pour renforcer la sélection. Résistent les enseignants. A leur...

LES EFFECTIFS

Table with 3 columns: Année, Effectifs, etc. Rows include PCSEM I, PCSEM II, etc.

ADMISSION DIRECTE EN 2^e ANNÉE D'HEC ET DES ESCA

PREPARATION (Étudiants en 2^e Cycle, diplômés des I.E.P. et des Ecoles d'ingénieurs)

25, Avenue Trudaine (9^e) Tel. : 878.33.43

La rentrée universitaire chez ARMAND COLIN

FRANÇAIS-LINGUISTIQUE

R. FAYOLLE La critique P. VANROYE Expression-communication J. MAZALEYRAT Éléments de métrique française A. MARTINET Éléments de linguistique générale C. NGQUE Grammaire générative : hypothèses et argumentations J. ROUSSET Le Mythe de Don Juan



PSYCHOLOGIE-SOCIOLOGIE

J.-G. DESCHAMPS, W. DOISE et G. MUGNY Psychologie sociale expérimentale R. GRILLONNE et F. MATAJON Les enquêtes sociologiques, théories et pratiques H. MENDEZAS Éléments de sociologie un manuel et un recueil de textes

LE XX^e SIECLE HISTOIRE ET SOCIÉTÉS

C. WILLARD Socialisme et communisme français P. BARBAL Les sociétés rurales du XX^e siècle B. KERBLAY La société soviétique contemporaine K. SONTHEIMER et W. BLECK La République démocratique allemande A. GROSSER et H. MENUDIER La vie politique en Allemagne fédérale



HISTOIRE

N. KISSERFF L'Orient musulman au Moyen Âge P. GOUBEY L'Ancien Régime : 1 La société 2 Les pouvoirs G. DUPREX La société française 1789-1870 M. CHARLOT et R. MARY La société victorienne Les langues historiques : Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Europe germanique, France d'Ancien Régime

GEOGRAPHIE

M. LE LANNOU et N. LESCOG-MULLER Le Nouveau Brésil R. COQUE Géomorphologie

ECONOMIE

L. MIHALOVITCH et J.-J. PLOCHART Énergie mondiale : les nouvelles stratégies P. SAMUELSON L'économique (2 tomes)

DROIT

J. LANGUIER Droit pénal des affaires P. LAUMONIER Les finances publiques F. WLODZ et E. AUDERT Les obligations : 1. L'acte juridique



SCIENCES

A. et R. CALVO, F. BOSCHET et J. DOYEN Cours d'Analyse 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur et préparation aux grandes écoles (6 tomes) Berkeley : cours de physique (6 volumes)

SYNTHESE-PCEM

Une collection pour le P.C.E.M. 23 autres parus dans 8 disciplines : Embryologie, Histologie, Chimie... Catalogue gratuit sur demande. Pour les plus amples renseignements consultez votre libraire ou, à défaut, Armand Colin, 103 Bd Saint-Michel, 75005 Paris

LA RENTRÉE LE MODÈLE méritant

DECS! 3 jours de révision intensive les 20, 21, 22 Nov. 1978. Préparation aux écrits 1978 à partir de 13h. Comité de Jean, Cours de...

COLLÈGE SÉVIGNÉ Établissement laïque d'enseignement privé. 28, rue Pierre-Nicole - 75005 PARIS (354-33-06 et 90-55) fondé en 1880, géré par l'Association du Collège Sévigné. Préparation aux AGRÉGATIONS et CAPES. LETTRES - LETTRES MODERNES - GRAMMAIRE - HISTOIRE GÉOGRAPHIE - PHILOSOPHIE - ANGLAIS - ALLEMAND. Préparation à la DIRECTION DES JARDINS D'ENFANTS et des CLASSES DE PETITS. Préparation au CONCOURS D'ENTRÉE à l'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS.

Le Monde dossiers et documents. Dossiers et Documents, un mensuel au format du Monde qui propose une synthèse de ce qu'il faut savoir sur deux sujets, dont l'un à dominante économique. Ces dossiers, comportant chacun quatre pages, permettent ainsi de disposer, en un seul document, de l'essentiel des articles publiés par le Monde et ses publications. Abonnement (10 numéros par an) France, UN AN : 30 F - DEUX ANS : 55 F - TROIS ANS : 75 F. Tout nouvel abonné recevra, EN CADEAU, l'un des n° déjà publiés. RECEVEZ GRATUITEMENT l'un de nos numéros suivants: N° 52, juillet-août-septembre 1978: Le chômage en France; Les énergies nouvelles. N° 53, juin 1978: Contingence et investissement; La presse quotidienne en mutation. N° 51, mai 1978: Les enseignants; L'économie japonaise. N° 50, avril 1978: Le logement en France; Les médecins. N° 49, mars 1978: Le néoisme. N° 48, février 1978: Les élections en France; Les transports aériens. BULLETIN D'ABONNEMENT. NOM: PRENOM: ADRESSE: Ci-joint le somme de... correspondant à un abonnement pour une durée de... Je souhaite recevoir en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus. Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de votre numéro cadeau, d'autres numéros, il suffit que vous les cochiez et que vous retourniez à notre règlement 3 F par exemplaire. Pour faciliter l'acquisition en plusieurs exemplaires de ce bulletin, un tarif dégressif est proposé pour les abonnements groupés expédiés à une même adresse. Pour les abonnements à l'étranger, merci de nous adresser, pour les abonnements, services abonnements, consulter Le Monde Dossiers et Documents, services abonnements, 3, rue des Italiens, 75247 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23.

سلافة الراجل

Modes — du temps

Les collections de printemps sont de retour.

Un style fait pour durer

MODE de printemps : la crise appelle un style qui ne se démode pas du jour au lendemain, d'où un renouveau du Chanel que Philippe Guibourgé traite en doux camaïeux de beige, à base de bourrette de soie à peine rustique et de marine en vestes courtes et jupes droites sous le genou.



CHANEL : Philippe Guibourgé marie la bourrette de soie grège pour le tailleur d'après-midi, à une blouse crêlée de crêpe de soie tannée, un canotier crème et les sandales beige à bouts noirs.

Dans l'optique pratique, Carven vient de conclure un accord avec le groupe Textiles nouveaux qui produira sa gamme sport (tennis, golf, yachting et footing), une collection de maternité et une de vêtements d'enfants.

Cerruti amène sa palette de marine, de rubis, de jaune vif, tabac ou turquoise, souvent marié au blanc cassé dans des tissages en pantalons au-dessus de la cheville, en jupes droites et en sahariennes courtes.

La salopette d'André Courrèges est resserrée du bas, à

revers, et se porte avec T-shirt et un blouson bicouleur ample.

Fernando Martinez, chez Balenciaga, traite des cotonnades légères et infroissables en robes, ornées de broderies, en coloris fruités, marine ou blanc.

Chez Chloé, Karl Lagerfeld a dépouillé son style en créant une « petite pièce » qui fait avancer la mode : il s'agit d'un bustier adhérent au corps par un jeu de baleines et de mousse, mais sans contraintes.

Marc Bohan, chez Christian Dior, ajuste ses modèles au corps en grandes envolées de jupes à plis ou plissées, s'arrêtant sous



CHRISTIAN DIOR : couleurs heartées en sport-ville de Marc Bohan avec une veste en bourrette de soie rééditée à carreaux filés violets, ceinturée de sangie, s'ouvrant sur une blouse en crêpe de soie prune et une jupe plissée en crépon perle. Les collants résille, les sandales et les gants sont violets.



GUY LAROCHE : ensemble de Guy Deuvier en fine gabardine de laine noire à Spencer, jupe à plis portefeuille dans le dos et ceinture nouée à la taille, s'ouvrant sur un bustier de soie à fines bretelles.

le genou-pour la journée, à terre, le soir. Ses coloris sont vifs et heartés, surtout pour les accessoires.

GivENCHY joue les contrastes en belles robes boutonnées, à grandes manches travaillées. Il ressort des dentelles bretonnes au point d'Irlande crochétées en robes du soir, maillots de bain et cardigans.

Hermès ajoute à ses séparables de sport des chemisiers et des vestes-chemises rappelant les casques de jockeys en satins unis ou rayés.

Bernard Devaux chez Lanvin « Diffusion » alterne les couleurs douces des tailleurs à jupes droites et les tons acidulés en robes imprimées.

Guy Douvier pour Guy Laroche coupe ses modèles avec une ampleur modulée, surtout en jolies robes à danser en plumetis blanc sur noir. Ses jupes s'évasent d'un jeu de plis et se croisent en portefeuille dans le dos.

Yves Saint-Laurent emprunte aux « gens de la marine » cols bleus, cravates, bords et blousons, avec des jupes blanches à pont, au genou. C'est gai comme un 14 juillet à Toulon.

Per Spook taille la toile laquée beige en super-imperméables à grandes manches, portés sur des tailleurs de soie noire, d'une élégance très parisiennaise.

NATHALIE MONT-SERVAN.



YVES SAINT-LAURENT : modèle marin à blouson de laine marine sur une blouse à petit col et cravate mince, jupe à pont en gabardine de coton blanc. Le bob est en coton blanc, les gants, le sac et la ceinture rouges et les jambes restent noires.

Croquis réalisés par MARCO.

Jeux anciens

Les petits copains du Nain Jaune

Au moment où les fabricants recourent, en nombre croissant, à l'électro-nique pour élargir et renouveler leurs productions, une exposition de jeux anciens réalisés, grâce au concours de plusieurs collectionneurs, par le magasin « l'Œuf-cube » (27, rue Linné dans le cinquième arrondissement) nous rappelle que l'intérêt d'un jeu ne se mesure pas seulement à son degré de perfectionnement technique.

C'est, en effet, à des règles de fonctionnement très simples qu'obéissent la plupart des réalisations de l'époque (dix-huitième et dix-neuvième siècles), que ce soit le « billard Nicolas » où il s'agissait d'éloigner de son camp, à l'aide de petites billes en caoutchouc, une capricieuse bille de verre, ou la fameuse « Nain Jaune » que Diderot mentionnait déjà dans son « encyclopédie... »

Au fil des siècles, on découvre ainsi nombre de curiosités (jonchets, dominos, puzzles, jeux de cartes « éducatifs... ») qui, en dépit de leur intérêt légal, ont toutelo en commun d'être réalisées avec un souci remarquable du détail, le plus souvent dans des matériaux précieux

(l'ivoire, l'os...) qui ont aujourd'hui pratiquement disparu. Beaucoup de jeux exposés ont, d'autre part, un lien plus ou moins direct avec un événement historique précis : c'est le cas, par exemple, de l'échec du « Solitaire », le « Jeu de la citadelle », conçu par un noble français emprisonné, à la suite du siège de Sébastopol.

Dans leur grande majorité, ces jeux du siècle passé ont pour tant au un succès favorable puisqu'ils existent toujours sous une forme ou une autre, quand ils n'ont pas eu une descendance nombreuse comme le « Parshis » espagnol (jeu de courses de chevaux) ou le « Jeu des Filibustiers » (jeu de guerre basé sur les vents).

Les ludophiles éclairés, à qui cette exposition est d'abord destinée (jusqu'au 29 octobre), apprécieront enfin la grande diversité des puzzles présentés, et notamment l'un d'entre eux dont l'érotisme apparaît particulièrement osé pour les mœurs du temps... Voilà d'ailleurs un « orneux » dont on peut s'étonner qu'il ait été laissé inoccupé jusqu'ici par les éditeurs actuels...

ALEXANDRE WICKHAM.

Rue Frédéric-Sauton

Courte mais bonne

Partant du quai Montebello pour aboutir place Moubert, la courte rue Frédéric-Sauton est animée par quatre boutiques installées au n° 1, la plus ancienne est « Le Rouvray », spécialisée dans les patchworks et où l'on peut apprendre les rudiments de cet art. Au n° 5, Nelly Lauer présente, à « L'objet trouvé », de l'artisanat thaliois et des kilims d'Anatolie, ces tapis tissés qui ont précédé ceux à points

noués. Toujours au n° 5, Nadine Puissesseau vient d'ouvrir avec « L'éclat de verre » une boutique où elle a rassemblé de la verrerie ancienne et des pièces d'artisanat moderne. Au n° 7 enfin, Jane Bouvard expose à « La toupie savante » les jeux anciens qu'elle a potterment dénichés depuis quinze ans. Ils sont français (dix-huitième siècle) ou anglais (dix-neuvième siècle), mais tous en bois.

Le bon goût est parisien. De Sède aussi chez behr. service vépno.

Qu'est-ce qui est aussi enthousiasmant que de changer sa voiture tous les ans?

Faigoinier Super-Repas avec robinetterie Topkapı : 4.665 F. Laxabo-mirabile Thaiter avec robinetterie Topkapı : 2.110 F. (prix indicatifs moyens selon couleurs des modèles et options robinetteries *).

Jacob Delafon. Un luxe fou, un luxe sage.

* Voir au 23/10/78

DE LA BIBLIOGRAPHIE A LA SYNTHÈSE ASSISTÉE

Quand l'ordinateur vient au secours du chimiste

À cours des vingt dernières années, l'ordinateur s'est peu à peu intégré aux outils des chimistes, et en particulier des spécialistes de la synthèse organique.

Cette informatisation de la bibliographie fait gagner un temps précieux au chercheur qu'elle libère de longues heures passées à la bibliothèque.

nombre important de motifs pour couvrir l'ensemble des fonctions de la chimie organique, et un outil est toujours possible.

codent les réactions, non plus sur la base des fonctions chimiques, mais sur celle des mécanismes réactionnels.

Des critères de choix

Quel que soit le mode de codage envisagé, l'ordinateur propose un grand nombre de chemins réactionnels.

La praticabilité de la réaction définit le pourcentage de chances que l'on a d'obtenir le produit désiré dès le premier essai.

La seconde tendance laisse plus grande part à l'initiative du chimiste et à son intuition.

Un jeu de construction

Notre univers est constitué d'un nombre fantastique d'édifices chimiques — les molécules — qui peuvent atteindre un très haut degré de complexité.

Plusieurs codes ont été proposés pour permettre la manipulation automatique des structures chimiques.

Le coût matériel résulte du prix des produits engagés au départ. C'est la raison pour laquelle on insère dans la mémoire de l'ordinateur les produits commerciaux affectés d'un coefficient de un à cinq, selon leur prix.

Les programmes de synthèse, bien qu'ils soient supérieurs d'années à ceux utilisés par les chimistes, sont prêts à prendre en charge toutes les synthèses faites actuellement en laboratoire.

Muni de ces différents outils, il se trouve alors placé devant une sorte de jeu de construction. A lui de choisir les bonnes briques (les molécules de base, nommées aussi « synthons »), de les placer dans le bon ordre et de tenir compte des lois dictant la manière dont les pièces doivent être emboîtées.

Un autre type de représentation est celui des « codes topologiques » qui donnent des descriptions explicites des structures et permettent à l'ordinateur d'en avoir une image en mémoire.

Enfin, le critère d'originalité de la réaction est souvent fonction inverse de la praticabilité dans le cas des réactions devenues « classiques » ; ce critère peut être pondéré d'un terme important si l'on veut éviter une voie d'accès protégée par les brevets.

Le plus grand des intervenants ont déploré, d'une part, que les spécialistes aient tant de mal à discerner les besoins réels, actuels et futurs, des sociétés des pays industrialisés et encore plus des pays en voie de développement.

UN COLLOQUE A COMPIÈGNE

La science et la technologie européennes face aux défis de la société actuelle

La science et la technologie européennes peuvent-elles faire face aux défis de la société actuelle ? Cette question est primordiale car des réponses concrètes qui lui seront apportées dépendent le maintien du niveau de vie de l'Europe des Nations.

Pour M. Frigogline, la recherche souffre en Europe de plusieurs maux congénitaux : existant depuis trois siècles, elle s'inscrit dans des structures vieilles et parfois figées.

Le ministre des universités, Mme Alice Saunier-Seïté, est venue ouvrir ce deuxième séminaire « par intérêt », à 11 heures précises, et a son pas par devant.

Pour M. Van Hove, les universités européennes (sauf en Grande-Bretagne) souffrent du mythe de l'égalité. Personne ne songerait à mettre sur le même plan tous les orchestres et tous les violonistes.

Il est regrettable que le ministre des universités n'ait pu rester à Compiègne pour écouter les propos tenus par M. Ilya Prigogine (le chimiste belge lauréat du prix Nobel en 1977) et par M. Léon Van Hove (directeur général du Centre d'études et de recherches nucléaires de Genève, CERN).

La nouvelle culture

Tous les orateurs ont déploré le manque de mobilité des chercheurs. Tous ont souligné que le monde de la recherche est coupé du grand public.

grand public (politiciens, consommateurs, industriels, syndicalistes, hommes de la rue) sont peu ou mal informés des réalités complexes de la science et de la technologie.

La plupart des intervenants ont déploré, d'une part, que les spécialistes aient tant de mal à discerner les besoins réels, actuels et futurs, des sociétés des pays industrialisés et encore plus des pays en voie de développement.

LIVRES

L'intervention sous la mer

La médaille de l'Académie de marine a été récemment remise aux auteurs de l'ouvrage collectif La Plongée et l'intervention sous la mer.

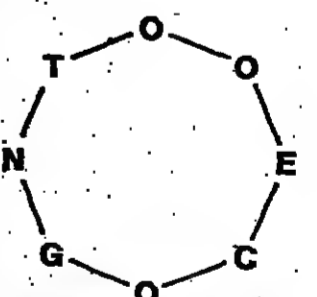
couvrent même par notre entraîneur une sanction unique : la peine de mort. Ainsi, dans la Plongée va-t-on de l'état idéal vers un état de réalité du plongeur à l'étude complète des moyens.

(1) Le Monde du 30 août.

En toute logique

COGONOTE

PROBLÈME N° 122. Un sculpteur devait graver les lettres du mot OCTOGONE aux sommets d'un octogone, dans le sens des aiguilles d'une montre.



Quelle est la gravure correcte, si le fait d'indiquer combien de lettres sont à leur place revient à donner la solution du problème ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 131. Un triangle peut-il avoir ses côtés en nombres entiers, de telle sorte que leur somme soit égale à son aire ?

Publié par MONOM COMPOSITION avec conservatoire en mémoire de... TRAITEMENT DES TEXTES

LE DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-VII organise à l'initiative des professionnels du bâtiment...

L'ACTUALITÉ

La PRO

DES ATTITUDES

ADOPTÉ

Une ba



DES TECHNIQUES
A COMPIEGNE
Technologie européennes
la société actuelle

La prévention des maladies de cœur

Du 23 au 29 octobre, la Fondation nationale de cardiologie organise, comme chaque année, dans toute la France, une Semaine du cœur (1) qu'elle a axée, pour 1978, sur la prévention.

DES ATTITUDES A ADOPTER

- 1) Augmenter la consommation des hydrates de carbone afin qu'ils représentent 55 à 60 % de l'apport énergétique (en calories).
 - 2) Réduire la consommation totale de graisses afin de la faire passer d'environ 40 à 30 % de l'apport énergétique ;
 - 3) Réduire la consommation de graisses saturées afin qu'elle représente environ 10 % de l'apport énergétique, et équilibrer avec des graisses poly-insaturées et mono-insaturées, qui devaient représenter environ 10 % de l'apport énergétique chacune ;
 - 4) Réduire la consommation de cholestérol à environ 300 mg/jour ;
 - 5) Réduire la consommation de sucre d'environ 40 % afin qu'elle représente environ 15 % de l'apport énergétique ;
 - 6) Réduire la consommation de sel d'environ 50 à 55 % pour l'adulte approximativement à 3 g par jour.
- Afin d'atteindre ces objectifs, le comité suggère les modifications suivantes dans la sélection et la préparation de la nourriture :
- Augmenter la consommation de fruits, de légumes et de céréales entières ;
 - Diminuer la consommation de viande, à l'exception des volailles et augmenter celle du poisson ;
 - Diminuer la consommation de produits riches en graisses, et substituer en partie des matières grasses poly-insaturées aux matières grasses saturées ;
 - Substituer du lait écrémé au lait entier ;
 - Diminuer la consommation de beurre, œufs et autres produits riches en cholestérol ;
 - Diminuer la consommation de sucre et de produits riches en sucre ;
 - Diminuer la consommation de sel et des produits riches en sel.

Le professeur Henry Blackburn (Minneapolis) est venu apporter à l'appui des thèses de ceux qui croient en l'action fondamentale de la prévention un certain nombre de statistiques américaines. En dix ans, aux Etats-Unis, la fréquence des maladies cardio-vasculaires a baissé de 20 %. Or cet énorme pourcentage, a-t-il noté, ne s'explique que par une intense action d'éducation et par les modifications de comportement qui en ont découlé. Ainsi, au cours de cette dernière décennie, le taux moyen de cholestérol a-t-il baissé de 4 à 5 %. Corrélativement, une réduction de 30 % de la consommation de cigarettes a été observée chez les hommes âgés de plus de quarante ans. En outre, une nette baisse de la consommation des graisses animales n'est amorcée au profit de graisses végétales (insaturées). Enfin, un meilleur dépistage de l'hypertension s'est organisé.

Ces modifications de comportement attestent incontestablement des progrès de l'éducation dans ce domaine. Mais il reste, sur ce point, beaucoup à faire, si l'on en croit une étude menée à Chicago tout dernièrement sur un échantillon représentatif de la population américaine.

En effet, 28 % seulement des personnes interrogées ont cité le tabac comme facteur de maladies cardio-vasculaires ; 21 % l'hypertension artérielle et 13 % le cholestérol ou les graisses. Surtout, seulement 1 % de l'échantillon a cité conjointement ces trois facteurs de risque, pourtant connus aujourd'hui comme déterminants. Cependant la conscience progresse nettement du caractère évitable, et non plus fatal, des maladies cardio-vasculaires, puisque 76 % des Américains interrogés ont estimé que les attaques cardiaques peuvent être évitées chez les personnes âgées de moins de cinquante ans. Par quels moyens ? C'est ici que les réponses se font les plus vagues puisque 30 % des personnes répondent « par un régime approprié » sans préciser qu'il s'agit, notamment, de diminuer la consommation de graisses. Pourtant 30 % estiment qu'il faut cesser de fumer pour éviter les maladies cardio-vasculaires et 24 % recommandent l'exercice physique.

Les règles préventives des maladies cardio-vasculaires, en effet, sont simples, comme le rappellent ce mois-ci les professeurs A. Froment et H. Milon (Lyon) (2). Il s'agit tout particulièrement :

Une campagne de lutte contre les caries dentaires

En France dès l'âge de trois ans, quatre enfants sur dix sont atteints de caries dentaires, qui touchent 90 % des adultes. Il s'agit là, d'après l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), du troisième fléau mondial après les maladies cardio-vasculaires et le cancer. De telles données expliquent que le Comité français d'éducation pour la santé sous l'égide du ministère de la santé et de la famille, ait choisi après le tabac et la nutrition, l'hygiène bucco-dentaire comme thème de sa campagne qui se prolongera jusqu'au 15 novembre. Les deux premiers messages diffusés à la télévision sur ce sujet, relayés par une action de sensibilisation auprès d'un certain nombre de praticiens de la nutrition, ont pour but de faire apparaître que les caries et le déchaussement des dents ne sont pas des fatalités.

Cette campagne d'un mois se traduira par une série de conférences et de réunions de travail destinées à modifier les comportements. D'autres mesures réclamées depuis longtemps seraient en tout cas données plus de crédibilité à l'action entreprise.

Une absence presque totale de prise en charge

Si des séances d'éducation dans les écoles ont été organisées ici ou là sur l'initiative de l'Union française pour la santé bucco-dentaire, rien ne laisse pressager l'installation de cabinets scolaires ou d'un dépistage systématique de la carie dentaire. L'état actuel de la médecine scolaire n'inclut pas, en tout cas, à l'opinion sur ce point.

D'autre part, alors que la fluoruration de l'eau, à des doses infimes, pouvait avoir un rôle majeur dans la prévention des caries, la France n'a entrepris aucune action de ce type, notamment à cause de la complexité du système actuel de diffusion des eaux. Dans des pays comme la Suisse et les Etats-Unis cette méthode est pourtant très répandue. Dernier obstacle, important à toute réelle politique de prévention dans ce domaine : l'absence presque totale de prise en charge par la Sécurité sociale de ce type d'actes ; ainsi les praticiens qui se rendent dans les écoles les font à leur frais. Les deux séances annuelles de détachement remboursées par la Sécurité sociale pour éviter justement la constitution d'une plaque dentaire, à l'origine des caries, ne le sont que sur la base de 38,50 F la séance. Or, ce tarif, d'après la plupart des praticiens, ne permet pas que le détachement soit bien fait.

La campagne actuelle devrait pour bien faire être le premier jalon d'un véritable plan de santé bucco-dentaire, autrement équilibré, que les messages informatifs. — N. B.

TROIS TOXIQUES

- 1) LE TABAC : une population de mille fumeurs a été étudiée pendant trois ans aux Etats-Unis. Il a été notamment observé que le risque de décès par maladie coronarienne est doublé dans la catégorie des fumeurs de vingt et une à quarante cigarettes par jour, par rapport à ceux qui fument moins d'un paquet ; il est multiplié par quatre chez ceux qui fument plus de quarante cigarettes par jour.
- 2) LES GRAISSES : en 1960, les graisses constituaient 15 % de l'alimentation américaine quotidienne. Elles représentent aujourd'hui 40 % en France, 45 % aux Etats-Unis. Or elles ne devraient pas constituer plus du tiers de la ration alimentaire quotidienne et seraient composées en majeure partie d'acides gras insaturés (huiles de maïs, de tournesol, pépins de raisin, soja, etc.). En effet, les acides gras saturés se trouvent dans la plupart des aliments d'origine animale, et ils favorisent le dépôt de cholestérol (le Cholestérol et Santé), la formation de dépôts athéromateux sur les parois artérielles, ainsi que des thromboses vasculaires (obstruction des vaisseaux).
- 3) LE SEL : les besoins alimentaires humains ne requièrent que 6 grammes de sel par jour, soit environ 1/2 cuillère à café. Or le sel provoque dans l'organisme une rétention d'eau, dans aggrave le poids des liquides du corps, et battement du volume sanguin. Ce qui crée l'hypertension et fatigue le cœur.

Une bactérie contre le paludisme

Une bactérie (5 microns de long, 1 micron de diamètre en moyenne) *Bacillus thuringiensis israelensis*, devrait devenir très prochainement une arme essentielle de la lutte contre le paludisme, la fièvre jaune, les filarioses, la dengue, les encéphalites et l'onchocercose (ou cécité des rivières). Toutes ces maladies parasitaires ont, en effet, un point commun : elles sont transmises par des moustiques (sauf l'onchocercose qui est transmise par une simule, c'est-à-dire une sorte de petite mouche) qui sont les vecteurs obligatoires des organismes monocellulaires ou des nématodes (des vers) responsables de ces maladies.

Pendant les deux dernières décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, on a pensé que le paludisme et les autres maladies parasitaires allaient être vaincues définitivement. Grâce à l'emploi massif du D.D.T., le nombre de cas recensés de paludisme était passé de plusieurs centaines de millions à quelques centaines de milliers. Mais depuis quelques années, les spécialistes ont dû déchanter.

Partout, actuellement, le paludisme est en progression foudroyante. Les anophèles moustiques vecteurs de cette maladie, sont devenus résistants au D.D.T. et à d'autres insecticides chimiques en Asie et en Amérique. Et, dans le même temps, le plasmodium (la protozoaire) agent de la maladie est devenu résistant à certains des médicaments antipaludéens. C'est ce qui explique que, dans la seule Inde, entre 1963 et 1977 le nombre de cas recensés de paludisme soit remonté de soixante mille à six millions. Pour le monde entier, on estime actuellement que, dans les zones intertropicales et subtropicales, le paludisme menace directement un milliard de personnes ; chaque année, il en rend malades cent millions, deux cent millions selon d'autres estimations, et tue un million d'enfants dans la seule Afrique noire.

En 1976, l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a donc lancé un énorme programme de recherche et de formation sur les maladies tropicales. Ce programme a été divisé en différentes sections dont l'une se consacre à la lutte biologique contre les vecteurs.

L'année dernière, deux chercheurs israéliens, M. J. Margalit, de la Hebrew University de Jérusalem, et M. I. Goldberg, ont pêché dans des mares, des larves de moustiques mortes infestées de bactéries. L'O.M.S. a envoyé des cultures de bactéries pour identification et études au laboratoire de lutte bactériologique contre les insectes de l'Institut Pasteur de Paris. Ce laboratoire, qui est dirigé par Mme Inguette de Barjac, est, en effet, depuis 1965, le centre international de référence de *Bacillus thuringiensis*, utilisé depuis le début de notre décennie, grâce à des succès obtenus par l'Institut Pasteur et par l'Institut national de la recherche agronomique, dans la lutte contre certains insectes ravageurs des cultures et des forêts (la *Monde* du 16 mars 1972).

Comme tous les bacilles, *Bacillus thuringiensis* est un organisme monocellulaire qui se reproduit par divisions en deux, tant qu'il dispose des éléments nutritifs nécessaires. Lorsque ceux-ci sont épuisés, *Bacillus thuringiensis* passe au stade de sporulation. Chaque cellule contient alors une spore entourée d'enveloppes résistantes et un cristal (parfois deux ou trois cristallins) de protéine toxique pour les larves de lépidoptères (un ordre d'insectes appelés couramment papillons). Sous cette forme, *Bacillus thuringiensis*, comme tous les bacilles (1) peut attendre des années ou même des décennies de retrouver les conditions nécessaires à la reprise de son stade actif.

Depuis sept à huit ans, sous le nom de Bactospéine, *Bacillus thuringiensis* est fabriqué en France par les laboratoires Roux Uclaf et commercialisé par la société Biochem. Il est d'ailleurs produit aussi, mais sous d'autres noms, dans plusieurs pays. Et il est utilisé, avec un grand succès, pour lutter contre la chenille professionnelle du pin et du chêne, contre la pyrale du maïs et du riz, contre la tordeuse verte du chêne et du mélèze, contre la tordeuse de la

grappe, contre le bombyx disparazé du chêne-litige, contre la teigne de l'olivier, et contre des lépidoptères parasites du coton, du tabac, de la canne à sucre, des choux, des fraises, du soja, de la luzerne, des haricots, des oranges, des pommiers, des poiriers, etc. Notons que la protéine du cristal, toxique pour certains lépidoptères, est d'une innocuité absolue pour l'homme, les animaux supérieurs, les oiseaux et les insectes utiles. En outre, elle n'est absolument pas rémanente et disparaît du milieu rapidement.

Les cultures de *Bacillus thuringiensis* ont été identifiées et étudiées par l'O.M.S. ont été identifiées comme étant un *Bacillus thuringiensis*, mais d'une variété particulière à laquelle Mme de Barjac a donné le nom de *Bacillus thuringiensis israelensis*. Cette nouvelle variété a, certes, des caractéristiques et des propriétés sérologiques différentes de ceux des autres *Bacillus thuringiensis*. Mais elle a surtout des capacités toxiques très élevées et très spécifiques : elle ne tue — et très vite — que les larves de certains diptères (un ordre d'insectes qui comprend, notamment, les moustiques et les simules).

A dire vrai, on ne comprend pas encore complètement pourquoi *Bacillus thuringiensis* est fatal aux larves de certains insectes. Tout ce que l'on sait pour le moment, c'est qu'il paralyse le système digestif des larves. Dès que celles-ci ont ingéré le cristal toxique, elles cessent immédiatement de s'alimenter et meurent toutes très rapidement.

Des essais en laboratoire faits sur les moustiques vecteurs du paludisme, de la dengue, des encéphalites, de la fièvre jaune et des filarioses, ainsi que sur les simules vecteurs de l'onchocercose, ont été extrêmement concluants. *Bacillus thuringiensis israelensis* est fatal à toutes les larves de ces dangereux diptères. Bientôt, des essais en vraie grandeur (c'est-à-dire dans la nature) devraient être faits, probablement en Côte-d'Ivoire, au Nigeria et en Indonésie.

Y. R.

QUE FAIRE ?

- Quelques règles élémentaires d'hygiène permettront à la plupart des adultes et des enfants de conserver une bonne santé bucco-dentaire :
- Une visite régulière chez le praticien, tous les six mois pour l'enfant, tous les ans pour l'adulte, même en l'absence de tout symptôme ;
- Un brossage régulier (matin, midi et soir, après les repas) et de qualité : les dents doivent être brossées de la gencive vers la dent ;
- Un changement de bross à dents, tous les trois mois au moins, alors que 55 % des Français, d'après un sondage de la SOFRES de juin 1977, attendent plus d'un trimestre pour acheter une nouvelle brosse à dents ;
- Une suppression de toutes les mercredis après le brossage du soir ;
- Une prudence à l'égard de certains dentifrices qui, se dissolvant mal dans l'eau, laissent dans la bouche des résidus qui peuvent provoquer des irritations ;
- Une absorption de boissons froides ou sucrées, le soir, dans la prophylaxie des caries est maintenant incontestée.

GAP WAGRAM
25 rue CARDINET - 75017 PARIS - 267-31-00
CONCESSIONNAIRE
CHOIX EXCEPTIONNEL DE VOITURES NEUVES DISPONIBLES

Quartier Latin. Ecole Ménagère
Enseignement privé mixte
ORGANISATION ET GESTION DE LA MAISON
COUPE ET COUTURE - PÉRICULTURE - CUISINE
ET DIÉTÉTIQUE - DÉCORATION - AMÉUBLEMENT
• Cours matin, après-midi ou soir (sauf samedi)
• Les inscriptions sont en permanence
• Formation continue : stages agréés.
66, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève
75005 PARIS - Tél. 033.13.44

BERLITZ OUVRE A SAINT-AUGUSTIN ET AUX CHAMPS-ELYSEES.
Saint-Augustin,
26, rue de la Pépinière, 75008 Paris
Téléphone : 522.22.23
Champs-Élysées,
35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris
Téléphone : 720.41.60
100 BERLITZ ANS
Langues vivantes. Depuis 1878. Organisme privé.

AUTOROUTE du NORD
RESTRICTIONS DE CIRCULATION
En raison de travaux de réparation à réaliser sur un ouvrage, les usagers de l'Autoroute du Nord sont informés que des RESTRICTIONS DE CIRCULATION auront lieu :
- sur l'AUTOROUTE A 1 entre les échangeurs de PERONNE et de BAPAUME,
- sur l'AUTOROUTE A2 PARIS/BRUXELLES au niveau de son raccordement avec l'AUTOROUTE A 1 entre le 6 novembre 1978 et le 31 janvier 1979
Il est demandé aux usagers de ces Autoroutes de respecter la signalisation mise en place et d'observer la plus grande prudence.

Lentilles de contact SOUPLÉS
On ne les sent plus sur l'œil.
Entrez plus douces...
Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (dort aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...
Essayez YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 522.15.52
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

LABORATOIRE DE LANGUES PHILIPS
Collèges • Lycées • Enseignement Privé • Universités et Grandes Ecoles • Administrations • Ministères • Associations et Chambres de Commerce • Banques • Industries
PHILIPS Enseignement
DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE
BP 151, 92154 Suresnes Cedex. Tél. 01.52.62.40 - Poste 960
Pour tous projets, demandez de documentation ou liste de références nous consulter en retournant la présente annonce avec votre carte de visite.
Nom _____
Adresse _____

LE JOUR DES ARTS

Gauguin au Salon d'automne.

Le Salon d'automne va fêter ses soixante-quinze ans : 1978 coïncide aussi avec le soixante-quinzième anniversaire de la mort de Gauguin. C'est pour-quoi il accueillera (du 1er au 27 novembre) un ensemble de peintures du maître de Tahiti. La glyptothèque Karlberg de Copenhague lui prête la Femme à la fleur, Aresara, l'Empire du revenant, la Gardienne de valves, et le Loure les Femmes tahitiennes. Les musées de Strasbourg, de Rennes et de Havre, ainsi que des collectionneurs privés suisses, grâce à François ont permis également que soient rassemblés vingt-deux chefs-d'œuvre de Gauguin sous la verrière du Grand Palais. De plus, le Salon présentera des sculptures qui y exposèrent entre 1903 et 1925 (Rodin, Maillol, Arp, Brancusi...), des croquis et des photos d'architectures réalisées à Paris en 1903 (Guthard, Sauvage, Frans Jourdain).

Un train-musée pour les enfants.

Un musée qui roule sur rails, c'est commode, et c'est la première fois qu'on en fait pour les enfants. C'est la première fois aussi qu'il en arrive sur la place devant le Centre Georges-Pompidou, ce mardi 24 octobre, où il restera jusqu'au 5 décembre. Dès le mois de janvier 1979, il roulera de gare en gare pour l'Année internationale de l'enfant, reliant cent douze petites et grandes villes, où on pourra visiter son exposition. Ferliane et Fidèle : une exposition d'art populaire faite de deux cent cinquante boîtes en fer blanc réemployées, venues d'Afrique, d'Indonésie, du Brésil, du Mexique, d'Iran, de France, façonnées par des artisans, des enfants et quelques-uns des artistes avec un grand A — un petit Calder, un petit Miró, par-ci par-là, histoire de montrer que l'art n'est pas de déchets méprisables. Une initiative de Danièle Giraudy et du musée des enfants du Centre Beaubourg.

Dans les galeries parisiennes.

• Kudo, galerie de Bellechasse, 10, rue de Bellechasse : vingt objets récents pour une « méditation entre futur et mémoire ». Mathias Fels, 136, boulevard Kari Pitker, 25, rue de Tournon : « Spelunca » ou les nouvelles images d'un artiste venu du puy. • Gérard Guyonard, galerie Mathias Fels, 136, boulevard Hausmann : vie quotidienne à la terrasse d'un bistrot ou sur un canapé confortable devant la télévision en des images embrouillées de personnages et d'objets dessinés à la couleur, comme en surimpression. • Jean-Pierre Viret, au Balcon des arts, 141, rue Saint-Martin : des dessins, des peintures récentes, une grande suite d'œuvres anciennes : Opéra civilisation d'un cri qui n'a dit, le dit à sa façon, mériterait d'être mieux connu. • Luis Felto, galerie Regards, 40, rue de Valenciennes : Les peintures récentes d'un peintre abstrait d'origine espagnole, qu'on n'avait pas vu depuis longtemps. • Luis Felto, galerie Bellini, 28 bis, boulevard Sébastopol : œuvres récentes d'un abstrait qui travaille toujours sur la ligne verticale.

Des livres

Pour les éditeurs, la campagne de fin d'année a commencé. Depuis le début d'octobre, ils mettent en place les « beaux livres » dont la plupart seront réduits au rôle de livres d'étrangers, en vertu d'une tradition aussi solide que désirable. En voici quelques-uns. Le Réalisme américain, de François Mathy, sur la peinture aux Etats-Unis depuis le dix-huitième siècle (Skira, 180 pages, 250 F.). L'histoire d'un thème, l'Apocalypse dans l'art, de Frits Van der Meer (Chêne, 368 pages, 420 F.). Deux volumes archéologiques : Le Temps des pyramides, premier tome des Pharaons, ouvrage collectif dans la collection « L'univers des formes » (Gallimard, 372 pages, 420 F.), et Les Celtes, de Veneslas Kruta, photographies d'Eric Lessing (Hatier, 260 pages, 300 F.). Deux aspects opposés du dix-neuvième siècle : La Gravure préimpressionniste (Boudin, Corot, Daubigny, Jongkind, Millet), de Michel Melot (Flammarion, 300 pages, 180 F.) et La Peinture réaliste au dix-neuvième siècle, de Philippe Robert-Jones (Office du livre, 230 pages, 285 F.).

Expositions

Têtes d'affiches

La collectionniste a ses raisons que le marchand ignore pas. Il en est des affiches de cinéma, depuis une dizaine d'années en France, comme du reste. Avant il suffisait souvent d'insister un peu auprès d'un gérant de salle pour en avoir à l'œil. Maintenant l'affiche de cinéma se vend de plus en plus cher. Ainal une des affiches pour les Enfants du Paradis se vendait 30 F en 1970, aujourd'hui elle en vaut 2 000. Les prix pratiqués pour la broderie sont de 400 à 1 000 F. Maintenant l'affiche de Dubout pour les films de Pagnol peut grimper à 2 500 F. (Voir le très intéressant dossier sur l'affiche de cinéma dans le Film français, numéros du 22 septembre et du 6 octobre).

L'affiche de cinéma a donc ses cotés, variables selon son ancienneté et sa rareté, sa signature et sa qualité, mais aussi selon le produit qu'elle illustre. C'est un domaine où le souvenir d'un moment du cinéma, d'un film aimé, d'un acteur préféré compte souvent plus que les considérations plastiques. Mal aisé des esthètes, l'affiche de cinéma a ses amateurs du côté des cinéphilles avertis. C'est un peu le cas de Raymond Borde, qui en a fait entrer dans sa cinémathèque de Toulouse environ 15 000. Il en a sélectionné cent, toutes d'origine française, depuis les premières, celles qui ne se différencient pas tellement des affiches de théâtre, et de concert — au commencement était le théâtre filmé — jusqu'en 1960, fin de l'affiche lithographiée et généralisation de l'offset. L'exposition est présentée à Lyon à l'Espèce d'art contemporain. Une autre exposition, à Versailles celle-là, organisée par le C.N.C., est le livre « Messages du cinéma », regroupant cent affiches de cinéma français. Elle commence comme l'autre aux débuts, mais poursuit jusqu'à aujourd'hui, l'époque de Ferracci et de quelques autres affichistes (elle présente aussi de vieux appareils de prise de vues, de montage, de projections, et des

documents). Le point de vue y est différent. A Lyon, le choix d'affiches est plutôt significatif du gros de la production, c'est l'aspect documentaire, témoignage sociologique qui prédomine (malheureusement mal présenté) ; à Versailles, on a plutôt cherché à séparer le bon grain de l'ivraie, en mettant l'accent sur l'esthétique. Ici, c'est l'affiche de Liné pour les Espions de Glouzet — jeu de masques, camouflages et repoussoirs — drôle et efficace, qui se trouve noyée dans la médiocre apparence d'un flot de têtes, de hautes languettes de regards tourrés vers la ligne bleue des Vosges ou de sourcils froncés sur fond sombre ou gulfstream.

Le sang des autres

LA, c'est l'exception qui passe pour être la règle, avec des petits chefs-d'œuvre comme l'affiche de Jean Collin pour Zéro de conduite. Le vrai visage de l'affiche de cinéma est plutôt à Lyon, parmi les portraits de vedettes plus ou moins ressemblants entourés de tel ou tel épisode du film. La création. « Ne tirez pas sur l'affichiste, il fait ce qu'il peut », a pu dire Raymond Gid (1). Et c'est vrai que l'affiche de cinéma ne facilite pas la tâche de celui qui la fait, contraintes variables

(1) Cité dans l'album Affiches de cinéma, 19 et 241, éditions J.-M. Borge et R. Martignat (éditions Delvillia, 1977).

Notes

Revue

« Futuribles »

La revue « Futuribles » consacre son numéro de septembre-octobre à la « Prospective du développement culturel ». Parmi diverses contributions qui font le point sur l'état actuel des travaux en ce domaine, celle de M. Augustin Girard, chef du service des études et de la recherche au ministère de la culture et de la communication, sur « les industries culturelles », est à lire sur « le secteur marchand de la culture », retient particulièrement l'attention.

M. Girard — qui se réfère à une vaste étude conduite à l'initiative de son service, dont une synthèse sera prochainement publiée à la « Documentation française » — note que la démocratisation de la culture se réalise depuis quinze ans « avec beaucoup plus d'ampleur et par les produits industriels accessibles sur le marché (livre, disque, film) qu'un moyen des produits subventionnés par la puissance publique. Ce système a ses défauts, mais son impact est tel que les responsables de l'action publique (maisons de la culture, maisons de jeunes, etc.) devraient, selon M. Girard, essayer de tenir compte des « machines

culturelles », pour toucher, entre la plus grande partie de la population. « Théoricien idéaliste et séducteur de l'insécurité culturelle », affirme M. Paul Laurent (P.C.). « Les machines, on ne s'y souvient pas, on les utilise », répond M. Locat. « La question est de savoir ce qu'on en fait... » — T.M.

Rock

A.C.D.C. au Stadium

A.C.D.C. est né en 1974, lorsque les frères Angus et Malcolm Young ont décidé de former leur propre groupe. Au Stadium, les musiciens se retrouvent vite. Les deux frères, âgés de dix-sept et vingt et un ans, rencontrent Ron Scott, chanteur choriste de passage qui avec ses trente ans fait un peu figure de chaperon. Philippe Ridd (batterie), et Mark Evans (bassiste) complètent cette formation cosmopolite. Grâce à un hard-rock de haute tension, A.C.D.C. devient très vite un groupe vedette en Australie, d'autant plus que les formations locales sont pratiquement inexistantes. Melbourne est une grande ville qui n'a pas de scène de vivre sur le modèle américain, mais sans grande animation. Après l'enregistrement de son premier album trois ans, A.C.D.C. s'envole pour l'Amérique en 1975 afin d'y effectuer une tournée conventionnelle de succès. Depuis, deux albums et trois tournées aux Etats-Unis ont permis au groupe de s'installer confortablement dans les hit-parades anglo-saxons. Le jeune guitariste Angus Young joue sur une image adossée en sa présentation sur scène en costume orné avec un carabine sur le dos. A.C.D.C. joue fort un rock parfois teinté de subtilité. L'album est que les musiciens se démarquent par une forme constante d'autres groupes du même style. Le groupe français Trust, qui se distingue par un excellent chanteur, assure la première partie.

ALAIN WAIR. * Le 24 octobre, à 19 heures.

Théâtre

<LA STAR DES OUBLIS>, d'Yvane Daoudi

Dernière séance dans un cinéma d'art et essai plutôt mieux. Une salle de quartier reconverte : des murs nus, de vieux rideaux rouges à plis sur lesquels gonde le mot « film ». Plus exactement « the end ». Le visage de Madeline vient de s'évanouir dans les dernières minutes de Shanghai Express. Dehors il pleut, deux femmes se sont.

Elles ne se connaissent pas mais se parlent, dérivent ensemble sur les images et les mots qui viennent de houer leur regard. Le train Shanghai extrême, voyage terre lointaine, lieux inconnus. Des clichés qui donnent une forme à leurs fantômes. Elles n'ont rien à se dire sur elles-mêmes, elles se déguisent — jouent à s'inventer des aventures communes, du luxe, des hommes, de la gloire. Elles n'ont rien de semblable à l'exception de ces images qui se sont effacées dans les brèches de leur équilibre. A l'exception du fait d'être restées là, parce que brusquement, pour toutes les deux en même temps, scintille, renaît le vrai de l'existence, c'était trop pénible. Ada (Martine Dral) est une refonction-type, mal dans son corps, résignée, égarée dans une fureur triste et des escarpins ridicules. Au contraire, la nervosité de Cherry (Yvane Daoudi) qui est assés l'autre à quelque chose de dynamique. Sa manière de faire front est particulièrement intéressante. Elle a l'habitude de lutter contre les déceptions, Ada s'y abandonne.

Le meilleur dans cette pièce

subtile, à la fois tendre et acéré — une cet été au « Gueloir » d'Arignon. — est la description d'une amitié usée dans un moment entre parenthèses. Le copinage entre filles, qui a peu à voir avec l'homosexualité, est quand même une approche immédiate, sans barrière, où tout est mis en jeu, y compris l'affectivité, la sensibilité. Et puis, bien que toutes les deux soient différentes, les mots ont pour chacune la même signification, les mêmes échos, les mêmes limites. Regardant l'autre, comme les chutes et les sur-sauts d'espoir, dégage la drôlerie du jeu et sa détresse. Il aurait été possible de moins insister sur la faiblesse des deux filles (Ada en particulier amorce une sorte de dureté), de leur laisser une chance, même si elles manquaient l'occasion de la saisir. L'affrontement aurait été plus cruel. Trop peut-être, ou glisse dans les eaux obscures d'une amertume qui froie la dérision. Et les deux comédiennes sont d'une justesse presque étonnante.

COLETTE GODARD. * Petit Odéon, 21 h. 30.

Variétés

Susana Rinaldi

Peu de femmes ont illustré le tempo. Il y en a, dans les années 20, la belle-voix Pappas Bernado, qui dirigea, à Buenos-Aires, un groupe avec le pianiste et compositeur Osvaldo Pugliese, et y fut, à la même époque, la chanteuse Armona Maxiani. Aujourd'hui un traditionnel « Estro-mocho », un « macho », mais expression vivante de toute une communauté, de ses passions, de ses désirs, forme préférée par laquelle les poètes populaires argentins s'expriment et s'expriment encore, le tempo s'est développé dans un pays où la femme, plus qu'ailleurs, peut avoir une participation limitée dans la vie sociale et économique.

Conditionne populaire jouant dans des films mélodramatiques argentins, interrompue de mélancolie, appartenant, à la fin des années 60, au mouvement de renouveau du tempo à Buenos-Aires, Susana Rinaldi s'est imposée en France depuis deux ans par la force, la violence, la fermeté qu'elle met à chanter.

d'une voix vibrante et étendue des chansons pleines de douleur, de solitude, de nostalgie et d'espoir. Voici, une fois encore, Susana Rinaldi au Théâtre de la Ville, où, pendant trois semaines, elle présente un « tour » semblant différent des précédents, moins violent, semble-t-il, mais avec cette « Estro-mocho », comme la Ballade pour un mort, d'Assis Piazzolla et Horacio Ferrer, que de mélancolie et de bangs mélodramatiques comme El Credo, d'Angel Villoldo, et, d'Angel Troilo et Homero Manzi, et le fameux Compadrito, d'Enrique Di Cioppo, qu'elle interprète plus en condition mélodramatique qu'en chanson de tempo. Et, bien entendu, Susana Rinaldi chante le mystère du son du bandoneon « qui compte à la douleur des autres » et l'amour, la douleur et la tristesse de Buenos-Aires, « qui se confondent avec les troupes ».

CLAUDE FLEUROT. * Théâtre de la Ville, 15 h. 30.

MERCREDI

LE PION VACHEMENT COOL! SUPER-CHOUETTE!

GRAND REX (2000 PLACES) VFC USC BARRIUT VFC USC ERMITAGE VFC MIRAMAR VFC MISTRAL VFC USC BOEUF VFC USC GIBELINS VFC MAGIC CONVENTION VFC LA ROYALE DISNEY VFC MAPLEDEIN VFC EN VFC VERSAILLES Dyrano - CRETEL Arlet - ARGENTEL Susana - LE PERREUX Palais de Parc PANTIN Carrefour - ENGHEN Français - GREY US - SAINT-BERMAIN C2L LA VARENE Pargnot - MONTREUIL Melles - AULNAY Parleur - SARCELLES Franckes

WALT DISNEY Peter Elliott

LYMPIA BRUNO COQUATRIX présente du 6 au 12 Novembre 1978 Location au théâtre de 11 h à 22h dans les agences par téléphone 742.25.49

photo La s

LE CHER LE GRAND MAG CIRC

LONDRES ROUNDHO TEL. 257.25

APRES 76 RE DEVIANT 60 000 PRESENTERA CE

BOUYER COLMAR TOULOUSE ESTRES GRENOBLE BIEL METZ MULHOUSE LUSIGNY

Le pa Un m Le parad sbr Penfo

S L VA

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

صوتنا من الشمال

Photo
La signature de l'artiste

Le Balcon des Arts est un nouveau lieu d'exposition, juste en face de Beaubourg : maison dix-huitième classée, atelier d'ancienne manufacture d'imprimeries et de reliures, dans le style crâpé et toilé de jadis, de luxe. L'espace est vaste et accueillera volontiers les grands formats. Lucien Clergue y expose, jusqu'au 18 novembre, trois suites de photos linéaires, qui tournent toujours, bien sûr, autour de la mer et du corps de la femme. Avec David Hamilton, Clergue est sans doute le photographe le plus populaire en France, celui qui vend le plus de cartes postales. Cela doit tenir à son érotisme sage et à son utilisation de la nature : le sable, les vagues, le soleil, les grandes herbes de la Camargue, tout ça est très artistique. On se ferait mal voir à dire qu'on trouve ces photos d'un goût bizarre, car beaucoup de gens, vraiment, les aiment beaucoup.

Tout est fait, au Balcon des Arts, pour créer un marché, calqué sur la spéculation des œuvres d'art : des petits cartons indiquent que chaque photographie a été tirée à vingt ou vingt-cinq exemplaires, avec un procédé spécial, charbon, bromure ou aluminographie. La série *Les Géantes*, tirée à trois exemplaires, a le taille d'un tableau, elle est étagée en bas à droite à la crâpe. On voit beaucoup la signature de Clergue dans cette exposition, et sur les petits panneaux on peut lire « *l'artiste tient à préciser...* » etc, etc ». Les tirages coûtent entre 1 200 F et 14 000 F, selon leur dimension, et leur matière.

Et la création ? *Les Géantes* montrent trois corps de femmes serrés, étendus sur le sable et au bord de la vague, légèrement déplacés pour que les plaines néales jouant les forêts publiques, le grain de la peau éraillée par l'eau. Clergue aime se donner pour maître Edward Weston et Harry Callahan. Dans *Cosmogonie océanique*, il poursuit une idée chère à Callahan : les traces infimes retenues par le sable, le liseré laissé par la vague, une herbe ou un caillou, ici une empreinte de pied sur une trace de pneu, et surtout les alluvions flamboyantes croisées par la mer descendante et dans lesquelles on peut deviner des chevelures, des flammes, des plumes. Mais ce qui était délicat chez Callahan devient ici plus grossier, ne serait-ce, justement, que par la grossièreté du grain. Quelques images plus que d'un noir moutonné, mousses, où éclatent quelques vilaines bulles, sont plus intéressantes.

Il y a enfin la série intitulée *Caco au grand herbier*, avec des variations de tirage, chaque image étant tirée deux fois, au charbon et au bromure. On croit d'abord à des surimpressions, mais « *l'artiste tient à préciser que ces photos n'ont fait l'objet que d'une seule prise de vue* » : Clergue a pris le corps de son modèle derrière le plastique d'une serre abandonnée. Alors les gens s'extasient de l'effet, ai de la qualité des tirages au charbon : « *On dirait vraiment des fusains* ». C'est beau, c'est artistique, ça fera très bien dans le salon. Au succès de Clergue : profit !

HERVÉ GUIBERT.
* Le Balcon des Arts, 141, rue Saint-Martin, Paris-4^e.

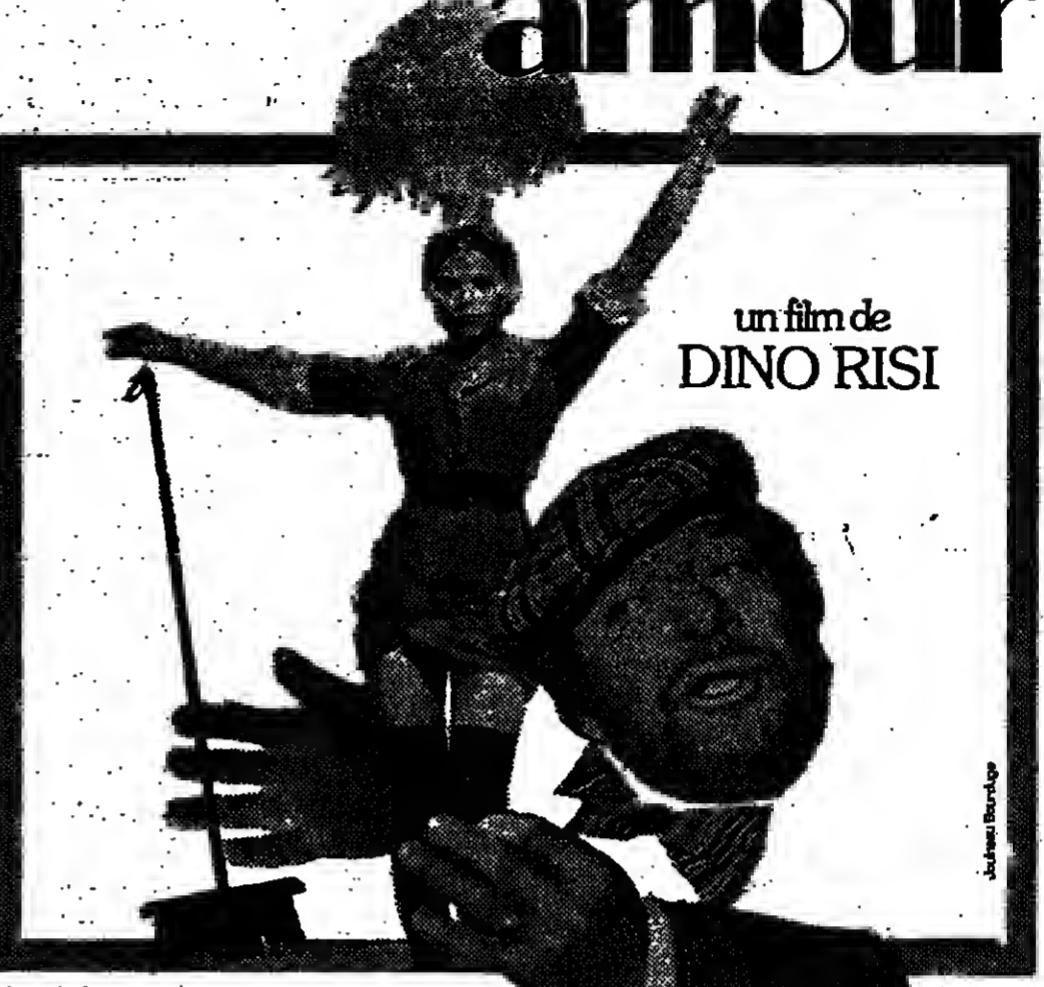
THEATRE DE L'ŒUVRE
JACQUES DUFRÈRE GEORGES WEISS
les aiguilles
de BRIAN PHILLIPS
FABRICE EBERHARD
C'EST UN REGAL... LA PERFECTION
Pierre Maréchal (Le Figaro).
UNE EFFICACITÉ TOTALE
LA PERFECTION
Jacqueline Curtier (France-Sol).
UN TRIO D'ACTEURS SUPÉRIERS
Dominique Jamet (L'Express).

MICHODIÈRE
LES RUSTRES
Prix de la Critique dramatique
Meilleur spectacle 78
DERNIÈRE
MARDI 31 OCT.
Représentation supplémentaire
LUNDI 30 OCTOBRE A 21 H.

FESTIVAL d'Automne
SAPPHIS
1978
26 octobre 20 h 30
CHAPELLE DE LA SORBONNE
Place de la Sorbonne 5^e
MUSIQUE JAPONAISE TRADITIONNELLE ET CONTEMPORAINE
KOTO - SHAMISEN
PERCUSSION - SHAKUHACHI
location
FNAC MONTPARNASSE
136, rue de Rennes 75006
Tél. 222.80.55 de 11 h à 19 h
FESTIVAL D'AUTOMNE.
Tél. 278.10.00

MERCREDI
MONTE-CARLO - RACINE - 14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE

UGO TOGNAZZI ORNELLA MUTI
dernier amour
un film de DINO RISI



avec MARIO DEL MONACO CATERINA BORATTO
RICCARDO BILLI • VENANTINO VENANTINI scénariste de RUGGERO MACCARI • DINO RISI
directeur de la photographie TONINO DELLI COLLI monteur de RIZ ORTOLANI
producteur PIO ANGELETTI • ADRIANO DE MICHELI

NE CHERCHEZ PAS LE GRAND MAGIC CIRCUS
A PARIS... ILEST SUR LES ROUTES



DU 20 DECEMBRE AU 20 JANVIER A LONDRES
ROUNDHOUSE
TEL. 267.25.64.

APRÈS 76 REPRÉSENTATIONS DES « 1 001 NUITS » DEVANT 60 000 SPECTATEURS, LE GRAND MAGIC CIRCUS PRÉSENTERA CE SPECTACLE DANS LES VILLES SUIVANTES :

ROTTERDAM	24-25-10	REGIO-DI-EMILIA (Italie)	6 au 8-12
COLMAR	27-28-10	PARME (Italie)	9-12
TOULOUSE	7-8-11	MODENA (Italie)	10-12
ISTRES	10-11-11	ORLÉANS	12-12
GRENOBLE	15 au 18-11	ANGOULEME	15-16-12
BIEL (Suisse)	28-21-11	BARCELONE	19 au 23-12
METZ	23-24-11	BREST	27-28-12
MULHOUSE	1-2-12	T.R.P. - LYON	5 au 13-1-1979
LOGANO (Suisse)	4-12		

MERCREDI




Le paradis des riches.
Un film écrit et réalisé par Paul Barge
Le paradis des riches est bâti sur l'enfer des pauvres.
Victor Hugo.

MERCREDI

SUPER-RELAXE!
LE PION
VACHEMENT SYMPA!

Mercredi

RENE GOSCINNY MORRIS et GEORGES DARGAUD présentent
LUCKY LUKE
LA BALLADE DES DALTON



Scénario et dialogue de RENE GOSCINNY MORRIS • PIERRE SCHERPA musique de CLAUDE BOILING
Coproduction de COULEURS PRODUCTIONS RAYMOND SESS • WEST PRODUCTIONS RENE GOSCINNY • LES GÉNÉRALIS • VENTURE PRODUCTIONS ASSOCIÉES

U.G.C. BIARRITZ - MIRAMAR - PARAMOUNT MARIVAUX - REX U.G.C. DANTON - MÉDICIS - U.G.C. GARE DE LYON - PARAMOUNT GALAXIE - MAGIC CONVENTION - MISTRAL - PARAMOUNT MAILLOT 3 SECRETAN et dans les meilleures salles de la périphérie

L'argent des autres
Encore 2 ou 3 films comme celui-là et nous reprendrons confiance dans le cinéma français.
LE MONDE

OPERA DE PARIS
SALLE FAVART
WERATHER
JULES MASSENET
25.27.30 OCTOBRE 2.4.6.9.11 NOVEMBRE A 19 H.30

CALENDRIER DES CONCERTS

Table listing concert events including recitals by Peter Schreier, Jennifer Smith, and Eric Satie, as well as orchestral performances by the National Orchestra of France and the Rhénan de Cologne.

CONCERTS Radio France
RECITAL DE CHANT
Peter SCHREIER

JANACEK
L'AFFAIRE MAKRUPOLSKÉ

BENEDETTI
MICHELANGELO
Beethoven

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
LOHENGRIN

MUSIQUE AU PRÉSENT
MONNET - TAIRA LEVINS - KIERWE

MUSIQUE DE CHAMBRE
BEETHOVEN

Orchestre de Chambre RHENAN de Cologne

D. FISCHER-DIESKAU
D. BARENBOIM

11 dernières Nadia

SPECTACLES

théâtres
Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Coppélia. Comédie-Française, 20 h. 30 : Six personnages en quête d'auteur.

Les salles musicales
Châtelet, 20 h. 30 : Boies de Noël.

Les autres salles
Alceste, 20 h. 30 : Sid-Ciné.

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
78.73.23 (tous groupes) et 77.82.34

Mardi 24 octobre

FESTIVAL D'AUTOMNE
EXPOSITION

La danse
Palais des arts, 18 h. 30 : Parcours cosmopolite.

Les cabarets
Au Boc Fin, 21 h. : le Grand Boart.

Les chansonniers
Caveau de la République, 21 h. :

Jazz, pop, rock et folk
Caveau de la République, 21 h. :

En banlieue
Antony, Théâtre P.-Gémier, 21 h. :

Les concerts
Lucerna, 18 h. 30 : M. Bouvet et M. Rousseau.

cinémas
Les films marqués (*) sont interdits

La cinémathèque
Chaillet, 15 h. et 18 h. 30.

Les exclusivités
ALERTEZ LES BÈGES (Fr.), Marais.

DERNIÈRES
ODEON THÉÂTRE NATIONAL

du 26 septembre au 26 octobre
TRAVESTIES

de Tom STOPPARD

adaptation française

Guy DUMUR

Centre Dramatique de LAUSANNE

du mardi au samedi à 20 h. 30.

Prix : 39, 30, 21, 14 et 8 Frs.

Etudiants : 18 Frs.

ANDRÉ BERNARD

trompette

à SAINT-SEVERIN, les quatre mardis de novembre

le 7 : avec LIONEL ROGG

le 14 : FRANS BRUGGEN

le 21 : « Trompette - 2 hautbois - basson - clavicémb »

le 28 : avec l'Orchestre tchèque LEOS JANACEK

DOSSIER 51 (Fr.) : Studio de la Harpe

DRIVER (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf

EMERAYE - BIDASSE CA FUMÉ

LA FEMME LIBRE (A. v.o.) : Tremplera

LA FEMME GÂCHÉE, film allemand

ALANHRISYA, film américain

L'AMOUR EN QUESTION, film français

GENERAL NDUUS VOILA, film français

PETER et ELLOTT LE DRA-CON

LA TRAVESSEUSE DE L'ATLAN- TIQUE

du 25 au 28 octobre

20 h 30

ensemble intercontemporain

P. Ertvös - K. Stockhausen

Risset : Mirages

Stockhausen :

Michaelis Reise un die Erde

créations françaises

M. Stockhausen, trompette

S. Stephens, cor de basset

M. Arrignon

A. Demiens, clarinettes

IRCAM

ESPACE DE PROJECTION

31, rue St-Merri 4°

loc. 278.79.95 et aux caisses

du Centre G. Pompidou

Après « Les Estivants », La Comédie de Caen

présente ses deux dernières créations :

Prélude à un déjeuner sur l'herbe

de Olwen Wynark

mise en scène de Claude Yersin

(Foyer, jusqu'au 5 nov.)

et Lenz, de Mike Stott

mise en scène de Michel Dubois

(Gémier, 24 oct./18 nov.)

Du mardi au samedi

à 20 h 30. Dim. à 15 h.

(727.81.15)

سورة الاحقاف

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

LIST (A. v.o.) : Studio Alpha... L'ACROBATIE... LA TORTUE SUR LE DOS... THE GRAND FRISON... GILFRIENDS... GOODBYE EMMANUELLE... LE JEU DE LA MORT... JE SUIS TIMOËR, MAIS JE ME SOIGNE... KOKO, LE GORILLE QUI PARLE... L'ACROBATIE LES SARRAZINES... LAST WALTZ... MIDNIGHT EXPRESS... MOLIÈRE... MON PREMIER AMOUR... LES NOUVEAUX MONSTRES... LES OISEAUX SAUVAGES... GERRARD... L'INCOMPRISE... INTERVIEW OUN COUVERT... LE JEU DE LA MORT... JE SUIS TIMOËR, MAIS JE ME SOIGNE... KOKO, LE GORILLE QUI PARLE... LA TORTUE SUR LE DOS... THE GRAND FRISON... GILFRIENDS... GOODBYE EMMANUELLE... LE JEU DE LA MORT... JE SUIS TIMOËR, MAIS JE ME SOIGNE... KOKO, LE GORILLE QUI PARLE...

Une grande famille

A l'idée d'aller au Japon dans les bagages de l'Orchestre national de France le Question de temps... Une nuit très normale... Les réceptions organisées par les ambassades, les consulates, les ministères des affaires culturelles... Claude Sarraute.

M. Lecat : trente mois pour le retour de la S.F.P. à l'équilibre

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a reçu vendredi 20 octobre M. Bertrand Labrusse, président par intérim de la Société française de production... M. Lecat a promis de proposer dans un délai de six semaines un programme d'activités assurées en trente mois le retour de la S.F.P. à l'équilibre.

MARDI 24 OCTOBRE

En raison de la grève observée par les personnels des sociétés de radio et de télévision à l'appel des syndicats S.N.R.T.-C.C.T. et S.U.R.T.-C.F.T., un programme minimum est diffusé... CHAÎNE I : TF 1... CHAÎNE III : FR 3... CHAÎNE II : A 2

MERCREDI 25 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1... CHAÎNE III : FR 3... FRANCE-CULTURE... FRANCE-MUSIQUE... CHAÎNE II : A 2

Un Film de Peter Handke LA FEMME GAUCHÈRE ACTION ÉCOLES - ACTION CHRISTINE - ACTION LAFAYETTE CAMÉRA D'OR CANNES 78 PALME D'OR FESTIVAL SAN SEBASTIAN

Place du Palais-Royal, dans les anciens magasins du Louvre le jeudi 26 octobre OUVERTURE DU MARCHÉ PERMANENT DE L'ANTIQUITE A partir du 26 octobre, en plein cœur de Paris, dans l'immeuble rénové des anciens magasins du Louvre... LE LOUVRE DES ANTIQUAIRES 240 boutiques d'antiquité

AMSTERDAMER

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,53
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENCIA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,86
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENCIA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

LAMBERT FRERES ET CIE

GRUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET DU BATIMENT, RECHERCHE dans le cadre de son développement international

INGENIEUR

TECHNICO COMMERCIAL EXPORTATION FORMATION BATIMENT

Le candidat devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans une Entreprise de Bâtiment ayant travaillé à l'exportation et accessoirement chez un fabricant de matériaux et/ou dans un bureau d'ingénierie.

Le poste à pourvoir consiste en :

- la recherche des besoins locaux en matière de constructions industrielles et bâtiments et de vente des produits du Groupe dans les pays du Moyen-Orient
- la négociation des contrats
- le suivi des réalisations

Le candidat devra parler couramment l'anglais et prévoir son installation permanente dans un pays du Moyen-Orient.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser votre CV, une photographie récente et vos prétentions à Mme LEREDE - LAMBERT FRERES ET CIE 5, rue Vernet - 75008 PARIS

Directeur de construction

réf. GZ 194 AM

ESL

LEADER EUROPEEN CHAUDRONNERIE INOX

recherche pour diriger un important chantier de constructions nucléaires à KOELBERG (AFRIQUE DU SUD) directeur de construction

Solides connaissances techniques en chaudronnerie ou mécanique, grande expérience de la direction de chantiers de construction d'usines (si possible dans le génie chimique avec contraintes de qualité importantes) habitude des contacts clients.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Durée prévue du chantier : deux ans.

Formation préalable en France.

Rémunération intéressante pour candidat expérimenté.

etap 4, rue Massenet 75016 PARIS DISCRETION ABSOLUE

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS recherche pour ses chantiers d'Afrique

2 administratifs et comptables de chantier

chargés de la préparation de toutes les pièces liées aux opérations comptables locales (caisse, banque, achats de matériaux, facturation clients...) et de la création des documents comptables de base nécessaires au traitement informatique.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise et une première expérience de chantiers B.T.P. sont exigées.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo récente sous référence 43-01 à :

FOUGEROLLE - Service du Recrutement 3, avenue Mirave Saulnier 78140 VELIZY

IMPORTANTES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DE DIMENSION INTERNATIONALE SPECIALISEES EN

INSTRUMENTATION, AUTOMATISME, ELECTRICITE INDUSTRIELLE

recherche pour la SARRE

L'INGENIEUR CHEF DE CENTRE

Il sera responsable de la gestion d'un Centre (environ 30 pers.) dans les activités suivantes : CONTROLER ET REGULER L'AUTOMATISME ELECTRIQUE INDUSTRIELLE

Il a déjà une solide expérience de la négociation des affaires, de la gestion et de la réalisation de contrats de travaux, de la conduite du personnel.

Une formation d'ingénieur en électrotechnique et une pratique courante de l'allemand sont indispensables.

Sees qualités d'autonomie et d'esprit d'entreprise seront des atouts majeurs pour sa réussite.

Rémunération : 110.000 + selon expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions avec réf. 1485 à SWEERTS, B.P. 289, 15494 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

TURQUIE

Très importante Société Industrielle FRANCO-TURQUE recherche :

- **RESPONSABLE DU DEPARTEMENT CONTROLE BUDGETAIRE**

possédant une excellente formation comptable et une première expérience dans le domaine du contrôle de gestion.

Le candidat sélectionné aura à sa charge :

- l'établissement du budget annuel ;
- l'analyse des écarts ;
- la recherche des mesures propres à l'amélioration des résultats.

Ce poste doit permettre à un candidat de valeur de déboucher dans un délai très court sur des fonctions de hautes responsabilités dans l'entreprise.

- **RESPONSABLE DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE**

Chargé de :

- étudier et proposer à la direction générale les règles de base concernant l'organisation administrative de la société et de veiller à leur application ;
- rechercher les solutions informatiques, établir et suivre la réalisation du plan informatique de l'entreprise.

Les candidats devront avoir une bonne formation comptable et informatique et une expérience récente dans le domaine de l'organisation administrative.

Pour les deux postes, les candidats devront être de NATIONALITE TURQUE

Envoyer curriculum vitae en Français à REGLE-FRASSON sur la n° T 008656 M, 83 bis, r. Béchamp, 75002 Paris.

Rech. pour ALGERIE

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL DYNAMIQUE

connaissances matériel T.P. Vitesse + leadership + indépendance C.A. + Adresser C.V. + photo et prétentions à M. J. S. 12, r. Jean-Jaures, 92000 Puteaux

Société d'ingénieurs conseil Paris, recherche la collaboration d'un consultant en

MANAGEMENT PORTUAIRE

Cet agent (type « officier de port »), possédant bien la langue anglaise se verra confier une intervention de plusieurs mois dans un site de bassin maritime. Mandat écriture sous le réf. 1294 à MEDIA P.A., 9, Bd des Italiens, 75002 PARIS ou fr. OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoire hebdomadaire, Ecr. Outre-Mer Méditerranée, 47, rue Richer, Paris-9

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Dem. le Mensuel spécialisé MONDEMPLOIS (Serv. M 78), 14, r. Claude, Paris-9

ENTREPRISE DE PREMIER-PLAN BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS recherche pour département étranger

METREUR T.C.E.

10 ans d'expérience

MISSION : estimation et mise à prix projets complexes pour opérations en pays anglophones.

Anglais indispensable

Disponible pour voyages à l'étranger

Envoyer C.V., photo et prét. sous le n° 84.194 à : CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Recherchons pour Filiale moyenne importance Société Française Pays Arabes Centrale

DIRECTEUR GENERAL DE FORMATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

40 ans minimum, nécessité expérience africaine dans poste similaire. Rémunération en fonction de cette expérience.

Veuillez adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à S.P.F.P., 83, Bd Reineval, 92181 Paris cedex 18.

Entreprise d'importance nationale Bâtiment et Travaux Publics recherche pour département étranger

INGENIEUR

Spécialiste Corps d'Etat Techniques 10 ans d'expérience minimum

MISSION : conception, rédaction pièces écrites et mise à prix projets complexes pour opérations en pays anglophones.

Anglais indispensable

Disponible pour voyages à l'étranger

Envoyer C.V., photo et prét. sous le n° 84.194 à : CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

FERODO

re 3 européens de l'équipement automobile C.A. et 4 militaires. Effectif 29 000 recherche pour son secteur Equipements Electriques pour

LONDRES et FRANCFORT

INGENIEURS de VENTES

Formation Supérieure, Grande Ecole ou Université, expérience commerciale et terrain. Cible chargée de développer les ventes de matériels des Produits Ferodo.

- En Anglais/Bilingue Anglais-Français Réf. 1326A/1
- En Allemand/Bilingue allemand-Français, nationalité allemande souhaitée. Réf. 1326A/2

Formation assurée en France. Larges possibilités de carrière internationale dans le Groupe.

Adresser C.V., présent, et photo avec la référence du poste à FERODO Service Recrutement, 43, rue Bayen, 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE RÉGION DE SFAX (TUNISIE)

recherche

UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

Candidat TUNISIEN ayant diplôme H.E.C. ou maîtrise avec plusieurs années d'expérience. Connaissances en informatique souhaitées. Âgé de moins de 40 ans.

Écrire avec C.V. sous la référence 84.022 à : SNEAP - D.C. Recrutement, 21, avenue des Lilas, Bâtiment Montreuil, - 94009 PARIS.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONES 296-15-01

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Rubrique des évidences parfois perdues de vue.

Chap. 8

Chez les partisans de la loi et de l'ordre aussi on lit les offres d'emploi du Monde.

ainsi qu'il appert des témoignages.

Pour beaucoup de Français qui se veulent conscients et lucides, tout ce qui est nouveau ne témoigne pas obligatoirement d'un progrès. Pour en juger, ils ont besoin d'informations solides et complètes. C'est pourquoi, Le Monde s'intéresse de près aux problèmes de société, aux femmes, aux jeunes, à l'évolution des mœurs, à l'émergence de nouveaux besoins...

Du dirigeant novateur au jeune diplômé soucieux de sa carrière, du cadre commercial agressif à l'ingénieur rigoureux, c'est dans Le Monde qu'ils prennent conscience de leur environnement ; c'est dans les Annonces Classées du Monde qu'ils déterminent leur avenir professionnel.

(à suivre)

Le niveau Monde est bon à prendre à tous les niveaux.

LE I...
UNE E...
D'ABILLEN...
JEUNE...
DE HAU...
REMAN...
REGI...
JEUNES M...
Kienzle Informatique
ingénieurs commerciaux
INGENIEUR
Dir...

296-15-01

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,81
AGENDA	32,00	36,81
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE P.-D. G.
D'UNE ENTREPRISE
D'HABILLEMENT ENFANT

cherche à confier à un

**JEUNE CADRE
DE HAUT NIVEAU**
ses responsabilités commerciales

MISSION :

- contact et suivi des principaux clients FRANCE et EXPORT ;
- gestion commerciale et administrative de l'ensemble de la clientèle ;
- participation à l'orientation marketing.

PROFIL :

- formation supérieure ;
- expérience réussie dans la vente ;
- connaissance de l'allemand et de l'anglais ;
- réelles capacités d'adaptation.

RÉMUNÉRATION
100.000 à 120.000 F/AN
LIEU : RÉGION LYONNAISE

Env. C.V. dét. + photo + lettre manuscrite à :
P.E. CONSEIL (R.E.Z.)
67 bis, route de la Reine
92100 BOULOGNE

**Responsable
Département Franchising**

SUD OUEST 140 000 F +

Notre entreprise (1 000 personnes) fabrique et commercialise en Europe des articles de grande consommation de bon standing auprès des détaillants spécialisés. Nous avons sur nos marchés une bonne pénétration et une image de procureur et sommes en permanence soucieux d'adapter au mieux nos produits aux besoins du consommateur. Notre développement passe par la création d'un réseau de magasins en franchise et nous en recherchons l'animateur. La mission de ce nouveau collaborateur sera d'expérimenter le fonctionnement de quelques magasins tests avant de créer et d'animer notre réseau en respectant la politique définie par la Direction Générale.

Ce poste sera confié à un homme de bonne formation commerciale (universitaire ou autodidacte) justifiant d'une expérience confirmée de la distribution moderne.

Il est nécessaire d'être très soigné et de maîtriser l'anglais.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 81009 M (à mentionner sur l'enveloppe) à :
J.P. VELLA Responsable Secteur Industrie de la mode.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKCC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

THOMSON-CSF
recherche

**INGÉNIEUR COMMERCIAL
CONFIRMÉ**

SECTEUR EXPORT MATERIELS
ET SYSTEMES DE DETECTION
ET COMMUNICATIONS SOUS-MARINES

- Grande Ecole,
- Expérience Industrielle,
- Parlant couramment Anglais (Espagnol souhaité).

PROGRAMMEUR
SYSTEME TEMPS REEL
MINI-CALCULATEUR NIVEAU V

Expérience programmation assembleur Fortran, connaissance gamme mitra appréciée.

Adresser C.V. et prêt à **THOMSON CSF/DASM**,
Service du Personnel,
route du Conquet - 92500 BREST.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ELECTROMENAGER
PREMIER FABRICANT D'EUROPE
EN LAVE-VAISSELLE

recherche

pour ses unités de production
(100 à 500 personnes)

JEUNES INGÉNIEURS

- débutants ou 1 à 2 ans d'expérience ;
- sérieux, innovateurs, autonomes et efficaces, ayant la volonté de réussir, le goût des relations humaines ;
- accès rapide à des postes de responsabilité.

Adresser curriculum vitae complet + photo à
PSYCHO 85 Conseil en Recrutement
3, rue Poincaré - 85000 LA ROCHE-SUR-YON

**chef de projet
informatique**

Les Brasseries Kronenbourg recherchent un chef de projet pour leur service informatique, à Strasbourg. Dans le cadre du développement d'un plan informatique ambitieux, sa mission sera, en collaboration étroite avec les services utilisateurs, d'étudier, concevoir et mettre en place de nouvelles applications de gestion. Pour la réalisation informatique, il sera assisté d'analystes-programmeurs dont il assurera l'animation, la coordination et le contrôle. Cette fonction intéresse un jeune diplômé d'études supérieures (Ingénieur, MIAG...) ayant assuré pendant au moins 3 ans des responsabilités d'analyse et de programmation dans le cadre d'applications de gestion. En plus des responsabilités intéressantes liées à la fonction, ce poste présente les avantages de la vie en province ainsi que des perspectives d'évolution favorisées par la taille et la diversité du Groupe BSN-Gervais Danone.

Adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. JC 02, à Jean-Claude Picot, BSN-Gervais Danone,
7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

Un fabricant de produits chimiques cherche pour son usine (120 personnes) à 120 km au sud de PARIS un

directeur

Il a pour mission principale d'améliorer la productivité en mettant au point l'ordonnement et les méthodes ; il aboutit ainsi logiquement à l'amélioration des prix de revient.

C'est un homme de 40 ans minimum, ARTS ET METIERS, E.C.P., I.C.A.M., I.N.S.A. ayant déjà dirigé une unité de production de produits pharmaceutiques, alimentaires ou parfumerie, dans lesquels le conditionnement est important.

La rémunération annuelle n'est pas inférieure à 130.000 F.

Veillez adresser votre curriculum vitae, une photo et une lettre manuscrite à M. Jacques TIXIER, à PARIS, sous la réf. 102 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach 75017 paris
24 rue de metz 31000 toulouse

**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE BASSE NORMANDIE**
recherche

**UN ASSISTANT
EN GESTION
INDUSTRIELLE**

qui aura pour mission :

- d'accueillir et d'assister les créateurs d'entreprises
- d'aider et de conseiller les P.M.I. de la circonscription en vue soit de leur développement, soit de leur redressement.

Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure ayant une expérience de plusieurs années soit dans une P.M.I., soit dans le conseil privé ou public.

Il devra s'intégrer dans un service déjà existant et posséder des qualités de contact et d'adaptation.

Rémunération : 70.000 + / annuels selon expérience.

Envoyer CV, photo et prétentions
sous référence 663 à :

CEFI 87 - 89 Avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

Dans le cadre de son développement

Kienzle Informatique

pour sa direction lorraine à NANCY

**ingénieurs
commerciaux**

Connaissance approfondie des problèmes de gestion dans les PME pour vente d'ordinateurs de bureau. Expérience de la profession d'au moins 3 ans.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à Mr L. Schmitt - KIENZLE INFORMATIQUE
10, rue de Sélestat - 67100 Strasbourg.

Pour un Groupe Chimique International

INGÉNIEUR CHIMISTE
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

150 kms 130 000 F

Ingénieur-Docteur en Chimie et âgé de plus de 32 ans, il a l'expérience de la recherche et du développement de produits minéraux à usage industriel (métallurgie par exemple). Il aspire maintenant à plus de responsabilités. Les relations extérieures sont fréquentes et de haut niveau. La connaissance de langues étrangères (allemand indispensable, anglais souhaité) est un atout majeur.

Adresser votre dossier sous n° 309 A
G.S. RECRUTEMENT
154, boulevard Malesherbes
75017 PARIS

PS Conseil

Une importante société française occupant une place de premier plan dans sa branche (chiffre d'affaires supérieur à 150 millions) recherche pour son siège situé dans une ville moyenne à l'est de Lyon un

RESPONSABLE TRÉSORERIE
80.000 F

Rendront compte au Directeur Financier et à la tête d'une petite équipe dont il assurera le contrôle et l'animation, il aura en charge la gestion de la trésorerie, des règlements fournisseurs, des comptes clients et du recouvrement. Il collaborera avec l'informatique, étudiera les prévisions à court et moyen terme et préparera les dossiers de négociation avec les banques. Ce poste doit motiver un cadre de plus de 30 ans, possédant une solide formation comptable (BTS, Ecole de Commerce) et ayant acquis l'expérience de plusieurs années de gestion de trésorerie utilisant des procédures distantes. Les perspectives de carrière sont intéressantes pour un candidat de valeur. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera négociée aux environs de 80.000 francs. Les réponses seront traitées confidentiellement par M. BUHLER.

Adresser C.V. sous référence A/342M à :
PS CONSEIL
9, rue Jacques Meyron - 69006 Lyon
Tél. (78) 52.90.63

Importante Société recherche pour le BUREAU D'ÉTUDES de sa Division « SUCRE »

INGÉNIEUR

de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures
Lieu de travail : RÉGION LILLOISE

Ecrire avec C.V. au Directeur du Personnel
BEGHIN-SAY - 59200 THUMERIES

Leader sur son marché, notre société (1200 personnes, 3 usines, 500 M.C.A.) poursuit son développement. Nous recherchons pour l'une de nos usines, un

INGÉNIEUR
capable d'évoluer vers des fonctions de

DIRECTION

Vous avez une formation en mécanique ou électromécanique et une expérience de 4 ans minimum en usine. Le développement de notre Société vous permettra de prendre à terme d'importantes responsabilités de production ou de gestion.

Dans l'immédiat, nous vous proposons le poste de

**Responsable Entretien - Bureau d'Etudes
à notre usine de Chambéry**

Merci d'envoyer Curriculum Vitae et Prétentions sous référence BLF 04 à

placoplatre SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 318 - 92506 RUEIL-MALMAISON.

**responsable
marketing** 100.000 F

Groupes Laithier spécialisés dans la production et la commercialisation de produits régionaux (C.A. 250 millions, 80 personnes) dans un secteur à fort potentiel de croissance. Le poste de RESPONSABLE MARKETING (à titre de chef de centre de la France).

Dans le cadre d'un budget défini en accord avec son supérieur, et de stratégies à court et moyen terme du Groupe, il sera chargé : de proposer et d'appliquer les activités marketing relatives aux produits existants, de concevoir les interventions des différents services ou entreprises impliqués dans ces actions, de suivre et d'évaluer l'efficacité et la rentabilité de ces actions.

Ce poste convient à un jeune ESC ou équivalent, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction de Chef de Produits - Secteur Alimentaire.

Anglais souhaité.

Pour information, écrire avec C.V. sous réf. 10.835-M à
**CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPQ 105, av. V. Hugo - 75116 Paris**

Attaché Commercial Export
Outillage Pneumatique

La Société G. RENAULT, bien positionnée sur le marché national, souhaite développer sa présence sur les marchés étrangers. D'où la recherche d'un spécialiste export.

En liaison avec le Directeur Général il a pour mission d'identifier les marchés (potentiel, concurrence...), de choisir les agents exclusifs. Affaire exigeante : assurer l'animation et le suivi.

Ce futur responsable de formation supérieure (Ingénieur ou ESC) bénéficie d'une première expérience dans l'exportation de produits industriels. Il parle parfaitement l'anglais, et la connaissance de l'allemand serait un précieux atout.

La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise. Base de travail : NANTES.

Les personnes que ce poste intéresse peuvent adresser leur dossier sous référence AE1194 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
7, rue Lincoln, 75008 Paris.

Filiale d'un groupe français, nous fabriquons des produits chimiques de base pour la pharmacie et la cosmétique. Encore toute récente, notre usine est appelée à se développer largement tout en conservant son caractère de haute technicité.

**Directeur d'usine
Sud-Ouest**

Ingénieur, de préférence chimiste, vous serez rattaché à la Direction Générale, et assisté d'une petite équipe d'ingénieurs. Vous bénéficierez, dans les domaines techniques et administratifs, de l'appui de notre siège parisien et de nos centres de recherche et de production pharmaceutique.

Nous vous proposons une rémunération élevée tenant compte de votre expérience professionnelle, que nous souhaitons à la fois technique, humaine, gestion et relations extérieures, et acquise dans l'industrie chimique.

Un profil de chef d'unité complet, que nous vous remercions de présenter (lettre, CV, rémunération) sous référence B29 M à M. Bozonnet
11, rue du Regard 75006 PARIS.

Résidence et Centre d'Aide par le Travail pour personnes handicapées physiques adultes

offre postes :

**ACCOMPAGNATEURS (TRICES)
DE VIS QUOTIDIENNE**

Types :

- Animateur (trice) socio-éducatif (base CAPASE).
- Aide soignant (e).
- Moniteur éducateur (trice).
- Autres expériences ou formations.

Envoyer C.V. détaillé et conception du rôle à :
CENTRE « LA GAUTHIERE »
quartier Saint-Pierre - Pont de l'Étoile,
13400 AUBAGNE.

Directeur de Région

C'est l'intitulé du poste que nous avons à pourvoir.

Pour nous - Entreprise leader de bâtiment G.O. - cette fonction est celle d'un Entrepreneur et comprend la responsabilité totale, sur le secteur que nous confierons, des hommes, des marchés, des résultats.

Notre choix se portera sur un cadre de haut niveau ayant 7 à 10 ans d'expérience, de forte personnalité, pouvant prouver son sens des responsabilités et son goût de réussir.

Si vous vous sentez capable d'être l'homme que nous cherchons, adressez un document convaincant à No 6.225 COFAP 40, rue de Chérol 75010 PARIS. Discretion assurée auprès des Entreprises que vous indiquerez.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,62	OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,88
IMMOBILIER	11,00	12,30	DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
AUTOMOBILES	32,00	36,61	IMMOBILIER	21,00	24,02
AGENDA	32,00	36,61	AUTOMOBILES	21,00	24,02
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24	AGENDA	21,00	24,02

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

legrand
PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS C.A. 1 milliard
offre carrières commerciales à de
jeunes diplômés
ESC, UNIVERSITAIRES, IUT, BTS etc.
Après une formation aux produits et aux méthodes de vente et de négociation ils seront intégrés à une équipe régionale, sur un secteur géographique de plusieurs départements.
Il s'agit d'une mission itinérante comportant la visite de tout le marché considéré, de l'utilisateur au distributeur.
POSTES A POURVOIR DANS CAPITALES REGIONALES.
Le recrutement aura lieu les 13 et 14 novembre à Paris.
Adressez C.V. et prêt, sous réf. 28 M 268 69, rue de Méneveau 75008 PARIS

SOCIÉTÉ ÉTABLIE DANS VILLE UNIVERSITAIRE DE FRANCHÉ-COMTÉ
recherche
INGÉNIEUR A.M.
ou équivalent
2 ans d'expérience en fabrication ou entretien
Formation de base :
Mécanique - Hydraulique - Electricité
Domaines d'action :
Fonderie Sous-Pression Alliages de zinc et d'Aluminium très astreintes.
Le Commandement s'étendra progressivement à environ 80 personnes.
Le Salaire de départ dépendra de l'expérience du candidat.
Adressez C.V. et photo à BISSON, 138, av. Charles-de-Gaulle - 82222 Neully-sur-Seine - sous n° 5.073, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS
pour E.F.P. 1000
- I.U.T. ou équivalent ;
- expérience petit système souhaitée.
Lieu de travail : CHARENTAIS.
Ecrire avec C.V., photo et présentations sous réf. T. 0908 M. REBOIS-PRESSE 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

ES60-CHIMIE recherche pour renforcer l'encadrement de son service Informatique de Gestion.
UN JEUNE CADRE INFORMATIEN
Première affectation à l'usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime).
Formation supérieure Grande Ecole ou Université.
Avoir au moins 2 années d'expérience en informatique de gestion.
Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Possibilités de carrière au niveau français et international.
Ecrire avec C.V., photo et présentations sous réf. T. 0908 M. REBOIS-PRESSE 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

POLAROL S.A.
GROUPE EUROPEEN - Première filiale recrutée
TECHNICO-COMMERCIAL
LA FONCTION :
Responsable du service technique application. Ce poste, sous la dépendance de la Direction du Marketing, sera en liaison fonctionnelle avec la Direction Technique.
LA MISSION :
Prise en main et développement du service, au dernier étant appelé à une évolution importante dans un très proche avenir.
LE PRODUIT :
LUBRIFIANTS AUTOMOBILES ET INDUSTRIELS.
NOUS RECHERCHONS UN INGENIEUR :
Niveau ENSI, diplômé de préférence Institut Français du Pétrole - moteur application - possédant de réelles capacités administratives et une expérience des contacts commerciaux à haut niveau. Anglais et/ou allemand souhaités.
Envoyer candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo (récente) et présentations à :
POLAROL S.A. - B.P. 37 - 31000 ISSOUDUN.

Importante Société, recherche pour un laboratoire travaillant dans un domaine de pointe de l'Armement dans la région, Orléans
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Profil B.E.S. 12 quelques années d'expérience pour occuper la responsabilité.
NATIONALITÉ FRANÇAISE
Envoyer C.V. et présentations n° 83.81, CONTESSÉ P., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Nous sommes un Laboratoire lyonnais. Sa forte expansion en France et à l'étranger. Nous créons notre service juridique et recrutons :
UN JEUNE CADRE
Il est licencié en droit et possède 5 ans d'expérience au sein du service juridique d'une entreprise industrielle ou d'un cabinet conseil, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.
Sa responsabilité couvrira les questions concernant :
- Le droit des sociétés ;
- La propriété industrielle ;
- Les contrats (licences, distribution) ;
- L'immobilier ;
- Les assurances.
Adressez C.V. détaillé, photo récente et présentations sous n° 47 à P.P.E.L. B.P. 61221 Lyon Cedex 1.

TELIC
POUR SUITE SON PLAN DE RECRUTEMENT ET RECHERCHE POUR SES SERVICES D'ÉTUDES A STRASBOURG
UN INGENIEUR ELECTRONICIEN
Avec une bonne formation en électronique logique ou analogique.
Ce poste est à pourvoir au sein des services techniques qui assurent la responsabilité du développement de sous-ensembles ou d'ensembles pour des systèmes de communication numériques utilisant les technologies de pointe, notamment les microprocesseurs.
Une expérience de deux ans au minimum et une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.
Envoyer C.V. et présentations à :
TELIC - 206, route de Colmar, 67023 STRASBOURG CEDEX.

THOMSON-CSF
Centre ELECTRONIQUE de BORDEAUX-PESSAC
INGÉNIEUR
Grande Ecole (A.M., E.S.E. ou équivalent) pour services organisation-production.
Bonne connaissance de l'informatique.
Expérience de gestion souhaitée.
Dépasse des obligations militaires.
Ecrire avec curriculum vitae et photo au Service de Personnel, Boite Postale 94, 33003 PESSAC.

MARSEILLE
Vous désirez vous spécialiser dans :
LA LOGISTIQUE ET LE TRANSPORT
Stage rémunéré par l'Etat du 6/11/1978 au 4/3/1979 sous conditions :
- avoir moins de 28 ans ;
- formation : Ecole Sup. de Commerce, Licence, D.E.U.G., D.U.T., Gestion, Droit, Sciences Eco.
Envoyer curriculum vitae à A.F.T., 988 bd Henri-Bardier, 13018 MARSEILLE - Tél. : (01) 46-70-02.

Société d'Expertise Comptable recherche collaborateurs experts-comptables ou comptables inscrits ayant une expérience approfondie du cabinet avec résidence à LILLE, BOURGEOIS, LE MANE, NANCY, NANTES, RENNES et stagiaires avec D.E.C.S. pour NANCY. Ecr. n° 808 à la Monde Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris.
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES
PRÈS VERRILLLES recherche pour chambre longue durée Région SUD-EST
INGÉNIEUR DÉBUTANT
Diplômé GRANDES ÉCOLES (CENTRALE, ARTS et MANUFACTURES, CENTRALE LYON, ARTS et MÉTIERS, MINES) ou Écoles techniques régionales (ECAM, MICRO-MÉCANIQUE, BESANCON).
TECHNICIENS SPÉCIALISÉS
Compétence en NIVEAU V Possédant expérience et polyvalence. Nationalités françaises. Avantages sociaux. Il sera répondu à toutes les candidatures.
Adressez C.V. détaillé et prêt, n° 83.37, Contesse Publi-Éc., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

offres d'emploi etap

Secrétaire général
référence CK 197 AM
IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL (MÉTALLURGIE) GRANDE VILLE RÉGION RHÔNE ALPES
recherche son Secrétaire Général, formation supérieure juridique spécialisée en droit du travail ayant une solide expérience dans le domaine social et capable de :
- collaborer avec le Président pour l'animation et la gestion de l'organisme, à l'assister et de conseiller les entreprises adhérentes (en particulier sur les plans : formation, salaires, problèmes sociaux...),
- assurer les relations extérieures (relations professionnelles au plan national, réunions paritaires, liaisons avec les autorités départementales...).
Ce poste nécessite une expérience de plusieurs années en entreprise.
Rémunération : 120.000 +

Un ingénieur grande école
référence BU 189 AM
UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCES - 3.000 PERSONNES - EN PROGRESSION CONSTANTE renforce ses structures ORGANISATION - MÉTHODES - INFORMATIQUE et propose postes formateurs et évolutifs à candidats à fort potentiel débutsants ou un an d'expérience (une première expérience en informatique serait appréciée).
Nous recherchons UN INGENIEUR GRANDE ÉCOLE (ECP - MINES - SUP AÉRO - ESE - ENSI - IDN) + si possible une formation économique (AE - SC. ÉCO.) ou juridique.
UN DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE DE GESTION (SC. PO - ESSEC - ESCP) + une formation statistique ou scientifique.
Intégrés dans une équipe pluridisciplinaire, ils seront formés pour assurer des "études" d'organisation :
- analyse et diagnostic des problèmes,
- définition des procédures et systèmes,
- coordination constante entre l'informatique et les services utilisateurs,
- suivi des applications (formation des utilisateurs, information...).
Postes à PARIS.

Un diplômé grande école de gestion
référence CV 190 AM
DEL MAG FRANCE
MATÉRIAUX SPÉCIAUX POUR T.P. - SIÈGE ET ATELIERS MAUREPAS (YVELINES)
Recherche Directeur Comptable et Financier. Ce poste peut convenir à un candidat ayant de très solides connaissances en comptabilité, au niveau I.E.C.S. et ayant une expérience confirmée des problèmes financiers et administratifs, lui permettant d'assurer la responsabilité de ces diverses tâches dans une société de 30 personnes, filiale d'un important groupe allemand.
Langue allemande ou anglaise souhaitée.
Traitement : 100.000 F

Ingénieur technico-commercial génie chimique
référence J 196 CM
LE CARBONE LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE
spécialisé dans la fabrication de produits industriels aux applications très diversifiées (industrie électrique, chimique, mécanique) recherche ingénieur Technico-commercial, génie chimique, 3 à 5 ans d'expérience, et étudie et établit des offres techniques et commerciales de matériel de génie chimique, à calculs de dimensionnements d'appareils, estimation des prix, devis, et suivi des affaires, et appui à la force de vente. Anglais indispensable, allemand souhaitable. Connaissance génie chimique, process thermique BE souhaitable.
Poste pouvant convenir à un candidat ayant le goût des responsabilités et disponible pour des déplacements occasionnels de courte durée, France et étranger.
Poste à Paris.

etap

Dans le cadre du développement de son système informatique
Parfums ROCHAS
POISSY (78) recherche
INFORMATIEN
Collaborateur du responsable de l'informatique, il aura la responsabilité du développement de nouvelles applications.
Pour ce poste évolutif - qui comporte aussi des missions de courte durée dans les filiales européennes - il convient de posséder une très bonne expérience de l'analyse et de la programmation, adaptés à l'écoulement sur matériel M.S.64.
Anglais impératif souhaité.
Adressez C.V. détaillé sous référence 4168/M.

MINISTÈRE PARISIEN
recrute
JURISTE
Spécialiste en droit public, ayant expérience des contrats publics notamment en matière de marchés.
2 diplômes d'études supérieures appréciés.
Envoyer lettre manuscrite + C.V. et présentations sous réf. 5.118 à P. LICEAU S.A., B.P. 320, 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

PARFUMS ROCHAS
Conseil en recrutement
19 RUE SAINT-HONORÉ 75001 PARIS

NOTRE GROUPE D'ENTREPRISES DE BATIMENT
pour son siège (PARIS SUD) son
RESPONSABLE JURIDIQUE
Il sera le conseil des services du siège et des entreprises associées.
Il assurera la gestion juridique des marchés, contrats, assurances, contentieux.
Il témoignera d'une expérience confirmée des problèmes juridiques, administratifs et fiscaux propres aux professionnels de la construction et de la promotion.
Il sera si possible disponible rapidement.
Les candidatures (C.V., photo et présentations) seront adressées sous n° 8.335, et la Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75007 PARIS (P).

THOMSON-CSF
recherche pour l'une de ses divisions de la région parisienne
UN CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENTS-ACHATS
Battaché au Directeur de la Division, sa mission sera de promouvoir la fonction d'approvisionnement-achats, aussi bien auprès des services internes que des fournisseurs.
Le candidat devra avoir l'expérience industrielle de cinq années au minimum dans un poste similaire. Être capable d'analyser rapidement l'ensemble des secteurs de la fonction et de proposer la mise en place de nouvelles structures, adaptées à l'évolution des activités de la division.
De préférence, il sera de formation supérieure, technique ou commerciale, sachant négocier à haut niveau et amener les hommes, au travers d'une conception moderne et dynamique de la fonction.
Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et présentations à THOMSON C.S.F. direction industrielle d'approvisionnement, 101 boulevard Murat, 75771 PARIS CEDEX 16.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU TERTIAIRE
recherche pour PARIS
JEUNE HOMME ou JEUNE FEMME
- Avoir esprit scientifique.
- Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Licence mathématiques, solubilité Grandes Ecoles d'ingénieurs...),
- Apte à travailler en équipe,
- Une formation complète étant dispensée au sein de l'entreprise, aucune expérience professionnelle n'est requise.
Ce poste fonctionnel peut évoluer à moyen terme vers des responsabilités opérationnelles.
Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé et prêt, sous le numéro 31073 B, à BEAU PUBLIÉCITÉ, 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Jeune de 1978

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

AUCHAN

jeunes responsables commerciaux
DANS UNE DES PREMIÈRES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION FRANÇAISE

Vous êtes :

- diplômé d'Etudes Supérieures
- vous possédez l'esprit commerçant
- vous avez le courage de vos ambitions
- vous savez entreprendre et décider
- vous êtes capables de diriger et d'animer des hommes de bon niveau.

Nous vous offrons :

- une école enrichissante sur le plan humain, et sur le plan professionnel
- une large délégation :
 - la responsabilité d'une partie du magasin
 - la définition de votre politique, de votre gamme et de vos objectifs
 - la responsabilité de votre personnel
- l'évolution de la rémunération est liée aux résultats économiques et humains
- une évolution de carrière grâce à une politique active de promotions internes et d'expansion

Si notre proposition vous intéresse, nous vous attendons et serons heureux de vous recevoir. Envoyer CV détaillé et photo sous référence 0 100 4 M. Christophe DUBRILLE - Directeur Régional AUCHAN - avenue Joffre - 64120 FONTENAY-SOUS-BOIS

vallourec

1er Fabricant Français de Tubes d'Acier

INGENIEUR PROMOTION

Framouvoir, avant prise de commande, des produits de haute technicité destinés au FORAGE du PETROLE.

Conseiller techniquement les décideurs : Sociétés Pétrolières, Sociétés d'Équipement de puits de pétrole.

Contacts à haut niveau, voyages fréquents.

Expérience indispensable de 3 à 6 ans comme Ingénieur Pétrolier à l'étranger. Excellent anglais, même technique. Nationalité Indifférente, 1ère affectation à Paris. Possibilité transfert pays étrangers ultérieurement.

(Réf. 59,78 A)

INGENIEUR ou Assimilé
pour ASSISTANCE CLIENTELE PETROLE sur CHANTIER

Assurer la présence de Vallourec sur les chantiers de forage par des visites périodiques pour assister et former techniquement les utilisateurs des produits tubulaires à haute technicité.

Expérience pétrole serait très appréciée.

Anglais parlé nécessaire. Autres langues seraient un avantage. Nationalité Indifférente.

Résidence en usine, 2 heures de Paris (logement assuré). Nombreux déplacements, courte durée.

(Réf. 57,78 A)

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous référence correspondante à Mme Vazires - VALLOUREC 7, Place du Chancelier Adenauer 75116 PARIS.

GOOD YEAR
CHEMICALS
EUROPEAN CHEMICAL
DIVISION
département peintures
Nous recherchons un jeune

ingénieur chimiste
vente technique
France et exportation

ANGLAIS IMPÉRATIF

Ingénieur de formation, jeune d'esprit et très entreprenant, il sera chargé pour la France, la Belgique et le Marocco, de promouvoir nos produits auprès d'une clientèle de fabricants de peintures et revêtements de surfaces, ainsi que d'animer notre réseau de distributeurs. Il aura une première expérience de la vente et de l'assistance technique à la vente, acquise dans la profession et possèdera de solides connaissances de l'anglais. Ce poste, basé à Roull, permettra à cet ingénieur actif et performant de donner sa mesure dans un contexte évolutif.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par l'information Carrière SVP 11-11 qui donnera rendez-vous aux candidats concernés. RM. 445

Information Carrière SVP 11-11
On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Vous êtes

- ingénieur informaticien, (Réf. 10204/M)
- analyste-programmeur, (Réf. 10205/M)
- programmeur, (Réf. 10206/M)

Vous avez une expérience de 1 à 6 ans en COBOL, ASSEMBLEUR IBM, PL1, IMS/DL1, CICS, IDS/TDS,

sema informatique

l'une des divisions de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, vous propose un poste dans une entreprise dynamique vous permettant :

- de vous tenir au courant des évolutions techniques,
- de construire une carrière en fonction de vos résultats,
- de changer de cadre de travail tous les 2 ans environ (Paris, Province, Étranger).

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hejage, Sema-Sélection : 82126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Berbès.

sema Conseil, Études, Ingénierie INFORMATIQUE, MARKETING ORGANISATION, FORMATION

Immobiliare-France
promoteur-constructeur

Filière d'un important groupe étranger recherche un ou une

chargé(e) des études et de la publicité

Mon effectif pour mission :

de faire, ou de sous-traiter (ou les contrôler) les analyses de marchés des projets à l'étude ou en cours : clientèle, produits, prix, concurrence, et accompagnement, de mettre en place avec l'aide de concours extérieurs le marketing et la publicité des programmes.

Ce poste conviendrait à un ou une jeune Cadre de formation supérieure ayant une première expérience des études de marchés, acquise dans un Cabinet spécialisé (études générales et/ou immobilières).

Les dossiers de candidatures (CV + photo + rémunération actuelle) - sous réf. 1584 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Etablissement Financier de dimension internationale recherche pour la branche Assurances collectives

adjoint au chef de service technique

- Il participera à la conception de la présentation des résultats d'exploitation.
- Il assistera et contrôlera les services utilisateurs dans l'application des méthodes définies ci-dessus.
- Il assistera les services concernés dans l'analyse des résultats financiers et des statistiques.

Le candidat recherché sera âgé de 28 ans minimum, possèdera un BTS en statistiques, ou sera issu de l'ancien cycle court de l'ISUP et aura si possible une formation complémentaire de gestion.

Expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le secteur Assurances-Vie est indispensable.

Adr. CV détaillé + photo + salaire actuel à

CARRIÈRES SERVICES 19 rue de la Paix
Conseil en recrutement 75002 Paris

Centrales d'Achat
Chef des Ventes

CONFECTION FEMININE PARIS

est la première entreprise française de confection féminine de grande diffusion. Elle réalisera en 1978 un chiffre d'affaire de 150 millions de francs hors taxes avec un effectif de 1 200 personnes réparties entre le siège social et les 3 usines.

Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge, sous l'autorité du Directeur de la division commerciale, la commercialisation du produit robe, chemisier et jupe, auprès d'une clientèle de centrales et de grands magasins. Il est à la fois un homme de marketing : participation à l'élaboration de la collection en fonction des besoins de la clientèle, et un homme de ventes : prévisions de ventes, contacts et négociations (délai - quantité - prix) avec les clients. Il est jugé sur la réalisation de ses objectifs (prises d'ordre et marge).

Une expérience de vente d'articles d'habillement auprès de ce circuit de distribution est nécessaire.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle ss la réf. 807251 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Première entreprise française d'ingénierie, nous réalisons des ensembles industriels de très grandes dimensions, intégrant des développements technologiques avancés.

Nous désirons recruter, pour le Département "Études" deux

INGENIEURS
CALCUL DE STRUCTURES

qui animeront chacun une équipe d'ingénieurs spécialisés, au sein de la section "Calculs".

De formation Grande Ecole (X, Centrale, Mines, SUP AERO, ENSTA...), ils ont une sérieuse expérience du calcul de structures métalliques, acquise de préférence dans une entreprise du secteur pétrochimique, aéronautique ou nucléaire.

Candidatures et CV, sont à adresser, sous la réf. 30760 à

Havas Contact
156, boulevard Haussmann
75008 Paris qui transmettra.

GRUPE INTERNATIONAL
LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE

Plusieurs unités de production
Plusieurs filiales à l'étranger

recherche pour l'une de ses divisions opérant sur le marché automobile

LE DIRECTEUR COMMERCIAL
35 ans minimum

Il sera pleinement responsable de l'élaboration de la politique commerciale, de l'établissement des budgets de la gestion et l'administration de l'ensemble de ses services et des résultats de son département.

Homme de décision, le candidat aura des qualités d'animateur, expérience dans le domaine commercial indispensable.

ANGLAIS SOUHAITÉ

Ecrire avec prêt. et C.V. à n° 83.877 CONTESSE
Publ. 20, av. de l'Opéra, 75002 Paris Cedex 01, 9 tr.

Articles de Luxe

Directeur commercial
180 000 F

L'un des grands de la Haute Couture, en forte expansion grâce au rayonnement mondial de son nom, lance une nouvelle ligne de produits : briquets, montres, stylos de grand prestige.

Il cherche, pour définir la politique de distribution de ces articles, créer et mettre en place, puis animer et contrôler le réseau de points de vente, en France et à l'étranger, un Directeur Commercial.

Ce poste convient à un cadre de vente, homme ou femme, bilingue anglais, connaissant les problèmes de la commercialisation, à échelon international, d'articles de grande marque, et apportant la preuve de sa réussite dans un poste d'un niveau de responsabilité équivalent.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé sous référence 23515/M à M. FOURNIAT - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallien, 92152 SURESNES. Discretion assurée.

Nous sommes filiale d'une société allemande leader dans le domaine biens d'équipement pour la métallurgie. Nous recherchons pour notre bureau de PARIS-SUD

CADRE
TECHNICO COMMERCIAL

Il devra être jeune, éventuellement débutant, dynamique et avoir une bonne connaissance de la langue allemande.

Dépendant directement du Directeur, il sera responsable du développement commercial de l'assistance technique et de la gestion d'un secteur couvrant le tiers de la France.

Adr. C.V., photo et prêt à M. SCHUMANN, 10, rue Henri-Beque, 75013 PARIS.

GRUPE INDUSTRIEL
recherche pour son
ETABLISSEMENT DE LA REGION NORD DE PARIS

le futur patron
de sa comptabilité analytique

Ce jeune cadre de formation supérieure (DECS, maîtrise de gestion) devra justifier d'une première expérience professionnelle acquise dans un service de comptabilité ou de gestion au sein d'une firme importante.

En outre, il possèdera les connaissances techniques et les aptitudes humaines qui feront de lui le responsable d'une équipe après une période d'intégration de dix huit mois au minimum.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à N° 84068, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Adjoint au Directeur des Relations Sociales

POUR IMPORTANT GROUPE MECANIQUE
6500 Personnes - 13 usines
100/130.000 F an
30 ans environ, c'est un homme qui dispose déjà de 3 à 6 années d'expérience dans la fonction personnelle. L'essentiel de sa responsabilité portera sur la GESTION DES CADRES et les questions de REMUNERATIONS pour l'ensemble du groupe. Une expérience de recrutement et des problèmes de formation est souhaitable.
réf 655 MI
Envoyer CV en précisant la référence qui peut vous intéresser. Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler. Discrétion absolue et réponse assurée.

Secrétaire Général
GESTION, FINANCES, PERSONNEL

POUR SOLIDE SOCIÉTÉ DE COGNAC
120/150.000 F an
30 ans min., de formation supérieure, il dispose déjà de au moins 5 années d'expérience de gestionnaire. Il sera responsable auprès du Directeur Général du contrôle de gestion (établissement et suivi de l'ensemble des budgets), de la politique financière (à court et moyen terme), de la gestion du personnel et des problèmes d'organisation de l'entreprise.
réf 655 MI
Siège Cognac.

Ingénieur Commercial
FRANCE ET EXPORT

110/130.000 F an
Le titulaire, de formation ingénieur ou commerciale supérieure, dispose d'une expérience confirmée dans la vente à haut niveau de matériels d'équipement. Ce poste à caractère technique implique de fréquents déplacements.
L'Anglais est indispensable, une deuxième langue est souhaitable (en particulier l'espagnol ou l'italien).
réf 654 MI
Siège Orléans.

GFC 110 rue de Sèvres 75015 Paris

Ingénieur d'Affaires
REGION LYONNAISE

30 ans environ, c'est un ingénieur électrotechnicien doué d'une forte personnalité et disposant de 4 à 6 années d'expérience en travaux d'installations électriques industrielles. Il s'intégrera à une équipe de 80 personnes. Sérieuse évolution au sein de l'entreprise pour une personnalité ambitieuse et dynamique.
réf 648 MI
Envoyer CV en précisant la référence qui peut vous intéresser. Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler. Discrétion absolue et réponse assurée.

Adjoint au Chef du Département Tertiaire
PARIS ET EXPORT

30 ans min., c'est un ingénieur disposant d'une solide expérience en TRAVAUX D'ELECTRICITE et BATIMENTS INDUSTRIELS (hôpitaux, bureaux, centres, intervenant tant en Région Parisienne qu'à l'étranger). La connaissance de l'Anglais serait un sérieux atout.
réf 649 MI

Ingénieur d'Affaires
REGION ROUENNAISE

28 ans minimum, ingénieur diplômé, il dispose de 2 à 4 années d'expérience en travaux électriques et connaît bien la région. Il s'intégrera à une équipe très dynamique au rythme de travail élevé.
réf 650 MI

GFC 110 rue de Sèvres 75015 Paris



18 agences en France
Plus de 400 systèmes et 5.000 postes déjà installés.

Nous diffusons les produits informatiques CSEE, SAGEM, SAT et sommes présents sur l'ensemble du marché.
• SAISIE : multiclaviers • GESTION : multipostes/multifonctions
• TRANSMISSION : réseaux : Modems, Terminaux
Pour renforcer notre dispositif commercial, nous recherchons :
RESPONSABLES D'AGENCE
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX
EXPÉRIMENTÉS
Ces postes sont à pourvoir immédiatement à Paris et en province.
Écrivez à G3S INFODIF-201, rue de Valenciennes, 75013 PARIS. Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ d'INGÉNIEURIE
de systèmes informatiques.
Implantée en banlieue Sud recherche

des ingénieurs confirmés
débutants
(X, Centrale, ESE, INSA Informatique)
Electroniciens et/ou informaticiens pour réaliser sur mini et micro-ordinateurs des systèmes temps réel industriels et téléinformatiques.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence VISET (mentionnée sur enveloppe) à :
Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Verneil, 75008 PARIS.



vallourec

1er fabricant français de Tubes d'Acier

chef des services administratifs

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous avez une expérience de quelques années dans une usine ou une PME, en comptabilité, gestion et législation sociale.
Vous assurerez, au sein de notre usine de Dunkerque (250 personnes), la supervision de la comptabilité, le suivi des budgets des frais de gestion de l'usine, l'embauche et le suivi de la formation. Vous serez responsable des approvisionnements et de la gestion des stocks.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle à Madame VARENE - Référence 34.78 A
VALLOUREC - 7, Place du Chancelier Adenauer 75116 PARIS.

responsable recrutement

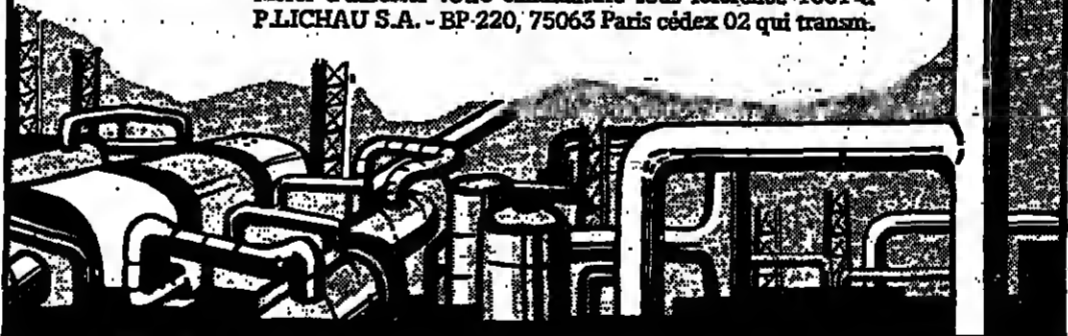
La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii Honeywell Bull, Direction Marketing France, recherche un(e)
Chargé(e) de Recrutement
Formation Ingénieur ou Sciences Humaines,
• expérience de 2 à 3 ans du milieu "Entreprise" souhaitée.
Le poste comporte un double aspect :
- recrutement de personnel pour le compte de la Compagnie elle-même
- recrutement de personnel Informaticien pour le compte des clients de la Compagnie
• déplacements en province à prévoir.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 11M à Cii Honeywell Bull Direction Marketing France Poste de courrier 1 F 107, 61-63, rue d'Avron, 75980 Paris Cedex 20.
Cii Honeywell Bull

INGENIERIE NUCLEAIRE

Engineering et Constructeur d'Ensembles Electromécaniques nous recherchons pour les intégrer à la réalisation d'un nouveau projet, deux

INGENIEURS D'AFFAIRES

Diplômés grande école, ils auront déjà participé à la réalisation de grands ensembles industriels et disposeront de compétences incontestables en circuits fluides, techniques de soudure, métallurgie d'équipements lourds et mécanique chaudronnerie.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 1551 à P.LICHAU S.A. - BP-220, 75063 Paris cedex 02 qui transmet.



chef de produit



La Société Européenne de Brasseries propose à un assistant chef de produit, actuellement dans une société de produits de grande consommation, de devenir le chef de produit qui participera activement à la définition de la stratégie et gèrera le budget publicitaire promotionnel de CANADA DRY.
La pratique courante de l'Anglais est impérative en raison des nombreux contacts avec Canada Dry International.
Ce poste intéresse un candidat de forte envergure, visant la responsabilité marketing d'une grande marque et désireux de s'intégrer au Groupe BSN-Gervais Danone dont la taille et la diversité offrent de larges perspectives d'évolution.
Lieu du poste : Sèvres (92).
Adresser votre candidature avec c.v. détaillé, sous référence JC 01, à Jean-Claude PICOT, BSN-Gervais Danone - 7, rue de Théron, 75008 Paris.
bsn.gervais danone

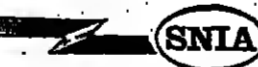
service du personnel

PARIS-SUD/100.000 +
Dans un groupe connu employant 4.000 personnes la fonction personnelle du siège gère 800 employés et cadres.
Ce poste de cadre fonctionnel, directement rattaché à la Direction, comporte des responsabilités étendues : bilan social, documentation juridique et sociale, gestion complète du personnel, budgets, contrôle de la paie etc...
Agé d'au moins 28 ans, de formation supérieure, vous avez déjà 5 ans d'expérience pratique du service du personnel acquise dans une entreprise de construction mécanique ou similaire.
Voici pour vous l'occasion de développer votre carrière dans une société solide et à un poste d'avenir.
Adresser votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V., photo + rémunération souhaitée à GEMO, 32, rue Pierre, 92200 Neuilly, qui étudiera confidentiellement votre candidature sous référence CH-67 M.
GEMO

GROUPE PUBLI-SERVICE
recherche pour une de ses Agences filiale

PUBLICITAIRE de HAUT NIVEAU

Sa Mission :
- Appliquer la politique de développement de l'Agence (et obtenir des résultats).
- Dynamiser une équipe en place.
- Agir quotidiennement au niveau de la créativité.
Il devra :
- Avoir entre 30 et 35 ans.
- Avoir une expérience agence de 3 à 5 ans.
- Être très "new-business minded".
- Être plus un homme de terrain qu'un théoricien.
- Connaître les secteurs de l'immobilier, de la Maison, du Tourisme, des Loisirs...
- Avoir déjà animé une équipe.
- Avoir la volonté de remplir, à terme, des fonctions de Direction.
- Avoir une bonne pratique de l'Anglais.
Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous saurons satisfaire vos exigences.
Envoyez vite un mot à : Jean-Pierre LEBRAUD, 16, av. Perrichont, 75016 PARIS, en précisant les grandes lignes de votre carrière et vos prétentions.



SNIA FRANCE
Société française du groupe SNIA-VISCOSA (40 000 personnes dans le monde) recrute pour développer ses ventes d'un technopolymère de hautes performances un

VENDEUR CONFIRMÉ
Matières plastiques

Diplômé de l'enseignement supérieur ou autodidacte de valeur son expérience commerciale dans le secteur plastique (3 ans minimum, de préférence dans une grande entreprise du secteur) lui permet de prendre en charge une clientèle diversifiée et exigeante.
Une connaissance de l'anglais et / ou de l'italien serait un atout.
La responsabilité territoriale du candidat recruté s'étendra à toute la France, mais le poste est basé à Paris.
Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un C.V. + photo à SNIA FRANCE, Division Chimie 28 rue Bayard 75008 Paris.

JEUNES GENS
(Libérés des obligations militaires) et JEUNES FILLES

winterthur assurances
dans le cadre du développement de son département informatique vous propose après une formation assurée par l'entreprise (COBOL - DOS/VS - CICS/VS - DL1) de devenir
programmeurs
pour les diplômés IUT informatique ou équivalent
Salaire évolutif suivant potentiel des Intéressés.
Adresser C.V. manuscrit sous référence 147 à J-C DIDON - Tour WINTERTHUR - Codex 18 92085 PARIS LA DEFENSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROVINCE
recherche

UN COLLABORATEUR
pour diriger son atelier PARISIEN
PHOTOCOPIE et MISE EN PAGES
Ce poste d'admission à un excellent technicien, responsable autonome et rigoureux.
Adresser C.V., photo, n° T. 09013 M. REGIB-PRESSE, 95 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmet.

سكنا من الجهل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

TRANSFORMER NOS RECHERCHES EN REALISATIONS

SYSTEMES D'INSTRUMENTATION POUR L'INDUSTRIE PETROLIERE

Au sein du Groupe SCHLUMBERGER, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, nous réalisons des "études" permanentes de recherche, d'évaluer et d'exploiter les gisements d'hydrocarbures. Utilisés dans plus de 70 pays et dans des conditions diverses, ces systèmes intègrent des développements technologiques avancés, dans de nombreux domaines (électronique, électromécanique, informatique, physique médicale...)

Nous désirons renforcer notre potentiel de création et de développement de nouveaux outils, et nous recrutons pour cela plusieurs

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Ils constitueront une équipe d'un haut niveau de compétences et seront en relation avec l'ensemble des unités de fabrication, de recherche et de développement de l'entreprise (en France et aux USA).

INGENIEUR "PACKAGING"

Réf. 7846

Responsable du Bureau d'Etudes de sa section, cet ingénieur conçoit des solutions originales aux problèmes de mise en place des composants et sous-ensembles électroniques de nos outils. Une fois les circuits et le packaging définis et mis au point, il veille à la bonne réalisation des dossiers de production. Ce poste intéresse un ingénieur ayant acquis plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire, par exemple dans le domaine de l'aviation. Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

INGENIEUR ELECTRONICIEN INDUSTRIALISATION

Réf. 7847

Il est chargé d'assurer le passage de prototypes vers la fabrication en série, ainsi que la modernisation de systèmes de mesure existants. En relation étroite avec les différentes unités d'étude et de production, il travaille à la mise au point et à l'amélioration de circuits électroniques pour une grande variété d'outils Schlumberger. Il doit, à ce titre, être capable de mener des études de circuits. Ce cadre est un ingénieur diplômé (ESE ou équivalent), pouvant justifier de 2 à 3 années d'expérience dans une entreprise industrielle, et ayant une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

INGENIEUR ELECTRONICIEN ETUDES

Réf. 7844

X - Centrale ou Supélec, une première expérience professionnelle lui confère une bonne connaissance des circuits électroniques. Ses compétences scientifiques et techniques lui permettent de participer aux travaux de physiciens et informaticiens du Département et, très généralement, de l'ensemble des unités de recherche. Il définit et développe l'électronique de nouveaux capteurs Schlumberger et analyse leurs performances. Un intérêt marqué pour les problèmes de mise au point pratique des systèmes est aussi indispensable. Evoluer à terme vers des responsabilités de Chef de projet.

INGENIEUR MECANICIEN INDUSTRIALISATION

Réf. 7848

Responsable d'appareils dont il a suivi la mise au point et les essais, ses fonctions couvrent un large champ d'activités. Il est l'interlocuteur de la Production, des sous-traitants et des compagnies du Groupe Schlumberger utilisatrices des outils, dans le cadre du passage de prototypes à la fabrication en série. Il conduit également des projets d'amélioration d'outils existants. Les candidats sont des ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole, ayant deux à trois années d'expérience dans un service d'études d'une grande entreprise. Ils ont une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Le développement constant de nos activités, leur haut niveau scientifique et technique, et les relations que ces postes permettent d'établir avec tous les secteurs de l'entreprise ouvrent de réelles perspectives professionnelles dans EPS, et le Groupe Schlumberger.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un C.V. détaillé, sous la référence correspondante, à :

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26, rue de la Covée, 92142 CLAMART



PARTICIPER AVEC amdahl A LA REUSSITE LA PLUS ECLATANTE DE CES DERNIERES ANNEES

AMDAHL poursuit sa pénétration du marché des ordinateurs de grande capacité, et propose à des informaticiens répondant aux qualifications ci-dessous, de participer à la création de son implantation en France.

ingénieurs commerciaux ingénieurs système ingénieurs maintenance

connaissant un ou plusieurs secteurs du marché français des ordinateurs de grande puissance, ils ont une expérience des systèmes compatibles avec les matériels AMDAHL.

Leur expérience des systèmes "haut de gamme" a été acquise chez un grand constructeur ou dans une importante entreprise ainsi équipée.

Ils ont acquis, de préférence, chez un important constructeur d'ordinateurs, de périphériques, ou une société de services, une bonne expérience des systèmes "haut de gamme" compatibles avec les matériels AMDAHL.

Pour ces trois fonctions, trois à cinq ans d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. Rapidement opérationnels, ces ingénieurs partageront les responsabilités importantes et stimulantes découlant d'une implantation récente et du succès connu par nos équipements : 150 machines, dont 24 en Europe, vendues en moins de quatre ans, tout en développant des profits nous plaçant parmi les 325 premières entreprises mondiales (classement FORTUNE); 6^e pour le ratio bénéfice/chiffre d'affaires et 1^{er} pour le bénéfice par employé des principaux constructeurs d'ordinateurs.

Ils bénéficieront d'avantages de carrière et de rémunération à la mesure des ambitions d'une structure jeune et très performante.

Si vous pensez que la réussite est plus affaire d'audace et de créativité que de procédures administratives, bref, si vous êtes intéressés par la preuve la plus éclatante de ces dernières années que l'on peut innover et modifier un marché tel que le nôtre, sans lourdeur bureaucratique,



Veillez écrire à notre conseil, Richard Bénatoull - GROUPE EBC - 37 boulevard Sébastopol - 75001 Paris. Il sera répondu rapidement à toutes les candidatures. Celles-ci seront traitées avec la plus grande discrétion.

SMITHKLINE DIVISION GEOMETRIC DATA

Leader mondial des systèmes automatisés pour formules, leucocytes crée la fonction de

BIOLOGISTE

SPECIALISE EN HEMATOLOGIE

POSTE :
 Responsable des applications et de la formation, ce véritable conseiller technique devra :
 • participer à la démonstration et à l'évaluation des systèmes
 • former les utilisateurs
 • apporter une assistance technique lors des négociations commerciales.

PROFIL :
 Pharmacien ou Biologiste expérimenté - C.E.S. d'hématologie apprécié.
 ANGLAIS INDISPENSABLE

Conditions de travail très attrayantes et carrière ouverte dans un groupe en expansion continue.

Poste basé à PARIS comportant des déplacements fréquents de courte durée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et déclarations à Groupe SMITHKLINE Réf. Geometric Data - Direction du Personnel - 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX, DISCRETION ASSUREE.

Assistante technique

de formation scientifique.

Très importante Société de Conseil et de Services en Informatique recherche pour l'ASSISTANCE ET LE SUIVI TECHNIQUE de produits télé-informatiques, leaders sur leur marché, orientés vers la gestion des opérations immobilières, une Assistante technique de niveau licence, même débutante — expérience informatique appréciée mais non indispensable.

Une formation spécifique sera assurée par la Société.

Lieu de travail : Paris-Ouest.

Séié CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73465/M à Mme CLERE - Séié-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Chef de projet

100 000+

Banque privée, PARIS, recherche pour son département INFORMATIQUE équipé d'un IBM 370/138, un CHEF DE PROJET.

Possédant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans une banque ou une société de conseil informatique.

La préférence sera donnée à un candidat ayant une expérience de l'informatique bancaire décentralisée.

Candidature manuscrite, C.V., photo sous référence 8020 M, à rsc carrières 92, rue Bonaparte 75278 PARIS cedex 06.

REPRODUCTION INTERDITE
offres d'emploi
Commercial
EXPORT
d'Affaires
ROUENNAISE
lourec
administratifs
CANADA DRY
grammeurs
COLLABORATEUR

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,51
AUTOMOBILES	32,00	36,51
AGENDA	32,00	36,51
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SECTEUR B.T.P.
Société Française recherche

RESPONSABLE VENTES EXPORT

Nous demandons :

- Résultats prouvés dans la vente ;
- Allemand et anglais courants ;
- Grande disponibilité.

Nous offrons :

- Une rémunération motivante ;
- Une voiture ;
- Une formation complète ;
- Une évolution rapide vers le poste de Chef de ventes Export. Poste basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photos et présentations à N° 8310, « LE MONDE » Publiaté, 8, rue des Italiens, 75487 PARIS (9^e).

MATRA

développe ses activités et recherche

INGENIEURS Grandes Ecoles

SUP AERO - ESE - ENST - ENSI

à orientation

électronique ou électromécanique

Les candidatures seront orientées sur des postes :

- Synthèse et réalisation de nouveaux projets.
- Etude et développement en laboratoire de sous-systèmes ou d'équipements embarqués.
- Bureau d'études.
- Essais.

Ces postes sont à pourvoir dans un délai d'environ 6 mois et peuvent convenir à des ingénieurs débutants ou ayant une expérience industrielle d'environ 2 ans.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en précisant les orientations souhaitées et la date de disponibilité éventuelle sous N° NK 389

MATRA R. KORFAN
B.P. N°1 - 78140 VELIZY

SEMS

Société européenne de mini-informatique et systèmes

Groupe THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS COMMERCIAUX

CONFIRMES

FORMATION : Grandes Ecoles ou écoles d'ingénieurs option informatique.

EXPERIENCE : commerciale minimum de 2 ans sur le marché de la mini-informatique.

FONCTION : charges :

- de la commercialisation des systèmes de mini-informatique MITRA et SOLAR
- sur les marchés : scientifiques, de la GESTION, de l'INFORMATIQUE et des RESEAUX.

Lieu de travail : PARIS et province.

Adresser lettre manuscrite et C.V., réf. IC4 à SEMS - Service du Personnel 36138, rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.

SOURIAU et Cie

LE DIRECTEUR DE LA QUALITE recherche son

ADJOINT

Ingénieur grande école

c'est un professionnel de la qualité

Il a hérité son expérience dans le domaine du composant et/ou de l'appareillage

CHEF de DEPARTEMENT

Il sera l'interlocuteur privilégié des Directions Qualité de nos clients. Il défendra les objectifs qualité des produits SOURIAU, dont il sera le garant vis à vis des divisions de produits et de l'extérieur.

140.000 F. +

Ecrite avec C.V. et présentations à SOURIAU 11, rue Gallieni - 92100 BOULOGNE.

SNCF OFFRE

146 emplois

dans ses bureaux d'études

Options «électrotechnique - électronique» (72 emplois) et agénie civile (74 emplois)

Recrutement par concours des 12 et 13 décembre

OUVERTS AUX JEUNES GENS :

- Français, nés entre le 31 décembre 1949 et le 31 décembre 1960.
- Titulaires d'un baccalauréat scientifique ou technique et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS ou au DUT de l'option postulée.

Rémunération brute annuelle de début : 48.000F. environ. Carrière intéressante, emploi stable. Avantages sociaux.

Ecritez à la Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 13 NOVEMBRE.

PARIS

cadre administratif

Entreprise Générale étendant ses Services Administratifs pour faire face à son développement, souhaite intégrer un Jeune LICENCIÉ en DROIT pour prendre en charge dans un premier temps

L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL sous l'autorité de la Direction.

Il doit avoir :

- une bonne connaissance de la législation sociale,
- une expérience pratique des problèmes de Personnel acquis si possible dans le bâtiment.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., actualité en matière de législation et détail de disponibilité sous référence 2003-24 à

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALBAZOFFRANE 92000 ANTOY

Important Groupe International (C.A. : 1 milliard de Frs), spécialisé dans la construction et la vente d'équipements, systèmes et appareils électriques BT, MT, HT, recherche afin de développer ses ventes à l'exportation

Atique et Moyen-Orient

directeur exportation

Il sera chargé de définir au niveau de l'état major, la politique commerciale à l'exportation et d'en assurer avec l'équipe déjà existante, la responsabilité de sa réalisation.

Ce poste opérationnel sera confié à un cadre de formation supérieure, de forte personnalité, rompu aux négociations avec les pays concernés et très expérimenté dans le domaine de la vente de matériels électriques dans ses différentes applications.

La connaissance de l'Anglais est indispensable. Ce poste basé à PARIS, nécessite de fréquents voyages de courtes durées.

Adresser C.V. et présentations sous référence 1281 à AXIAL Publiaté, 81, Faubourg Saint-Hippolyte 75008 Paris, qui transmettra.

THOMSON-CSF

LABORATOIRE CENTRAL DE RECHERCHE

INGENIEUR confirmé

Expérience souhaitée en physique des verres et chimie minérale pour travailler dans le domaine des fibres optiques.

INGENIEUR débutant

Domaine fibres optiques pour élaboration verres optiques.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations au Service Recrutement, B.P. 10, 91401 ORSAY.

BORDAS DUNOD GAUTHIER-VILLARS

recherche pour leur département

SCOLAIRE

assistant(e) d'édition

ayant BAC scientifique ou formation correspondant au métier de l'édition pour assurer travaux sur manuels de Math, Sciences physiques et naturelles.

Ecrite avec C.V. et présentations au Service du Personnel 37, rue Boulaud 75014 Paris.

IMPORTANTE ENTREPRISE région NORD PARIS

recrute pour ses bureaux de recherche et développement de mécaniques expérimentales des machines tournantes

DEUX INGENIEURS

Débutants ou ayant quelques années d'expérience

(X - ECP - MINES - ENSTA...)

1) INGENIEUR POUR ETUDES ACOUSTIQUES : Cette activité comporte une part importante de théorie.

2) INGENIEUR D'ETUDES ET ESSAIS : dans le domaine vibratoire, ayant plus particulièrement en charge des programmes d'essais. Le candidat devra pouvoir se déplacer en France.

Prière adr. C.V. à N° 8472, CONTESSÉ Publiaté 20, avenue de l'Opéra, 75008 PARIS Cedex 01

Bedeutendes Französisches Industrie-Unternehmen sucht

ELEKTRONIK-INGENIEUR

mit Hochschul-Ausbildung (SUPELEC oder Grenoble) oder Diplom in Elektrischer Ingenieur-Wissenschaften.

Bewerber, deren Muttersprache deutsch ist, sind bevorzugt.

Die Tätigkeit besteht in der Abfassung von technischen Schriftstücken hohen Niveaus mit voller Verantwortung. Die Schriftstücke betreffen Artikel für verschiedene technische Zeitschriften, detaillierte Anwendungs-Notizen und technisch orientierte Werbung.

Befähigung in Mikrowellen-Gerätschaften ist ein Pluspunkt.

Schreiben sie bitte an N° 84400 CONTESSÉ Publiaté, 20, avenue de l'Opéra, Paris-10^e.

Mittel um Übersetzung von Lebenslauf, Photographie und Angabe der Ansprüche swachs Weiterleitung.

chefs de projets

et INGENIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

Dans le cadre de ses activités, le Groupe HATEL (filiale IRI) recherche, pour ses équipes techniques, des ingénieurs.

De formation Grande Ecole ou équivalent, les candidats devront posséder :

- des connaissances techniques informatiques (titres traitement et matériel IBM ou HP),
- une expérience réelle de l'informatique appliquée à la gestion des Groupes,
- le sens des contacts commerciaux.

Postes à pourvoir à Paris (18^e arr. 85) et à Villay (28^e arr. 380-95 et 378-133).

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la référence 31.107.078 à ADEQUATION Casse et Recrutement, 54, avenue de Versailles 75015 Paris.

Adequation

Département International d'un **IMPORTANT ETABLISSEMENT** recherche

NÉGOCIATEUR DE CRÉDITS A L'EXPORTATION

ayant quelques années d'expérience bancaire de montage et négociations de crédits-acheteurs et, si possible, de crédits en euro-dollars.

Ecrite avec C.V., présentations et salaire à N° 8189, CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (10^e).

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC recherche

UN INGENIEUR

DIPLOME GRANDE ECOLE (Ponts, Centrale, E.T.P.) pour assurer les fonctions d'un Chef de Service Etudes Structures.

LE CANDIDAT A DEVA :

- diriger un service d'études structure d'un bureau d'études bâtiment ;
- l'habileté des contacts Architectes, Corps Techniques ;
- être initié des méthodes modernes d'organisation des études des bureaux d'études bâtiment ;
- il est susceptible de prendre la responsabilité d'opérations ;
- il parle Anglais.

Adresser C.V. et références à 100 LEBEUF, 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS, qui transmettra.

Direction du personnel d'une grande banque recherche deux

diplômes de l'enseignement supérieur

pour des travaux d'études :

- 1° statistiques et modèles informatiques de gestion prévisionnelle du personnel.
- 2° études de postes et structures de salaires.

Une expérience confirmée dans ces domaines serait appréciée.

Ecrite avec C.V. à Hava, Contact 136 Bd Hausmann 75008 Paris, sous réf. 30759.

LE LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre de ses projets d'interconnexion de calculateurs, d'architectures distribuées et de réseaux informatiques

UN INGENIEUR SYSTEME DE HAUT NIVEAU

ayant une expérience approfondie dans les domaines ci-dessus liés au système IBM 310.

Cet ingénieur sera chargé de définir des méthodes, procédures, outils et interfaces de transmission et d'interconnexion et de donner une assistance aux projets dans ces domaines.

Agiate parit indispensable Nationalité française

Envoyer curriculum vitae à L.C.T. 28-29, rue Grange-Daine-Rose 92 - VILLAIN-VILLACOUBLAY.

Chez nous, vous suivrez de très près les techniques informatiques de pointe.

Nous avons doublé nos effectifs tous les deux ans et nous continuons cette progression importante pour être en mesure de répondre à une demande croissante.

Nous recherchons pour Paris et Lyon des

ingénieurs logiciel

qui participeront à l'étude et à la réalisation de projets informatiques.

- Expérience appréciée en système ou application dans les domaines Industriels (réf. 11/1) et gestion (réf. 12/1).
- Anglais nécessaire pour être à même d'évoluer dans la fonction.

Ecritez nous en précisant la référence et le lieu de votre choix à la

Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

18, rue Saarbrun - Sific 225 94528 Rangit Cedex.

MINISTÈRE recrute à PARIS

ARCHITECTE ou INGENIEUR (bâtiment)

ayant 5 ans minimum d'expérience dans fonction commandement.

Connaissances des marchés publics appréciées.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et présentations à 7/76, 1334, rue LICHAT S.A. B.P. 229 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Digit 18, rue Saarbrun - Sific 225 94528 Rangit Cedex.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,55
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALS	85,00	97,24

ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADRÉS	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,99
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

formation professionnelle

Stages de Reconversion Chômeurs

(rémunérés)

1) ASSISTANT EXPORT

PROFIL COMMERCIAL :
 • Niveau BAC + 2 ;
 • Notions d'anglais + une autre langue.

2) SECRÉTAIRES TRILINGUES

• Niveau BAC ;
 • Notions d'anglais ;
 • Bonne présentation et bonnes connaissances sténodactylo.

Durée des stages : 8 mois environ.
 Renseignements : Tél. au 370-97-83, p. 33.

JEUNES DE 18 A 25 ANS A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI

Si vous souhaitez devenir
**COLLABORATEUR (TRICE)
DE DIRECTION**

Stages et stages spécialisés organisés par la CBOOS. Vous serez rémunéré pendant les 4 mois de cette formation.
 Téléphonez à Mlle VERREK, CBOOS - IPOS, 33, quai Gallieni, 92122 BOURNEMES CEDEX.
 Tél. : 772-31-32

capitaux ou proposât.com.

Pour tout problème financier consultez ERIC, Tél. 330-41-89, 15, rue Le Moine, Paris-10^e.
 Journaliste spécialiste actions. Conv. edit. ou Publicité. Philibert 6, rue J. Goujon, Paris-8^e.
 Mlle GONZALEZ, 10, rue de la Chapelle, 75010 PARIS, tél. 47-11-11.
 34, rue Selsou-Richard, 75000 LE MESSIL, LE RM, pour région Paris, recherche bon gestionnaire disposant de 200.000 F. Adresse : C.V., P. M. (L.M.), 24, rue Paradis, 75010 PARIS, qui transmettra.
 Georges Aude Paris, 101, rue de Paris (30) Boulogne 92407-2.
 Recherche IMPORTATEUR pour affaire en plein essor. Étude toutes possibilités.
 Recherche IMPORTATEUR REPRESENTATION générale pour tubes lumineux spéciaux fluorescents et autres. Ch. BRIS, Boite postale 22, W. 8105 Regenerodt/22.

information divers

POUR

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (220 pages) Extraits de sommaire :
 • Les 3 types de C.V., rédaction, assemblage, erreurs à éviter ;
 • La graphologie et ses pièges ;
 • 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré ; avec plans ;
 • Réussir entretiens, interviews ;
 • Les bonnes réponses aux tests ;
 • Exemples de lettres de motivation ;
 • Pour informations, voir CIOEM, 4, st. Montigny, 75-La Chénaie

Conseils en Carrières

et si nous parlions de vous...

De votre carrière professionnelle. Nombreux sont en effet les cadres de haut niveau qui sont rencontrés. Nos CONSEILLERS INTERVENTIONNAUX ont déterminé leur potentiel professionnel, mesuré d'autres motivations, déterminé d'autres objectifs ou même suggéré la recherche d'une nouvelle position où ils trouveront la possibilité de répondre pleinement à leurs aspirations.
 Faites comme eux. Appelez-nous, ou écrivez-nous pour une consultation confidentielle. Sans engagement. Sans frais.

FREDERICK CHUSID et CO.
 6, rue de Buci - 75006 Paris - 225.51.80
 London, 35, 37 Fitzroy Street, W.1.
 Sociétés affiliées à l'étranger.
 Langue anglaise souhaitable.
 (Nous ne recrutons pas.)

enseignem.

ENGLISH MARATHONS
 de haut pour l'étranger. 707-40-81, 34, av. R.-Coty-14^e.

représent. demande

H. 31 et 11, av. exp. école, prod. de public. rech. et év. 17-18, rue de la Chapelle, 75010 PARIS, tél. 47-11-11.

travaux à façon

18, av. d'Espérance à votre serv. Davy gratuit - 04-50-44.

occasions

EN SOLDE mouquette et vêtements mixtes et de choix. 30.000 m² en stock. TÉLÉPH. : 332-44-30.

autos-vente

divers

ROVER

Essai et présentation WILSON LAGOLIER 118 DUP WILSON 22300 LEVALLOIS, 739 42 59

LANCIA AUTOBIANCHI

15, Bd E. Clemenceau 16^e QUARTIER SAUVÉ TOUJOURS LA JOURNÉE • 524.50.30

504 GL de TI 78

EX 1 peu route garantie. 61, r. Desnoesville, 333-09-25.

autos-achat

S.A. GARAGE LATIN Concessionnaire

AUSTIN-LEYLAND

du Quartier Latin

ACHETE et VEND

Véhicules T.T. Hors taxes. Tél. : 25-58-12.

demandes d'emploi demandes d'emploi

51 ans TOP MYRAUD EN INFORMATIQUE - ORGANISATION et GESTION

15 ans d'expérience de Direction de service dans un S.S.C.I.

Maîtrisant toutes les techniques informatiques, large expérience dans conception et réalisation, grande connaissance gestion, organisation, habitude contacts à tous niveaux, sans de l'efficacité et de la rentabilité.

Pour une information au service de l'entreprise, veuillez nous proposer au niveau

ARCHITECTE D.E.S.A. 25 ans, 1 a. exp. études, 10 ans exp. projets. Ecr. n° 228 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

ARCHITECTE-URBANISTE 20 ans, 5 ans d'expérience professionnelle, contact client, conception A.P.D., chantier, maîtrise travaux et budget. Plans de référence POS. Cherche place stable. Etud. tous projets. Ecr. n° 229 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

M. R. BOURGEOIS 43, rue des Boudes, 75017 PARIS

JOURNALISTE PROF. chronique, billet, réception de livres, report., interviews, traité au secr. de red., com. à la perfection, une des langues étrangères, maîtrise parfaite de l'anglais, marié, deux enfants, étudiants, une propriété en France. Ecr. n° 230 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

INGÉNIEUR ELECTRONICHIEN 34 ans, 15 ans d'expérience, maîtrise systèmes anal. et digitaux, maîtrise programmation en langage Fortran. Ecr. n° 231 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

Contrôleur budg. exp. Excell. maîtrise comptabilité franc/angl. Ecr. n° 232 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

R.E.C. TECHNIQUE ch. poste responsable, secteur informatique, maîtrise parfaite de l'anglais. Ecr. n° 233 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

J.F. ASSISTANT TECHNIQUE dans édition technique, maîtrise parfaite de l'anglais. Ecr. n° 234 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

DIRECTEUR P.M.E. indépendante ou filiale PARIS-NANTES

JOFFRE :

• 10 ans de pratique de Direction d'entreprises ;

• connaissance à la vente à tous les niveaux, FRANÇAIS et ANGLAIS ;

• formation ; ingénieur + Institut de gestion + diplôme 3^e cycle de gestion financière ;

• maîtrise et maîtrise parfaite de l'anglais ;

• expérience (40 ans), dynamisme, créativité, réelle aptitude aux contacts.

Ecrire sous référence 64812 à : HAVAS-CONTACT, 154, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

25 ANS

SCIENCES PO (ECO-FI)

MARCHÉS FORAINS

10 ans d'expérience d'achat et vente pour entreprises familiales (boulangerie et lingerie) - Expérience commerciale en litière.

Cherche situation commerciale stable à responsabilité en région (Gâtinais, France, Belgique) ou autres opportunités.

Disponible immédiatement.

Ecrire sous référence 64813 à : REGIE PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS.

SENIOR EUROPEAN EXECUTIVE

Multinational Group - French 33 y. presently based in London

12 years experience in General Management, sales and Marketing of industrial products in Europe

We are looking for challenging position with relocation preferably in Germany - Other European countries considered.

Références : Duménil 233, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9^e.

INGÉNIEUR MÉGANICHEN (PIPING)

37 ans, Français résident à Alger

• 12 ans expér. Europe, génér. et ingénierie.

• Installations : pétrole, gaz et pétrochimie.

• Travaux : aménagement, entretien et réparation.

• Recherche poste à responsabilité à Alger, en France ou à l'étranger dans sociétés françaises ou européennes.

Ecrire à M. KENEDY, 24, avenue Kléber, F 7270 VILLEBAISSEIN.

PHOTOGRAPHE FAIT APPEL

A TOUS LES RÉDACTEURS EN CHEF

pour qu'ils jugent de sa qualité sur photos de manifestations du 20 octobre.

Je cherche situation stable (reportage, illustration)

M. GAFFHAN, 325-98-74 (14 incisifs)

ESTIMATION PRODUCTION

ET APPROVISIONNEMENT

cadre 26 ans, chef sec. l'encadrement, ordonnance, esprit d'initiative, capacité personnelle, sens des responsabilités et organisation, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais.

Ecr. n° 235 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

BEDROSSIAN, 131, av. de la République, 75011 MONTROUGE.

IMPRIMERIE N. 44 ans, Despatcheur sérigraphie, Cadre, cherche place stable.

ou écrire à M. TURLET, 19, boulevard, PARIS-12^e.

INGÉNIEUR FORMATION M. 33 ans, lic. Sc. et Psy. Connaissant informatique, Assum. la fonction d'un organisme de perfectionnement ou conseil en informatique. Ecr. n° 236 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

J.F. 31 ans, lic. Psycho, bilingue, diplômé en psychologie, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais.

Ecr. n° 237 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

Ingénieur ENSEC/Génie Chimique, 1968, docteur en chimie, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais, maîtrise parfaite de l'anglais.

Ecr. n° 238 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

COMPTABLE 30 ans, 10 ans d'expérience comptable générale, ch. poste au sein d'une entreprise. Ecr. n° 239 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9^e

2^e arrdt.

6, RUE DE LA PAIX 2 pièces, cuisine, salle, bain, terrasse, 90 m², w.c., 9.000 F - 579-75-80.

3^e arrdt.

BASTILLE Duplex cuisine équipée, s. de bains, carrelé, 140 m², liv. + ch. + terr. + 255.000 F. Propriétaire à 222-64-82.

MARAI 4 pièces, 96 m², tout confort. Prix 250.000 F. - Tél. 27-84-71.

4^e arrdt.

SULLY-MORLAND Beau 4 p., 120 m², tout confort, 400.000 F. - 225-57-94.

VRAI MARAI 5-7, R. de TOURNELLES. Rénovation de grande qualité. 2-3-4 pièces en duplex. Du mardi au samedi 14 h à 17 h. ou tél. Hras bureau : 259-30-85.

5^e arrdt.

12, RUE MOUFFETARD DU 2 PIÈCES AU 5 PIÈCES. Voir les plans et les m. 14 h. à 17 h. ou sur 225-84-82.

6^e arrdt.

SAISIR 2 pièces, cuis., s. de b., 50 m², 215.000 F.

7^e arrdt.

BOULEVARD PEREIRE 100 m² de terrain, 3 étages, asc., 2 appartements, 1.200.000 F.

8^e arrdt.

111, RUE MOUFFETARD 100 m² de terrain, 3 étages, asc., 2 appartements, 1.200.000 F.

9^e arrdt.

24, RUE SAINT-SULPICE 2 pièces, cuis., s. de b., 50 m², 215.000 F.

10^e arrdt.

43, RUE DE GRENELLE (entre Sac et Raspail) magnifique appartement : 60 m² environ, 350.000 F. 60 m² environ, 350.000 F. 60 m² environ, 350.000 F. 60 m² environ, 350.000 F.

11^e arrdt.

43, RUE DE GRENELLE (entre Sac et Raspail) magnifique appartement : 60 m² environ, 350.000 F. 60 m² environ, 350.000 F. 60 m² environ, 350.000 F. 60 m² environ, 350.000 F.

12^e arrdt.

41, rue Gal-Puy, 17^e arrdt. 2 P., 72 m², 250.000 F. Mercredi, 14 h à 17 h.

13^e arrdt.

ST-AUGUSTIN 5 pièces rénové, 17, bd Raspail, 7^e arrdt, 217-72-30 et 924-12-82

14^e arrdt.

EUROPE Imm. pierre de taille, 2 P., 72 m², 250.000 F.

15^e arrdt.

AV. MONTAIGNE 130 m² de terrain, 3 étages, asc., 2 appartements, 1.200.000 F.

16^e arrdt.

CONCOURT A saisir, REPAY NEUF 3 P., 60 m², cuis., s. de b., 150.000 F. Téléphone : 285-39-20, 15, rue de Valenciennes, 75010 PARIS.

17^e arrdt.

PRES AV. SAINT-MAHME Vaste studio, cuis., s. de b., 40 m², 150.000 F.

18^e arrdt.

TOULOUSE Imm. récent, stand. 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

19^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

20^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

21^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

22^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

23^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

24^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

25^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

26^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

27^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

28^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

29^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

30^e arrdt.

SAINT-GERMAIN Imm. récent, 2 P., 72 m², terrasse 20 m², 250.000 F. - 725-22-82

L'immobilier

appartements vente

EMILE-ZOLA - STUDIO Châteaufort, 2011, cuis., s. de b., w.c., 9.000 F - 579-75-80.

PARIS-19^e - Gentil poilu 2 p., cuis., salle, ch. + terr., asc., w.c. Me voir uniquement le 25-10-78 au 106, r. du Thaurin, 4^e ét., appart. 100 m², 225-44-82.

EMILE-ZOLA - Luxueux duplex 3 p., cuis., ch., 2 s. de b., 225 m², hauteur sous plafond + meubl., zellige, belle décoration. 225-44-82.

11, BD D'AUTEUIL 110 m² à aménager + parking. P. 1.500.000 F

Le Monde

équipement

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A l'occasion de l'inauguration du centre Saint-Sever Le maire de Rouen demande que les régions «réputées prospères» ne soient pas défavorisées

Rouen. — M. Jacques Barrot, ministre du Commerce et de l'Industrie, a inauguré, lundi 23 octobre, à Rouen, le centre Saint-Sever qui, sur la rive gauche du fleuve, comprend sur 15 hectares un centre commercial et des équipements publics...

URBANISME

Le Carrefour national des comités de quartier à Lyon Le droit à la participation doit-il être concédé ou arraché par les associations ?

Lyon. — Les comités de quartier, en raison des divers courants idéologiques qui les traversent et des stratégies qu'ils développent face à des municipalités politiquement très différentes, ne peuvent guère espérer se rassembler sur un programme d'action commun...

CONSTRUCTION NAVALE

UN PLAN DE SAUVETAGE DES CHANTIERS 450 millions de subventions pour emporter la commande de neuf cargos polonais

Un comité interministériel s'est réuni, lundi soir 23 octobre, sous la présidence de M. Raymond Barre pour tenter de trouver une solution à la crise des chantiers navals. Trois questions fondamentales ont été abordées : comment organiser la régression progressive des capacités de production ? comment inciter les cinq grands chantiers à se grouper et à rationaliser leurs structures financières ?

L'immobilier constructions neuves Mise sur une valeur sûre à Paris. Du studio au 5 pièces. MANERA S.A. Orphee. des appartements de qualité certifiés de balcons. 79 quai André Citroën 75015 Paris. Tél. 575.30.63

les petits apports font les gros capitaux cica 45, rue de Courcelles 75008 PARIS 227.04.30

REPRODUCTION INTERDITE locations non meublées Demandes Paris Région parisienne Hôtels-partic fonds de commerce pavillons domaines terrains villas maisons de campagne chalets

D'une province à l'autre...

BRETAGNE

RENAISSANCE DU CELIB ?

Le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) — prototype des comités d'expansion — a tenu il y a quelques jours, à Rennes, de nombreux...

RHONE-ALPES

CHANTEURS A LYON

A la suite de l'article sur les rues piétonnes de Lyon « Interdites aux chanteurs » (Le Monde du 17 octobre) M. Johannès Ambré, adjoint aux beaux-arts et à la culture, nous a précisé que...

être délégué à M. Le Bihan pour lui permettre de s'exprimer, place Bellecour et place Carnot, qui sont précisément deux des emplacements dont M. Jean-Marc Le Bihan avait suggéré le choix.

PROVENCE-ALPES-

COTE D'AZUR

CONSEIL VERT A MARSEILLE

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, a installé le Conseil de l'environnement qui veut être une structure municipale de concertation, de réflexion et d'étude dont il n'existait pas encore d'exemple en France.

ALSACE

SALLE A TOUT FAIRE

M. Daniel Hœffel, secrétaire d'Etat à la santé, a inauguré à Strasbourg (Haut-Rhin) un centre intégré qui associe en un même lieu les activités sociales, sportives et culturelles, mais aussi éducatives. Le centre, équipé d'une grande salle de mille places, d'un amphithéâtre de deux cent trente places, d'un forum et de nombreux autres espaces ouverts, propose des activités diverses.

Aquitaine

UNE COTE A «MÉNAGER»

Six hectares réservés à Hourtin

La guérilla que mènent les multiples associations et comités de défense contre les projets de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (« Le Monde » des 11 et 12 octobre) vient de connaître un nouvel épisode.

Depuis le lundi 16 octobre, l'association Espaces pour demain est propriétaire du terrain de 6 hectares qu'elle avait décidé d'acheter sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) créée à Hourtin (Gironde), en vue de la réalisation des opérations prévues sur ce site par la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine.

L'acte de vente a été signé chez un notaire de Bordeaux entre le propriétaire du terrain, sympathisant de l'association, et M. Pierre Lehallit, représentant Espaces pour demain, qui avait réuni par souscription, les 120 000 francs nécessaires.

Selon Espaces pour demain les rives du lac d'Hourtin dont la protection semblait ici être assurée après les déclarations faites sur place par M. Michel D'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie (Le Monde du 30 août 1978), se trouveraient de nouveau menacées par le retour à un projet que la mission a soutenu récemment au conseil municipal et au syndicat mixte d'Hourtin-Port qui y seraient favorables. Dans ce projet, la place faite au motocyclisme dans le port envisagé apparaît de nouveau excessive aux défenseurs de la nature.

Par son acquisition des 6 hectares de ZAC situés en site inscrit, Espaces pour demain ne cache pas qu'elle lance un défi qui prendra l'initiative d'engager contre elle une procédure d'expropriation.

A ce sujet, il faut rappeler que M. Philippe Saint-Marc, qui fut le premier président en date de la mission interministérielle, a été à l'origine des études engagées en vue du classement en sites protégés des rives des étangs girondins et landais parmi lesquelles celles du lac d'Hourtin. Si est exact, que le plan qu'il proposa en 1969 prévoyait cinq cent trente mille lits, il convient de noter que les projets, qu'il trouva à son arrivée parlèrent d'un million de lits sur le littoral. Aussi bien peut-il considérer qu'il n'a pas, comme nous l'avions écrit (Le Monde du 11 octobre) « cédé » à ces vagues de promotions immobilières, mais qu'il les a au contraire freinées restant fidèle en cela aux positions écologiques qu'il exprimait dès 1964.

Pour être solitaire — les associations et comités en lice aujourd'hui n'étaient pas, — son combat fut difficile et les notes ou interpellations des volontaristes de l'expansion immobilière furent la plus d'une fois pour lui rappeler, sous des formes diverses, à la fois les craintes de voir la mission limiter cette expansion ou, plus clairement encore, mettre des bâtons dans les roues des promoteurs.

Le fonctionnaire ne voulait pas rendre l'écologiste, M. Saint-Marc peut juger aujourd'hui qu'il y parvint en ramenant d'un million à cinq cent trente mille le nombre de lits pour l'horizon 1985, ce qui compte tenu des équipements déjà existants, suppose la réalisation de trois cent cinquante mille lits. « Cela me paraissait encore trop élevé, dit aujourd'hui l'ancien président, mais il y avait la pression. »

Du moins peut-il se souvenir qu'il « bloqua » des stations initialement prévues à Chibertain, à Biesse ou sur la Côte des Basques. Et que si certaines autres demeurent sur le papier elles seraient du moins séparées des usages des autres par des distances d'un à deux kilomètres.

Voilà donc, avant que l'on se dispute cette affaire de la côte aquitaine, comme nous l'avons écrit « les conflits des idées se doublent dans certains cas de conflits de personnes. » J.-M. TH.

Champagne-Ardenne

COUP HEUREUX A CHAUMONT

580 emplois nouveaux : une fortune dans ces temps de crise

De Chaumont en Haute-Marne, on parle un peu du temps du « général ». Colombey-les-Deux-Églises est à deux pas depuis lors, on ne souffrait pas de cette grosse bourgade, de commerce agréable, où Mme de Gaulle continua de faire ses courses...

Chaumont, trente mille habitants : une ville moyenne — vraiment très moyenne — dont les trois quarts de la population active travaillent dans le « tertiaire » : les bureaux, les services.

Or voilà que Chaumont — d'une manière tout à fait inespérée, par les temps qui courent — mérite une « mention spéciale » au palmarès de l'industrialisation. Le groupe sarrois Streiff, le plus important constructeur européen de maisons préfabriquées, a choisi de s'installer dans la commune de la Haute-Marne. Démarrage de la production : printemps 1981.

Au départ, pas moins de cinq cent quatre-vingt-quatre emplois ; environ 65 millions de francs d'investissements ; un chiffre d'affaires prévisionnel de l'ordre de 220 millions. La zone industrielle affiche complet. « Aucune entreprise d'une certaine taille ne s'est installée ici depuis plus de dix ans », remarque M. Georges Berchet, sénateur et maire (Gauche démocratique) de Chaumont. Depuis la disparition de la ganterie, la ville n'a jamais réussi à trouver son équilibre. « Faute de mieux, elle se contentait dans l'industrie administrative... »

Pour réussir ce « coup », les édiles chaumontais ont dû négocier dur avec le groupe Streiff. Les 17 hectares et demi ont été cédés sur la base de 8,50 F le m2 au lieu de 13 :

une exonération de la taxe professionnelle a été consentie pendant cinq ans. L'entreprise sarroise bénéficie, en outre, dans cette « zone » primée, d'une aide de 15 000 F par emploi créé. Le bon climat social et le bas niveau salarial l'ont également incitée à s'installer. Reale que la position géographique de Chaumont, à la croisée des autoroutes Nancy-Dijon (A 37) et Calais-Dijon (A 26), a été, de l'avis du maire, « un élément déterminant » dans le choix de cette localisation. Le groupe Streiff avait sélectionné dix-sept sites pour finalement n'en retenir que trois. En dernière analyse, la Haute-Marne et les Vosges restent seuls en lice. Chaumont était l'empereur lorsque la récente mise au point du « plan Vosges » faillit ruiner ses souffrances. Paris, aurait souffert que l'entreprise sarroise se décalât vers cette région stralotte. A sa manière, la Haute-Marne n'était-elle pas également mal en point ? On en reste donc là. L'airte avait été chassée.

Chaumont doit maintenant se préparer à accueillir le groupe Streiff. Comme un petit « séisme » dans une ville jusqu'alors sans histoire. « Il va falloir corriger le schéma d'urbanisme, construire des logements, programmer sans délai le lycée technique, indique M. Berchet. Cette installation va modifier le paysage économique et sociologique de notre région. Un regret ? Non pas. Un petit trisone devant l'inconnu. Simple-ment.

JACQUES DE BARRIN.

CHANGEZ DE POINT DE VUE
PARIFERIC BUREAUX
Pariféric : une tour de bureaux ultra-modernes, architecturée, raffinée. 35 étages. Des plateaux de 1.000 m², aménageables par unités de 500 m².
Des bureaux moquetés, confortables, silencieux.
Votre téléphone vous relie aux 3.000 postes intérieurs. Il mémorise les numéros d'appel, dynamise les conversations par la "conférence simultanée" sur 3 postes. 450 lignes du réseau intègrent parfaitement Pariféric dans le monde des affaires.
Midi. Autour de la fontaine, dans le restaurant inter-entreprise, à la cafétéria, ou dans les nombreux petits bistrotts et restaurants de la Porte de la Vilette, c'est la détente.
Le soir, vous reprenez votre voiture (750 places de parking pour vous et vos visiteurs). Roissy est à 20 minutes.
Nuit et jour, le poste central de surveillance veille, attentif à votre sécurité et à votre confort. Pariféric, c'est une vision globale. Une autre façon de voir les choses. Jusqu'aux prix.
Les formules financières de location à Pariféric sont simples, rationnelles.
Les coûts sont adaptés à vos problèmes. Pariféric, pour voir les choses différemment.
UP 37, rue de Roma 75008 Paris Tél.: 522.12.00
Richard Ellis 17, rue de la Baume 75008 Paris Tél.: 563.08.08

-Ardenne
CHAUMONT
Sous les yeux de la loi

AFFAIRES

Le C.N.P.F. souhaite une réduction « en douceur » des délais de paiement

En mars 1978, un groupe d'étude, constitué à l'initiative du commissariat général du Plan, dit « commission Mordacq », remettait au gouvernement un rapport explicite, consacré aux problèmes posés par le crédit interentreprises. Le Monde du 26 mars. Les délais de paiement accordés par des entreprises à leurs clients représentaient, en effet, en France une masse considérable. En 1976, les crédits ainsi distribués s'élevaient pour les seules entreprises soumises au bénéfice réel, quelque 400 milliards de francs. Nonobstant les dangers de ces pratiques, qui, indolores en période de forte croissance, se révélaient particulièrement nocives en période de récession (crises de trésorerie en cascade, constitution de stocks de spéculation, transformation du fournisseur en « banquier » etc.), la commission Mordacq suggérait un certain nombre de mesures destinées à réduire progressivement la durée des délais de paiement, qui atteignent en moyenne quatre-vingt-dix jours en France, contre trente à quarante-cinq jours dans les pays anglo-saxons. Le Conseil national du patronat français, saisi de ce dossier par le commissariat au Plan, ne pouvait pas rester silencieux sur un problème qui remet en cause les pratiques commerciales entrées

CORRESPONDANCE

« Gâchis et redondance »

M. Claude Vieilleuvre, publicitaire et membre de la commission de relations publiques du Syndicat de la vente par correspondance, nous écrit à propos de l'ex du jour, de Robert Escarpit, du 13 octobre, « Gâchis et redondance ». Une fois de plus, un professeur peut se vanter de ne pas lire la correspondance publicitaire qu'il reçoit et se donner ainsi l'air plus intelligent ou plus avancé que tout le monde. De plus, il peut avancer d'innombrables affirmations sur le sujet de cette littérature que la poste lui remet périodiquement. Un kilo, dit-il ? Moi qui suis spécialiste de la vente par correspondance de livres (nous nous sommes ainsi diffusés abondamment des ouvrages des professeurs Cazeneuve, Moles, Chatelet, etc., et bien d'autres), je reçois à peine quelques plus d'un jour, quelques 200 grammes, bien que mon nom figure volontairement dans la quasi-totalité des fichiers de vente par correspondance. Je suis preneur de son kilo chaque matin. Car il m'intéresse professionnellement. Et que dirait-il si, chaque matin, notre syndicat professionnel venait, sous contrôle d'huissier, peser son courrier publicitaire et les trains de lettres des tribunaux en lui demandant plusieurs centaines de millions de dommages et intérêts s'il atteint seulement 995 grammes ? Avec la publication du jugement dans vingt journaux, parmi lesquels le vôtre très probablement ! En première page aux lieux et places, etc. Après tout, c'est exactement ce que font les unions de consommateurs quand 2 centigrammes manquent dans un paquet de savon !

Une lettre du président de l'ALFA

A la suite de l'article paru dans le Monde du 20 octobre 1978, M. Oriol, président de l'Association des loueurs français d'automobiles (ALFA), nous prie de publier les précisions suivantes. L'Association des loueurs français d'automobiles ne disparaît pas, car, non seulement elle subsiste et garde toute son indépendance financière et juridique, mais encore aucune participation d'InterRent Hambourg n'a été envisagée à notre capital et le conseil d'administration reste seul maître des décisions à prendre. Les accords signés par l'Association des loueurs français d'automobiles (ALFA) avec InterRent résultent non pas de difficultés rencontrées par la firme, mais de sa volonté de passer au niveau international, ce qui nécessitait, sur le plan pratique, l'harmonisation de marques, et ce dans l'intérêt de la clientèle et des consommateurs. C'est ainsi qu'InterRent a été retenue du fait de sa notoriété internationale. [Si l'Association des loueurs français d'automobiles continue d'exister juridiquement et légalement, le passage de la marque disparaît et il s'agit de voitures de location de voitures pour et être remplacé par celui d'InterRent. Nous n'avons jamais écrit, d'autre part, qu'InterRent avait pris une participation dans le capital d'ALFA, précisons qu'il s'agissait d'accords de franchise. En outre, c'est nous qui nous sommes rencontrés par la firme lors de ses tentatives d'association, d'abord avec le Britannique Godfrey Davis, puis avec l'Italien Maggioni, puis avec l'Allemand Maggioni. Une note d'information publiée par ALFA en 1976 en faisait également mention.]

LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Cherche pompier volant...

« Cherche pompier volant, expérimenté, trente-trente-cinq ans, pour diriger canot boltoz. Possibilité de prêts d'honneur. Chasseurs de primes s'abstenir. » Cédra en rupture de ban, managers sans le sou, diplômés aux dents longues, à vos places ! Le CIASI (1) recrute, ou s'apprête à le faire. Le dernier conseil des ministres a consacré aux entreprises en difficulté un statut qui leur reconnaît le droit de demander un prêt d'honneur et de bénéficier de la dotation de fonds nécessaires à la reprise. C'est tout béni. Il fallait y penser ! Les pouvoirs publics se transformant donc en « chasseurs de têtes » et en banquiers d'affaires. Ce n'est pas si simple. D'abord, parce que les managers chèreonnés, libres de toute obligation, ne courent pas les rues. Le CIASI fera-t-il appel à des cabinets de recrutement spécialisés ? L'idée n'est, semble-t-il, pas écartée... Second problème : le financement. Il sera assuré par une filiale de l'IDF (Institut de développement industriel) et du Crédit national : la SADEF (Société d'analyse de dispositifs économiques et financiers) jusqu'à concurrence de 50 millions de francs. C'est assurément un « suivi » des entreprises financées par l'IDF. C'est là que s'accorde le prêt d'honneur aux man-

LES CINQ INSTITUTS ALLEMANDS PRÉVOIENT

UNE REPRISE DE L'ACTIVITÉ

Les cinq grands instituts de recherche économique de la R.F.A., la Bundesbank et le D.I.F.T. (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie) ont publié leur rapport de printemps. Ils envisagent que l'activité allemande se trouve actuellement dans une phase de reprise de l'activité qui devrait se poursuivre dans le courant de l'année 1979. Dans leur rapport d'automne, quatre des cinq instituts estiment que la croissance réelle atteindra l'an prochain 3,6 %, contre 3,5 % cette année (dans leur rapport de printemps, ils envisageaient qu'un taux de 2,5 % pour cette année). La progression de la demande intérieure, notamment dans les secteurs du bâtiment et des biens de consommation, les meilleures dispositions des investisseurs industriels, ainsi que l'accroissement des dépenses publiques et les mesures de relance prises l'an dernier par le gouvernement ont provoqué cette phase de reprise. Le chômage, qui demeure élevé, sera probablement au niveau le plus bas depuis quatre ans, avec peut-être cent mille demandeurs d'emploi en moyenne. L'optimisme des cinq instituts demeure cependant prudent. Ils soulignent que rien n'indique que le taux de croissance se maintiendra au-delà de 1979. Ils craignent par ailleurs que le taux d'inflation n'augmente en 1979 et s'établisse à 3,5 % contre 2,5 % cette année. Ainsi suggèrent-ils que la Banque centrale ramène le taux d'expansion de la masse monétaire aux environs de 6 % à 7 % en 1979 contre 10 % à 11 % cette année.

Faits et chiffres

- Affaires
- La Fabrique nationale d'armes de guerre (F.N.), société belge, n'a pris le contrôle de deux sociétés françaises : Lerc et Bertrand-Vigier. Lerc emploie cinquante salariés à Saint-Amand-les-Eaux (Nord) et fabrique divers objets dont des cannes à pêche et des antennes. Radio-Bertrand-Vigier (cinquante salariés) assure la distribution en France des produits de pêche Lerc et d'autres équipements spécialisés. La F.N., qui emploie plus de dix mille salariés, produit outre des armes, des articles de joies.
- ERRATUM — Dans l'article sur l'attitude de la Grande-Bretagne face au système monétaire européen (Le Monde du 24 octobre), nous avons commis une erreur en attribuant à M. Peter Jenkins la qualité de président de la Commission européenne. M. Peter Jenkins est journaliste au Guardian, le président de la Commission européenne étant M. Roy Jenkins.
Monnaies
- Dans l'article sur l'attitude de la Grande-Bretagne face au système monétaire européen (Le Monde du 24 octobre), nous avons commis une erreur en attribuant à M. Peter Jenkins la qualité de président de la Commission européenne. M. Peter Jenkins est journaliste au Guardian, le président de la Commission européenne étant M. Roy Jenkins.
Energie
- L'essence ne sera plus poluée en France la teneur en plomb du carburant devra passer de 0,55 grammes par litre à 0,50 grammes au 1er janvier 1979 et à 0,40 grammes au 1er janvier 1981, indique un texte publié par le Journal officiel du 22 octobre. Dans le Marché commun, l'Alle-

LOGEMENT

QUATRE ANS APRÈS LE LIVRE BLANC

Les H.L.M. entreprennent de se réformer en profondeur

Près de quatre ans après avoir lancé le Livre blanc qui prévoyait la réforme du financement entré aujourd'hui dans les textes, sinon tout à fait encore dans les moeurs, l'Institution H.L.M. entreprend de se réformer elle-même. Le comité directeur de l'Union des H.L.M. vient de lancer dans les organismes, ce qu'il appelle « une démarche plus ambitieuse et plus globale ». Sous le titre « Le projet pour les H.L.M. », il s'agit de remettre en cause plus profondément les méthodes et les objectifs des H.L.M. et de proposer « à ceux qui souhaitent demeurer au sein du mouvement, des modalités renouvelées, des structures modernisées, un ensemble d'engagements plus contraignants ». Le moment est bien venu pour l'Institution H.L.M. de resserrer les rangs. Le vent de libéralisme qui souffle sur le pays, ainsi que la volonté de maintenir le rythme de la construction de logements sociaux, le rôle du marché ont de quoi inquiéter des organismes, alors que la crise du bâtiment rend plus sauvage une concurrence qu'ils ont éprouvée de l'incertitude de l'avenir. Aujourd'hui, des difficultés extérieures s'ajoutent aux insuffisances internes rendant peu perceptibles tant que l'Etat soutient le rythme de la construction sociale. La baisse de la construction des logements locatifs s'accompagne, en effet, de la part du gouvernement d'un manque évident de sollicitude. Les H.L.M. manquent cruellement de fonds propres et de trésorerie, tout le monde le reconnaît et le regrette. Ils ont souffert plus encore que les propriétaires privés de la baisse des loyers. Pourtant, leur « mise à niveau », dont M. Raymond Barre affirmait la nécessité dans son rapport sur le financement du logement pour leur permettre de faire face à la concurrence, n'est en rien traduite dans les faits. De plus, la « conventionnement » du parc H.L.M. ancien, fort dégradé, qui seul peut permettre,

REAGIR vite

Il est urgent pour le mouvement H.L.M. de réagir et de réagir vite, pour être capable, une fois le désert traversé, de faire face à de nouvelles obligations. Certes, la démarche entreprise par les instances centrales du mouvement risque de susciter, à la base et localement, protestations et freinages. Pourtant, le « dispositif d'alerte », adopté lors du congrès de Strasbourg, il y a six mois, offre des chances de redressement financier aux organismes en difficultés, en leur faisant retrouver dynamisme et rigueur :

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with exchange rates for various currencies including \$ E.-U., \$ E.-U., Yen, DM, Florin, F.S., L., and S. with columns for 'COURS DE 1978', 'EN MOIS', 'DEUX MOIS', and 'SIX MOIS'.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with interest rates for various currencies including DM, \$ E.-U., Florin, F.S., L., and Fr. franc. with columns for 'TAUX', 'EN MOIS', 'DEUX MOIS', and 'SIX MOIS'.

L'exposition britannique majeure de périphériques pour ordinateurs, systèmes et matériels informatiques, logiciel et micro et mini-ordinateurs

COMPEC'78

OLYMPIA, LONDRES (Angleterre), les 5, 6 et 7 décembre. Déjà dans sa huitième année, Compec attire des visiteurs du monde entier. Cette année, plus de deux cents sociétés exposantes sont attendues dans le célèbre hall d'exposition d'Olympia, au cœur de Londres, où se tient Compec 78. L'inscription à la porte d'entrée coûte 2 £, mais si la coupon-réponse ci-dessous nous parvient avant le 22 novembre, nous vous enverrons des billets de préinscription gratuits.

Form with fields for Name, Address, and other contact information for Compec 78.

rd Ellis

L'ÉVÉNEMENT

La réforme des finances locales

« Un certain désenchantement... Utilisé, le 8 octobre dernier à Paris, lors du colloque du parti républicain consacré aux problèmes des communes et des départements, par M. Marcel Lucotte, sénateur, maître d'Autun, membre du secrétariat national du P.R. chargé des collectivités locales, cette expression résume bien le sentiment de la plupart des élus locaux après le dépôt, au Sénat, des deux projets de lois visant à modifier la régime de la fiscalité locale directe et créant une dotation globale de fonctionnement pour les collectivités locales.

Qu'elles appartiennent à la majorité ou à l'opposition, les différentes formations politiques regrettent que le gouvernement n'ait pas été plus audacieux dans ses propositions et, surtout, que ses textes ne prévoient aucune augmentation des ressources financières des collectivités locales. Leur « désenchantement » est d'autant plus grand que toutes les associations d'élus demandaient essentiellement que l'Etat prélevât des crédits sur son propre budget pour les transférer aux communes et aux départements afin que la répartition des ressources financières nationales fût plus équitable.

Le gouvernement, invoquant les difficultés économiques, n'a pas caché son souci de prudence en préférant rénover le régime fiscal actuel plutôt que de radicalement le modifier. Au cours de sa campagne d'explication en province qu'il a terminée le 7 octobre à Nantes, M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, a clairement indiqué aux maires que « globalement, c'est vrai, les collectivités locales ne disposeront pas de plus de moyens financiers. Mais ceux-ci, à-t-il ajouté, seront attribués différemment et dans le sens d'une plus grande justice ». Les maires espèrent davantage, bien qu'ils ne contestent pas que les nouvelles dispositions apportent certaines améliorations à la situation actuelle et qu'ils accueillent assez favorablement, pour la plupart, la globalisation de l'aide au fonctionnement.

La discussion des deux textes au Sénat est prévue pour les 7 et 8 novembre. Elle sera marquée par le dépôt de nombreux amendements. M. Jean-Pierre Fourcade (P.R.), ancien ministre des finances, a

été désigné comme rapporteur de la commission des finances et M. Lionel de Tinguy (Union centriste), rapporteur pour avis de la commission des lois.

Le P.R. estime que le Parlement devra « profondément amender » le projet sur la fiscalité - dont on voit bien les inconvénients, disent les gaullistes, mais dont on voit mal les avantages pour les communes -.

« La réussite de la réforme dépend surtout de la détermination dont fera preuve le gouvernement pour proposer des solutions de fond à l'épineux problème des finances locales », déclarait récemment M. Michel Ciraud, délégué national du P.R. aux collectivités locales. « Ou bien la réforme dotera les collectivités locales de ressources adaptées à leurs responsabilités et à leurs charges et régulièrement évolutives dans le temps, ou bien elle n'ouvrira que des replâtrages qui perpétueront les injustices et ne satisferont personne. » Estimant que les projets du gouvernement se révèlent plus proches de cette seconde option que la première, le groupe gaulliste s'efforcera de faire adopter ses propres suggestions.

Pour le P.C., les textes gouvernementaux traduisent « un nouveau désengagement de l'Etat face aux besoins sociaux de la population ».

Les socialistes, eux aussi, critiquent ces projets. Ils déposent plusieurs amendements en présentant également un ensemble de contre-propositions qui sont en cours d'élaboration.

Les réserves exprimées par les formations politiques sont partagées par l'Association des maires des grandes villes, qui regroupe des élus de toutes les tendances.

Celle-ci souligne notamment que « la mise en œuvre du projet de loi sur la fiscalité aurait presque total des investissements réalisés dans les villes et à un nombre accru de faillites et de demandes d'emploi ».

L'Association « attire l'attention sur l'augmentation importante de la taxe d'habitation qui devront enporter les populations si les butoirs limitant les ressources apportées par la taxe professionnelle sont maintenus par la législation ». Son président, M. Roger Quilliot (P.S.), sénateur, maître de Clermont-Ferrand, a décidé d'alerter le président de la République et le premier ministre sur les dangers qu'entraînerait, pour les communes, l'adoption d'un texte en l'état.

Le gouvernement acceptera certains amendements à condition qu'il ne dénature pas ses projets. « Nous ne sommes pas fermés aux observations », a indiqué M. Marc Bécam.

Quant au projet de loi-cadre (qui, après les textes financiers, portera sur la répartition des compétences, le statut du personnel, etc.), il doit être déposé au Sénat à la fin de ce mois ou, au plus tard, début novembre. Le gouvernement souhaite qu'il puisse être examiné en décembre et définitivement adopté au cours de la session de printemps 1979.

DEUX PROJETS DE LOI

La fiscalité directe

Le projet de loi réformant la fiscalité locale directe qui a été adopté par le conseil des ministres le 20 septembre n'est qu'un élément de l'ensemble du plan de développement des collectivités locales. Mais il s'inscrit aussi dans un mouvement général de modernisation de la fiscalité française qui a commencé avec les ordonnances de 1959. Il prolonge de la sorte la série de textes les plus récents, notamment les lois de 1973 et de 1975 qui ont permis de rénover l'assiette des impôts locaux et de substituer à la patente un impôt modernisé assis sur des données économiques.

L'innovation essentielle du nouveau projet de loi sur la fiscalité locale directe réside dans la liberté qu'auront les communes et les départements de fixer eux-mêmes le taux des quatre impôts (taxe d'habitation, taxe professionnelle, et les deux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties). L'autre idée sous-jacente à ce projet de loi est qu'il doit établir un lien entre l'évolution des taux de la taxe professionnelle et les trois autres taxes. Enfin un fonds de péréquation sera créé.

Trois avantages sont attendus, selon le gouvernement, de ces nouvelles dispositions : — Plus de clarté, car les élus seront désormais à même d'apprécier directement les conséquences de leurs décisions sur l'imposition de leurs administrés ; — Plus de responsabilité, car

les élus devront assumer directement et pleinement leurs choix fiscaux devant les citoyens ; — Plus de liberté, car ils auront la faculté de moduler dans une certaine mesure les taux des différentes taxes.

● **La taxe professionnelle.** Dès 1979, les taux de cette taxe votée par les communes ne pourront dépasser 20 %. D'autre part, la cotisation de taxe professionnelle d'une entreprise ne pourra dépasser 8 % de sa valeur ajoutée. Favorables aux entreprises, ces dispositions risquent de ne pas l'être pour les collectivités locales et aucun mécanisme correctif n'était prévu. C'est pourquoi, dans son projet, le gouvernement prévoit que la part de recettes (résultat du plafonnement à 20 %) de la taxe professionnelle sera intégralement compensée en 1979, cette compensation ne disparaissant qu'au terme d'une période de cinq ans. D'autre part, les communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale bénéficieront d'une aide permanente destinée à compenser l'insuffisance de leurs bases de taxe professionnelle. Enfin, le plafonnement des cotisations à 8 % de la valeur ajoutée ne devra pas avoir d'incidence sur les recettes des collectivités locales.

Les deux premières de ces

mesures seront financées par un prélèvement sur les communes à potentiel fiscal exceptionnel (communes où existe une centrale nucléaire, par exemple). La troisième sera financée par une cotisation nationale dont le taux, fixé à 7 % en 1979, diminuera progressivement jusqu'à 2,5 % en 1982. Un fonds national de péréquation sera institué, permettant d'affecter ces transferts, au titre de la solidarité entre communes.

● **La taxe d'habitation.** Le projet de loi prévoit deux dispositions pour alléger la charge des contribuables les plus modestes : — L'abattement à la base, prévu par la loi de 1973, et jusqu'alors facultatif, sera rendu obligatoire. Jusqu'à ce jour, une commune seulement sur six a institué cet abattement. Le taux de l'abattement sera fixé à 15 %, avec possibilité de le porter à 20 % ;

— Les conseils municipaux pourront accorder un abattement supplémentaire de 5 % aux contribuables peu fortunés qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu et qui habitent dans un logement dont la valeur locative est inférieure à la moyenne communale.

Enfin, pour que les deux taxes foncières ne restent pas à l'écart de cette « toilette » générale, l'actualisation des va-

leurs locatives foncières sera faite tous les trois ans (la première opération étant prévue en 1980). Toutefois, pour assurer aux collectivités locales une progression régulière de leur

base de la taxe professionnelle n'augmentent plus vite que celles des autres taxes, les valeurs locatives seront majorées annuellement, entre deux opérations de réactualisation, au moyen de coefficients forfaitaires fixés par la loi de finances.

L'année 1979 est, pour les départements de l'ouest, celle du remplacement des anciennes contributions par les nouvelles taxes. Au cours de cette année vont donc se cumuler les réformes intervenues en métropole en 1974 (introduction de la taxe d'habitation et des taxes foncières) et 1976 (création de la taxe professionnelle).

Il n'est donc pas possible, estime le gouvernement, de demander aux élus locaux de ces départements, dès 1979, de voter quatre taxes d'actifs.

Comme en métropole, un décret en Conseil d'Etat aura pour objet d'instaurer, avec les décalages de dates et les adaptations nécessaires, le système du « produit voté », qui a fonctionné en métropole de 1974 à 1978. Ce produit global sera réparti par l'administration entre les contribuables. Le décret transposera également au DOM le régime de plafonnement de la taxe professionnelle institué en métropole en 1976.

Recettes directes et apport de l'Etat

LES collectivités locales, c'est-à-dire les communes, les départements, mais aussi les communautés urbaines et les districts, ont en 1976, 123 milliards de francs de recettes. Mais leurs ressources propres, constituées à 70 % d'impôts locaux directs, ne représentent

que 42 % de ce total. Les transferts, en provenance de l'Etat essentiellement, interviennent pour 40 % tandis que le solde (18 %) est constitué par les emprunts. Les communes s'endettent beaucoup plus que les départements (voir tableau 1).

TABLEAU I
LES RECETTES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 1976
(En milliard de francs - Source : ministère de l'Intérieur)

	RESSOURCES PROPRES (1)		TRANSFERTS (2)		RESSOURCES PROPRES (3)		TOTAL
	1976	1975	1976	1975	1976	1975	
Communes	51,87	48,7	24,94	22,5	16,71	22,1	75,56
Départements	12,38	12,3	21,08	20,9	5,02	4,9	38,98
Paris	4,28	4,2	3,77	3,6	0,28	0,2	8,33
Ensemble des collectivités locales	51,87	48,7	49,11	47,0	22,01	27,2	123,56

(1) Impôts locaux, redevances, recettes domaniales.
(2) Essentiellement le versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.T.S.) et les subventions d'équipement.
(3) Emprunts.

De 1970 à 1976, la structure des différentes recettes des collectivités locales ne s'est pas sensiblement modifiée, bien que la part des ressources propres ait légèrement régressé. Une telle évolution, si elle se poursuivait, serait toutefois inquiétante, tant il est vrai que les ressources propres sont un gage d'autonomie et de responsabilité financière des communes, tandis que les emprunts ou les transferts de l'Etat, s'ils prennent une place trop importante, accentueraient les liens de dépendance et ne les pouvoirs des autorités de tutelle.

À elles seules, les communes ont prélevé, en 1976, 23,27 milliards de francs d'impôts directs. De 1970 à 1976, les impôts directs communaux ont progressé en moyenne de 16,6 % par an, au même rythme que les transferts financiers de l'Etat, constitués pour l'essentiel par le versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.T.S.). Toutefois, alors que, entre 1970 et 1971, le produit des « centimes additionnels » n'augmentait que de 10,5 %, et de 16,3 % entre 1973 et 1974, le bond était de 22,6 % entre 1974 et 1976, mais lorsque l'on examine la progression de la fiscalité directe et

TABLEAU II
FISCALITÉ LOCALE DIRECTE SELON LES VILLES EN 1976
(En francs par habitant - Source : ministère de l'Intérieur)

Produit des impôts directs sur les ménages	COMMUNES				
	De moins de 2 000 habitants	De 2 000 à 10 000 habitants	De 10 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	De plus de 100 000 habitants
	136 F	179 F	273 F	302 F	347 F

indirecte de l'Etat et celle des communes entre 1971 et 1975 (derniers chiffres connus), il apparaît que la pression fiscale locale a augmenté plus vite que la pression des impôts de l'Etat. On assiste toutefois à une disparité de plus en plus marquée de la pression fiscale directe entre les communes rurales et les grandes villes. La progression moyenne entre 1970 et 1976 a été de 13,1 % par an dans les villages de moins de deux mille habitants, mais de 18,1 % dans les villes de cinq mille à dix mille habitants.

Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, le produit des impôts sur les ménages augmente régulièrement en fonction de la taille des communes, ce qui n'est pas a priori étonnant si l'on admet - mais le débat est ouvert - que les villes ont plus de besoins à satisfaire que les bourgs et que, en moyenne, les revenus des citoyens sont plus élevés que ceux des ruraux. Ainsi, dans les villes de plus de cent mille habitants les impôts sur les ménages sont par habitant deux fois et demi plus élevés que dans les communes de moins de deux mille habitants. (Voir tableau 2.)

Page établie par FRANÇOIS GOSRICHARD et ALAIN ROLLAT.

LE TRANSFERT

Le gouvernement a mis au point le 11 octobre les modalités du transfert aux communes de certaines ressources de l'Etat. Au-delà d'un changement de vocabulaire (le versement représentatif de la taxe sur les salaires - V.T.S.) - est désormais remplacé par la dotation globale de fonctionnement), la réforme modernise les relations financières entre l'Etat et les communes.

Jusqu'à maintenant, le V.T.S. était calculé en fonction de l'évolution des salaires dans le pays. Or, il se révèle évidemment inadapte aujourd'hui, en France comme dans les autres pays européens, le nombre des salariés a tendance à diminuer

et le niveau des salaires à progresser plus lentement. C'est pourquoi, désormais, la dotation sera indexée sur l'évolution de la T.V.A., qui, selon le gouvernement, représente le prototype de l'impôt « moderne et dynamique ».

Les communes ne devraient pas y être hostiles, puisque, d'après les premières estimations, selon le nouveau régime, les collectivités recevront, en 1979, 847 millions de francs de plus que si l'ancien régime avait été maintenu.

La dotation globale n'étant pas affectée à telle ou telle dépense

particulière, les maires pourront donc gérer avec plus de souplesse leur budget.

La dotation est répartie en deux « paquets » : — Une dotation forfaitaire assurant aux collectivités des ressources garanties. Celle-ci devra être ramenée progressivement à 25 % du total en 1986 (60 % en 1979) ;

— Une dotation dite de « péréquation » (75 % en 1986 contre 40 % en 1974).

En outre, pour répondre à des cas particuliers, des concours spé-

ciaux ou des régimes particuliers sont prévus dans le projet de loi. Bénéficiaires de ces concours additionnels les communes les plus défavorisées de moins de 5 000 habitants, les communes touristiques et thermales, les villages gagnés par l'urbanisation, les communes qui font un effort de regroupement. Les régimes juridiques particuliers concernent les communes de l'Ile-de-France, les DOM, Wallonie-Franche, Mayotte, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, le projet de loi crée un comité de finances locales qui se substituera à l'ancien comité de gestion du fonds d'action locale.

ALLEZ EN BRETAGNE DANS UN TRAIN

Entre Paris et la Bretagne, chaque jour du lundi au vendredi : - 9 relations
7 h 10, 8 h 33, 10 h 00, 11 h 37, 12 h 58, 14 h 35, 17 h 00, 18 h 26 et 19 h 05 (19 h 11 les vendredis), - 6 relations Corail vers Rennes: départ à 7 h 10, 8 h 33, 11 h 37, 14 h 35, 17 h 00 (17 h 05 les vendredis) et 19 h 05, - 6 relations Corail vers Quimper: départ à 7 h 10, 8 h 33, 10 h 00, 12 h 58, 17 h 00 et 19 h 05 (19 h 11 les vendredis).

Desserte aménagée les samedis et les dimanches. (Sous réserve de modifications.)



REDECouvrez LE TRAIN.

Page établie par FRANÇOIS GOSRICHARD et ALAIN ROLLAT.

Les arrêts des retards

Selon la C.G. LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SERA DE 6 MILLIARDS

SOCIAL

Les arrêts de travail dans les P.T.T. entraînent des retards importants dans la distribution du courrier

Des chefs d'entreprise lyonnais demandent la privatisation de la poste

Les retards du courrier qu'enregistrent les usagers au cours de cette semaine ne sont pas tous dus aux grèves tournantes déclenchées par les syndicats du personnel des P.T.T. A Lyon, l'automatisation d'un centre de tri...

similitude d'automatisation avait donné lieu à la même pagaille à Bordeaux... un million d'objets étaient restés en souffrance pendant plusieurs semaines.

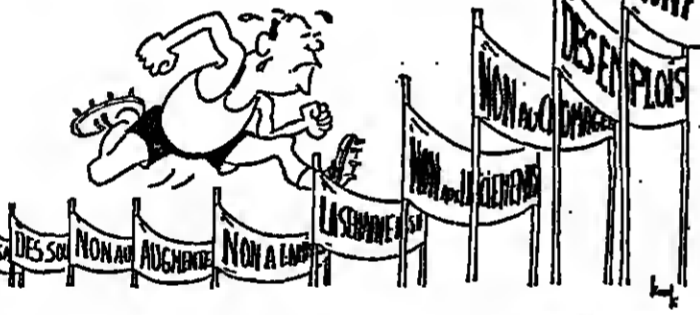
De notre correspondant régional

Le responsable de cette situation catastrophique, c'est, selon eux, l'administration, qui a mis en service, le 2 octobre, un centre de tri automatique incapable d'assurer l'acheminement rapide du courrier et des paquets.

Le nouvel équipement, qui représente un investissement total de 160 millions de francs, et le centre de Ferracoste, qu'il est appelé à remplacer, emploient à eux deux, 1.200 agents environ.

Liens de travail, suppression d'heures d'auxiliaires, réduction de la vitesse d'acheminement d'urgence, détérioration de la qualité du service rendu...

Directes de l'Etat



Selon la C.G.T.

LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE SERA DE 6 MILLIARDS

Les dirigeants de la C.G.T. soulignent le gouvernement de dissimuler l'ampleur du déficit du régime général de la Sécurité sociale qui, en 1978, atteindra, selon eux, 6 milliards de francs.

Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale, et M. Jean Dubois, membre de la commission exécutive, ont, le 23 octobre, déclaré devant la presse que cette situation était due principalement au chômage, à la régression des salaires et à la hausse des charges induites.

La caisse nationale d'assurance-maladie, dans son rapport d'activité pour l'année 1977, a fait état de la situation excédentaire du régime général. Mais, a dit M. Dubois, c'est une supercherie, il n'y a pas de ralentissement de la consommation, mais on a appliqué des majorations de cotisations et une diminution des taux de remboursement.

C'est pourquoi la C.G.T. souhaite engager une réflexion de fond sur le problème de la Sécurité sociale à laquelle participeraient syndicats et patronat, afin de contrecarrer la « politique malhonnête » du gouvernement dans ce domaine.

A Paris

LES CONDUCTEURS DE BENNES À ORDURES REPRENENT LEUR GRÈVE

Réunis en assemblée générale, le lundi 23 octobre, les conducteurs C.G.T. de bennes à ordures de la Ville de Paris ont décidé de continuer le mouvement de grève commencé mardi dernier et qu'ils avaient suspendu depuis trois jours.

En proposant une assurance-chômage complémentaire pour les seuls cadres chômeurs, la C.G.C. fait « une erreur syndicale », a assuré M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres (U.I.C.), au cours d'une conférence de presse tenue lundi 23 octobre à Paris.

« Que cette proposition soit faite pour masquer les problèmes internes de la C.G.C., c'est une chose », a poursuivi le responsable cégétiste, mais qu'elle soit rendue publique à un moment-clé de la négociation sur la réforme de l'indemnisation du chômage, c'est contraire à l'affaiblissement du front syndical.

« M. Vanlerenberghe a ensuite défini les principales actions que les cadres C.F.D.T. entendent mener dans les prochains mois : extension des contrats précaires, qui sont imposés aux jeunes cadres ; propositions pour améliorer la fonctionnement de l'Association pour l'emploi des cadres (A.P.E.C.) et de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ; développement avec les cadres, des listes, notamment contre l'accroissement des charges de travail, pour le respect des horaires conventionnels et pour la réduction de la durée du travail ».

UNE FILATURE DE LILLE LICENCIE UN CINQUIÈME DE SES EFFECTIFS

(De notre correspondant)

Lille. — L'inspection du travail de Lille vient d'autoriser un licenciement collectif de 188 personnes aux filatures La Blain & Lillie, spécialisées dans le coton peigné, ainsi que dans les fibres artificielles et synthétiques.

Le P.-D. G. de l'entreprise, M. Antoine Le Blain, avait justifié la nécessité de réduire les activités de sa filature de coton en raison de la situation du marché.

Pris de trois cents licenciements à Brionnais, Lotz Marine de Nantes... La direction de Brionnais Lotz Marine de Nantes (mille quinze salariés) vient de confirmer officiellement les licenciements qui redoutait, la semaine passée, le personnel.

BERNARD ÉLIE

A Saint-Dié

LA SOCIÉTÉ PELTEX VA CESSER SON ACTIVITÉ

De notre correspondant

Epinal. — L'industrie textile vosgienne perd une nouvelle unité. Peltex de Saint-Dié, qui dépend du groupe de la Compagnie Française de l'Afrique occidentale, et est spécialisée dans la fabrication des foulards synthétiques, va cesser son activité.

Selon la direction, la décision de fermeture a été prise pour des raisons économiques. La situation n'a cessé de se détériorer depuis le début de l'année 1975.

France. Cette usine construite en 1964 avait compté jusqu'à sept cents salariés en 1968. Depuis, ses effectifs n'avaient cessé de diminuer à la suite de vagues successives de licenciements.

Les possibilités de reconversion du personnel licencié, sont très minces. La région de Saint-Dié est une des plus frappées par le chômage. On y compte une offre pour onze demande d'emploi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT CNT 10,30% CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. La sécurité d'un investissement rentable. TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT 10,24% SOUSCRIPTION Banque - P.L.L. Comptables du Trésor.

OFFRES PUBLIQUES D'ECHANGE DES ACTIONS SUPER-MARCHÉS DOC « SMD » ET DOC FRANÇOIS « SDF ». La Banque de l'Indochine et de Suez et la Société égyptienne de banque, agissant pour le compte de la Société Doctes de France, offrent aux actionnaires des sociétés Super-marchés DOC et DOC François d'échanger toutes les actions qu'ils détiennent contre des actions de la Société Doctes de France à Amstres.

PECHELBRONN ABSORPTION DE M.L.S. PARTICIPATIONS ET DE DIVERSES FILIALES. Au cours de sa réunion du 18 octobre, le conseil d'administration a approuvé le projet d'un traité d'apport-fusion aux termes duquel seraient regroupés aux Pechelbronns la Société M.L.S. Participations ainsi que diverses filiales Société française de subitres, A.M.O., Finances et Financière du Dauphiné, Compagnie des Hauts Fourneaux de...

BIS S.A. CENTRALE INTERNATIONALE DES SERVICES SOCIÉTÉ MOBILE. Le conseil d'administration, dans sa séance du 17 octobre 1978, a examiné la situation prévisionnelle au 30 juin 1978 de BIS S.A. société holding, dont le résultat net atteint 13.402.978 F. Il n'est pas comparable au résultat net de la même période 1977, en raison du changement intervenu dans les structures juridiques.

INDOSUEZ FRANCE-ÉPARGNE (SICAV) PARIBAS. Un accord de financement d'un montant de 18 millions de francs français a été signé à Paris le 3 octobre 1978, entre, d'une part, la Banque nationale de Guinée-Bissau (Banque centrale de Guinée-Bissau), d'autre part, la Banque de l'Indochine et de Suez, la Banque Franco-portugaise et la Société Générale.

FROMAGERIES PAUL-RENARD. La situation prévisionnelle au 30 juin 1978 fait ressortir un bénéfice net après impôts de 1.196 million de francs contre 0,418 million de francs au 30 juin 1976, après prise en charge d'une provision pour amortissements de 3,045 millions de francs contre 2,838 millions de francs et d'une provision pour impôts de 1,412 million de francs contre 0,825 million de francs.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE ENTREPRISE SONATRACH Division Hydrocarbures AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI. Les Sociétés intéressées par l'Appel d'Offres National et International relatif aux équipements de grande cuisine à (HASSI-MESSAQUID - HASSI-R'MEL - RHOURDE-NOUSS - TIN-FOUYE et IN-AMENAS).

SOCIAL

Libres opinions

Pour la réintégration de Pierre Florence

par JEAN-PAUL MURCIER (*)

TROIS mois de prison ferme pour avoir refusé la réintégration de Pierre Florence : cette décision du tribunal correctionnel de Saint-Etienne a surpris. Car il cette meins chef en général de financier irrégulièrement un délégué syndical, de refuser sa réintégration et de la contrôler au chômage pendant plusieurs années que d'être jugé en flagrant délit pour vol à la tire ou à la roulotte.

Ainsi, la sanction pénale en cas d'entrave aux libertés syndicales a tendance à s'aggraver. D'une amende de quelques centaines de francs, parfois avec euros, on est passé à des peines de prison toujours avec euros, de quelques jours pile de quelques mois. Dans l'affaire Lelou, le tribunal correctionnel de Béthune a prononcé une peine de prison ferme. La tribunal correctionnel de Saint-Etienne y est venu lui aussi dans l'affaire Florence.

Dans cette lente prise de conscience de la gravité du délit d'entrave, la presse a joué un rôle important. Les syndicats susal. Pour la C.F.D.T., par exemple, le procès pénal est l'occasion d'un débat public sur la vie des travailleurs à l'usine, sur leurs conditions de travail, sur les pratiques répressives des directions. Il est aussi l'occasion d'un affrontement entre, d'une part, la logique patronale, qui s'appuie sur la propriété privée des moyens de production et les droits que l'employeur tient de la conclusion du contrat de travail, et, d'autre part, la logique des travailleurs, qui exige la protection des conquêtes ouvrières et le respect de leurs droits et de leurs libertés.

La clarification des enjeux du procès pénal conduit les juges mieux informés à une répression plus sévère.

L'affaire Florence présente à cet égard un intérêt exceptionnel. C'est en 1969 que ce délégué C.F.D.T. se trouve illégalement licencié et réduit au chômage. Malgré sa qualification de chef comptable, il ne retrouvera jamais d'emploi, dans son métier. Parle d'un emploi à laquelle s'ajoute, malgré l'indemnisation allouée par la cour d'appel de Lyon en 1976, une importante perte de ressources.

Situation d'autant plus scandaleuse qu'avant son licenciement Pierre Florence avait été — on s'en souvient — l'objet de brimades (effectuar à longueur de journées des multiplications et des divisions sans intérêt pratique pour l'entreprise), qui avaient révélé la presse et l'opinion publique.

Les plus hautes juridictions de notre pays se sont penchées sur cette affaire : le Conseil d'Etat d'un côté, la Cour de cassation de l'autre. Elles ont d'accord : Pierre Florence a été l'objet de brimades intolérables, son licenciement est irrégulier, il a droit à sa réintégration. Mais Pierre Florence est toujours dehors.

Il e bien été réintégré le 1^{er} août 1975, mais cette réintégration, qui s'est produite pendant les vacances du reste du personnel, n'a duré que deux heures trente, de 14 h. 30 à 17 heures. Prié de partir lui-même en congé, Pierre Florence sera à nouveau licencié quelques jours plus tard. La société des Acieries du Forez, qui l'emploie, s'est coupée en deux. L'une n'emploie que huit personnes, et cette société n'a pas besoin de lui : la comptabilité est assurée par une entreprise extérieure.

Ce sont cette mise en scène, cette réintégration-bidon, ce défilé porté à la justice, qui sont dénoncés par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne et expliquent la sévérité de sa condamnation. Pierre Florence continue de réclamer sa réintégration, une réintégration qui soit vraie, sincère, durable. Il y a droit. Les juges répondent dans la logique des travailleurs à une exigence profonde : doivent l'imposer.

C'est que la réintégration dans le mandat et dans l'emploi correspond dans la logique des travailleurs, à une exigence profonde : celle de la protection du droit syndical et des libertés collectives des travailleurs. Cette protection n'existe pas réellement si l'employeur peut mettre à la porte un délégué dont il ne veut plus et l'y maintenir en se bornant à lui verser une somme d'argent.

Aussi de grandes batailles ont-elles été menées par les travailleurs — qui ne se contentent de l'usine Guy Rebart ? — pour imposer au patronat cette réintégration (1). A compter de 1972, celle-ci a été admise progressivement par les tribunaux. Des progrès concrets ont pu être réalisés sur la terrain, sous l'effet conjugué du rapport de forces et des décisions judiciaires.

Une autre vérité est alors apparue. Ce qui porte atteinte au crédit des patrons, c'est le refus de certains d'entre eux de toute présence syndicale dans l'entreprise et leur rébellion contre les décisions de justice — et, non pas l'acceptation de la réintégration, en cas de licenciement irrégulier. Cette réintégration est une exigence profonde de la justice sociale, que l'autorité patronale peut reconnaître et accepter, sans se renier.

(*) Responsable du service juridique de la C.F.D.T.

(1) Il faut vingt-cinq procès et vingt-six mois de procédure pour qu'en 1972 M. Guy Robert, secrétaire du syndicat C.F.D.T. de l'usine SAVIEM de Cess-Blaizville, obtienne sa réintégration.

PRESSÉ

A New-York

La « presse instantanée » remplace les journaux en grève

De notre correspondant

New-York. — Le public new-yorkais dispose de titres de remplacement quand ses quotidiens habituels lui manquent. Le New York Times et le Daily News, en grève depuis les premiers jours du mois d'août, ont laissé la place sur les présentoirs à deux tabloïds, le Daily Press et City News. Le New York Post, qui a reparu la semaine dernière, avait été remplacé par le Daily Mirror. Ceinturé à disparu à la réouverture du Post, conformément aux accords passés avec le directeur du Post, Rupert Murdoch.

Le New York Times a même en la semaine dernière un successeur : un journal qui ressemblait comme un frère, Not the New York Times. Tout le journal, employant la typographie, la mise en pages et le style du New York Times, était un pastiche du grand quotidien new-yorkais. Sous divers pseudonymes, tels Joseph Toaster ou Fama Lewis (le rapport à la rédaction du Post, conformément aux accords passés avec le directeur du Post, Rupert Murdoch, avait déjà commencé à faire paraître son journal, alors que ses concurrents étaient toujours en grève. Devant des difficultés surgies dans les négociations entre eux et les syndicats, il a décidé de lancer immédiatement un projet qui préparait depuis un an. Le Daily Star, un tabloïd qui sera vendu 10 cents (environ 45 centimes) et sera disponible dans les kiosques en fin d'après-midi. Il devra, selon Murdoch, s'adresser à une clientèle plus jeune que les journaux existants et recourir largement à la photographie.

enracinée. De fait, les frères Stern ou Chris Hagedorn, le patron du City News, concentrent leurs efforts sur un point : la distribution, qui est un casse-tête aux Etats-Unis comme en France. Il faut que le « journal de grève » se trouve exactement aux mêmes endroits qu'un de ceux qu'il remplace. D'où des négociations serrées avec les distributeurs du New York Times ou du Daily News, et quelques cadres débarrassés à grand renfort de dollars.

Quand les grands journaux new-yorkais repartront, les « squatters » feront leurs valises. Rien ne sera calme pour autant, car, à l'exception du New York Times (environ 400 000 exemplaires par jour), la concurrence entre le Daily News et le New York Post est sévère. Rupert Murdoch, le directeur du Post, un Australien qui est aussi propriétaire du Sun de Londres, avait déjà commencé à faire paraître son journal, alors que ses concurrents étaient toujours en grève. Devant des difficultés surgies dans les négociations entre eux et les syndicats, il a décidé de lancer immédiatement un projet qui préparait depuis un an. Le Daily Star, un tabloïd qui sera vendu 10 cents (environ 45 centimes) et sera disponible dans les kiosques en fin d'après-midi. Il devra, selon Murdoch, s'adresser à une clientèle plus jeune que les journaux existants et recourir largement à la photographie.

Neutraliser les ouvriers

En attendant la grève déclenchée sur l'introduction du matériel moderne d'impression qui semblait devoir se régler rapidement, le journal continue de publier ses pages de la soirée des « vrais » quotidiens new-yorkais. Dans le passé, les linotypistes du New York Times ont obtenu la grève de l'emploi qui qu'il leur a été imposé. Cette fois, les rotativistes et le personnel employé aux presses des journaux new-yorkais qui poursuivirent le même but. Ce que les patrons de presse ont refusé, c'est la possibilité d'écarter ces ouvriers de leur outil de travail devenu défectueux, afin de pouvoir remplacer ceux-ci.

Il y a quatre ans, les syndicats des linotypistes du New York Times devaient se résoudre à accepter l'introduction progressive des techniques de photocomposition. En échange, les ouvriers avaient obtenu une garantie d'emploi à vie pour les syndiqués, plus des gratifications et des conditions de retraite sans équivalent dans le reste du pays. Une fois admis, l'usage de la photocomposition a produit rapidement ses conséquences, qui, poussées à l'extrême, confient aux journalistes — avec la complicité du clavier, de l'écran de visualisation et de l'ordinateur — le travail de composition, qui était jusqu'ici du ressort des linotypistes. Il ne reste à ceux-ci que la tâche de coller les lettres composées sur les pages-maquêtes. Et, encore, cette dernière opération, sans commune mesure avec le savoir-faire qu'ils avaient acquis, sera vraisemblablement, dans un proche avenir, réalisée électriquement.

Le 4 juillet dernier, indique M. Baskin, qui avait été longtemps le chroniqueur syndical du New York Times, et qui vient de publier une étude sur ce sujet dans la revue Atlantic Monthly, le Times vendait trente et une linotypes qui lui restèrent achetées à l'origine pour environ 2 millions de dollars, elles ont été cédées pour quelques milliers de dollars seulement. La photocomposition a permis au Times de produire un million de lignes de journal à la minute, soit l'équivalent de ce que pourraient produire deux cents linotypistes travaillant côte à côte.

ANON. des linotypistes, dont le travail a perdu sa raison d'être en juillet, n'est cependant tenu de quitter le journal. L'accord conclu entre son syndicat et le Times ne lui impose pas de date de départ en retraite, et son salaire est garanti au-delà de la convention collective actuelle, qui se termine en 1984. La note paraît sévère pour l'employeur. Mais celui-ci estime qu'il a désormais neutralisé l'atelier de composition, et que c'en est presque fini de la composition typographique.

Le conflit devait inévitablement toucher un autre stade de la fabrication d'un journal : l'impression. Dans ce domaine, les syndicats ne s'étaient pas opposés à une modernisation partielle du matériel, mais avaient imposé dans leur convention collective le maintien en place du personnel maximum. Les employeurs new-yorkais, qui sont passés en quelques années de la défensive à l'offensive — en partie parce que la situation économique de la presse américaine est bonne, et cherchent à trouver avec les rotativistes et les ouvriers de cette branche une solution comparable à celle qu'ils avaient obtenue avec les linotypistes. Ce sont eux

qui ont acculé les quelque cinq cent cinquante rotativistes de tous trois grands journaux à la grève au mois d'août : ils entendaient réviser les règles de travail existantes afin de pouvoir réduire de 10 % les effectifs des salles de rotatives et supprimer les avantages acquis.

A cet égard, l'expérience du Washington Post est significative. Elle montre à quel point on peut réduire drastiquement le nombre des rotativistes. C'est ce que voulaient faire les propriétaires du Post en octobre 1974. Et c'est ce que les syndicats ouvriers du journal tentèrent d'empêcher en déclenchant une grève à ce moment. Le Post avait pu moderniser son matériel d'impression, et les conditions d'entretien et de surveillance que les syndicats avaient obtenues pour celui-ci étaient à la fois exagérées et douteuses.

Vers une retraite dorée

Le nombre d'heures supplémentaires que le Post devait payer à ses rotativistes augmentait de 50 % le salaire de ceux-ci. Depuis que le travail a repris, trente-cinq hommes font l'essentiel du travail qui occupait à plein temps avant la grève cinq fois plus d'ouvriers. Il ne reste que cent quatre-vingt-quatre hommes aux rotatives sur les deux cent cinquante qui travaillaient auparavant, et il n'y a pratiquement plus d'heures supplémentaires. Trente seulement des anciens rotativistes travaillent encore au Post, et tous ont quitté leur syndicat.

A New-York, les patrons de presse ne peuvent songer à employer la manière forte, mais les syndicats du Livre ne sont plus assez puissants pour maintenir le statu quo. Ils doivent accepter la mort dans l'âme d'aller vers une retraite dorée. Tel est le sens général de l'accord de principe intervenu entre patrons et syndicats à la fin de la semaine dernière, et dont les détails doivent être négociés avant que le travail ne reprenne.

Selon cet accord de base, les patrons garantiront la sécurité de l'emploi total à tous les ouvriers travaillant aux presses des trois grands journaux (le New York Post, bien qu'il ait reparu avant les autres, a accepté par avance de respecter les conclusions des négociations en cours). Cet accord serait valable jusqu'en 1994. En échange, les rotativistes accepteraient d'augmenter la productivité et de réduire le nombre des ouvriers affectés aux machines. Enfin, ceux qui participent en retraite ne seraient pas remplacés.

ALAIN-MARIE CARRON.

Table with financial data, including 'BOURSE D' and 'VALEURS' columns, listing various market indicators and prices.

Advertisement for 'Si vous avez de l'argent à placer aujourd'hui, êtes-vous sûr de ne pas en avoir besoin demain?' featuring Caisse Nationale de l'Energie.

Advertisement for 'Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale' offering 'FORMATION CONTINUE' and 'SERVICES DE PERSONNEL'.

Advertisement for 'Le Placement Pierre' offering 'LE DIAMANT' investment services.

Advertisement for 'RAMAS transports' with '32 pays' and '120 agences en France'.

Advertisement for 'REPUBLIQUE TUNISIENNE' featuring 'AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL' for water supply.

1978

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 23 OCTOBRE

La baisse s'accélère

Bien amorcé à la veille du week-end, le mouvement de repli s'est sensiblement accéléré lundi à la Bourse de Paris, dernier jour du mois boursier d'octobre. Relativement actif, le marché s'est orienté à la baisse dès le début de la séance et l'indicateur tantant à terminé à -1,55 %.

Aucun compartiment n'a échappé à un mouvement général, dont le déclin s'est traduit très bien réplé, et près de 140 valeurs ont été cotées en baisse. Les pertes les plus sévères ont été infligées par Paris-France, Orléans-Français et S.N. qui ont cédé en outre plus de 5 %.

Sur quatre semaines, les valeurs françaises n'en ont conservé pas moins (en moyenne) une progression de 1,5 % environ. La série de grâces annoncées pour cette semaine, la chute continue du dollar sur les marchés des changes, l'effacement des cours à Wall Street, le passage socio-économique ne sont pas valables. Mardi, en effet, s'ouvre un nouveau mois de crédit.

Pourquoi ne pas l'entamer à des nouvelles cours plus attractifs, se demandent certains professionnels. Sur le marché de l'or, le billet américain a faibli de 10 à 110 francs, en recul de 110 francs. Quant au napoleon, il a cédé 2,90 francs à 267 francs. Le volume des transactions est resté à peu près stable à 8,21 millions de francs contre 8,94 millions.

Taux du marché monétaire Effet prévu : 2,7 %

LONDRES

Les ouvriers de l'industrie ont annoncé contre un mouvement de grève, le marché a subi un repli de 2,4 points, à 498. Irrégularité des valeurs. Tracement des mines d'or.

Table with columns: Valeurs, Cloture, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SAURINQUET. - Parts nettes pour le premier semestre de 1978 de 1,28 million de francs contre un bénéfice de 4,46 millions de francs un an plus tôt.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, Base 100 à 31 déc. 1977.) 20 oct. 23 oct. Valeurs françaises : 161,5 158,8 Valeurs étrangères : 102,7 102,4 Indices général : 51,2 50,2

NEW-YORK

Léger redressement technique Comme certains et attendants l'affaiblissement des cours de la semaine dernière, un léger redressement technique est intervenu lundi à Wall Street. L'indice Dow Jones, qui avait cédé près de 60 points en l'espace de cinq séances, est parvenu à se reprendre 1,66 pour s'établir à 839,60.

Le nombre de baisses est cependant resté nettement supérieur à celui des hausses (l'indice Dow Jones comprend 3000 titres). Les valeurs ont été en baisse jusqu'à 10h30, puis ont encore fléchi. Quant à la Chambre de Commerce, le chiffre d'affaires des transactions, à la fin de l'année, a diminué à 34,25 millions d'actions échangées contre 43,97 millions à la veille du week-end. Ce ralentissement du rythme des ventes a facilité la tâche des investisseurs institutionnels chargés de redresser un peu la cote.

Autour du Big Board, néanmoins, beaucoup doutent de la persistance de ce mouvement. Fin après l'annonce, en effet, il a été annoncé que la Chemical Bank avait décidé de réduire son dividende de 10,24 % contre 10 % la semaine dernière. La baisse de la cote de la maison blanche ne fait guère l'enthousiasme des milieux d'affaires.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists dollar exchange rates.

VALEURS

Main table of stock values with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, Différence. Includes sections for Valeurs, Valeurs, and Valeurs.

BOURSE DE PARIS - 23 OCTOBRE - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

MARCHÉ A TERME

Table of term market values with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market values with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IREES
- PÉNE DE MORT : « La société soviétique », par Pierre Marcellin; « La logique de la décadence », par Jean-Claude Goldsmith; « Sa protégée, non sa venger », par Arthur Fauché; « Et si Christian Komoc... », par Gabriel Gohau.
- 3. ETRANGER
- Les négociations israélo-égyptiennes.
- 4-5. ASIE
- Pékin et Tokyo en « rendez-vous historique » (II), de notre correspondant Philippe Foss.
- 6. EUROPE
- 7. DIPLOMATIE
- 8-9. POLITIQUE
- LIBRES OPINIONS : « La rupture, l'unité et le P.S. », par Christian Aleis.
- 10. SOCIÉTÉ
- 10-11. RELIGION
- L'assemblée annuelle de l'épiscopat français à Lourdes.
- 12. DÉFENSE
- EDUCATION
- 13 à 15. LA BENTRÉE UNIVERSITAIRE

MODES DU TEMPS
PAGES 18 et 17

- Le kimono dans tous ses aspects.
- Gadgets à l'hôtel.
- Jambons dans leurs meubles.
- Un style fait pour durer.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
PAGES 19 à 21

- La recherche stérilisée.
- Quand l'ordinateur vient au secours du chimiste.
- La science et la technologie européennes face aux défis de la société actuelle.
- Actualité médicale.

- 22 à 25. CULTURE
- EXPOSITIONS : têtes d'affiche.
- THEATRE : le Star des ombres, d'Yvonne Douadi.
- 35. EQUIPEMENT
- 36. REGIONS
- 37 à 40. ÉCONOMIE
- L'ÉVÈNEMENT : la réforme des finances locales.
- SOCIAL : « Pour la réintégration de Pierre Fleurence », libre opinion de J.-P. Murcier.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (28 à 35)
Aujourd'hui (18) ; Carnet (18)
« Journal officiel » (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18) ; Bouzou (41).

Le bon goût est parisien

DeSede aussi chez

behr
maurice vignon

LATREILLE
SPECIALISTE DU TRES BEAU VÊTEMENT
POUR HOMMES
COSTUMES et PAPDESSUS 499.795 F
POUR DAMES
ENSEMBLES et MANTEAUX
599.795 F
QUALITES IRREPROCHABLES
62 r. St-André-des-Arts, 6^e
Parkings attenant à nos magasins

A B C D E F G

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE PUY-DE-DÔME

M. Giscard d'Estaing : la France doit adapter ses structures et ses méthodes aux nouvelles données de la compétition mondiale

Clermont-Ferrand. — Estimant que « ce qui est important, ce sont les promesses tenues », le président de la République est venu vérifier, mardi 24 octobre, dans le Puy-de-Dôme, la mise en œuvre du plan de développement du Massif Central. M. Giscard d'Estaing avait présenté, le 29 septembre 1975, devant le conseil régional d'Auvergne réuni au Puy, ce plan, qui vise essentiellement au « désenclavement » routier de la région. Le chef de l'État a inauguré, mardi en début de matinée, les déviations de Veyre et d'Anthézat sur la route nationale 9, et le tronçon Clermont-Ferrand-Thiers de l'auto-route B-71.

M. Giscard d'Estaing a ensuite été reçu à l'hôtel de ville de Clermont-Ferrand par le maire, M. Roger Quilliot, sénateur (P.S.) du Puy-de-Dôme. C'était la première visite officielle d'un président de la République dans la capitale auvergnate depuis celle du général de Gaulle en 1960. La municipalité d'union de la gauche était présente au côté du maire, pour accueillir le président de la République. Toutefois, le parti socialiste et le parti communiste s'étaient joints aux syndicats pour appeler à une manifestation place de Jaurès. Les élus communistes ont souligné qu'ils « ne cautionnent pas tout ce qui se rapporte aux préparatifs et à la tenue de la réception » du chef de l'État, en particulier, les mesures de sécurité prises aux abords de l'hôtel de ville.

Plusieurs centaines d'élèves des lycées et C.E.T. en grève de la ville ont défilé en tête du cortège qui s'est formé une heure avant l'arrivée de M. Giscard d'Estaing à Clermont-Ferrand. Au total, près de deux mille personnes environ participaient à cette manifestation qui s'est déroulée sans incident. — P. J.

(Lire nos informations page 5.)

L'économie auvergnate donne aussi des signes de bonne santé. Si le nombre des demandeurs d'emploi a sensiblement augmenté, l'Auvergne demeure l'une des régions où le taux d'inactivité par rapport à la population totale est le moins élevé. Le pacte de l'emploi de 1977 a intéressé près de quatre mille jeunes et a eu des effets durables.

Le chef de l'État a relevé d'autre part, que « le niveau des créations d'emplois traduit le dynamisme de beaucoup d'entreprises » et que l'Auvergne « est une des rares régions qui connaît une reprise du secteur du bâtiment et des travaux publics ».

Afin de « renforcer le rayonnement culturel de Clermont-Ferrand », M. Giscard d'Estaing a annoncé la transformation de l'École nationale d'agronomie en un Institut d'économie montagnarde et le développement de l'unité pédagogique d'architecture de l'université. D'autre part, la capitale régionale bénéficiera d'une priorité pour la décentralisation d'un grand service public ou para-public.

Répondant à M. Quilliot, le président de la République, a ajouté : « Vous avez évoqué, monsieur le maire, les problèmes financiers des grandes villes. Nous nous en sommes déjà entretenus lors de mon voyage d'été au début de l'été avec l'Association des maires des grandes villes de France. Je vous confirme les propos que je vous avais tenus. La loi cadre sur le développement des responsabilités locales supprimera les tutelles administratives, financières et techniques qui pèsent sur les départements et les communes. Elle comportera une redistribution très large des compétences respectives de l'État et des collectivités locales. Cette loi dotera les communes comme la pierre de ressources supplémentaires, autonomes et évolutives. »

« J'ajoute pour les élus ruraux présents ici que le projet de loi sur la réforme de l'État, déjà déposé devant le Parlement, contient les garanties d'une dotation minimum de fonctionnement pour les petites communes de montagne handicapées notamment par la longueur de leur voirie. »

(1) En mars 1978.

Le chef de l'État a relevé d'autre part, que « le niveau des créations d'emplois traduit le dynamisme de beaucoup d'entreprises » et que l'Auvergne « est une des rares régions qui connaît une reprise du secteur du bâtiment et des travaux publics ».

Plusieurs centaines d'élèves des lycées et C.E.T. en grève de la ville ont défilé en tête du cortège qui s'est formé une heure avant l'arrivée de M. Giscard d'Estaing à Clermont-Ferrand. Au total, près de deux mille personnes environ participaient à cette manifestation qui s'est déroulée sans incident. — P. J.

(Lire nos informations page 5.)

L'économie auvergnate donne aussi des signes de bonne santé. Si le nombre des demandeurs d'emploi a sensiblement augmenté, l'Auvergne demeure l'une des régions où le taux d'inactivité par rapport à la population totale est le moins élevé. Le pacte de l'emploi de 1977 a intéressé près de quatre mille jeunes et a eu des effets durables.

Le chef de l'État a relevé d'autre part, que « le niveau des créations d'emplois traduit le dynamisme de beaucoup d'entreprises » et que l'Auvergne « est une des rares régions qui connaît une reprise du secteur du bâtiment et des travaux publics ».

« J'ajoute pour les élus ruraux présents ici que le projet de loi sur la réforme de l'État, déjà déposé devant le Parlement, contient les garanties d'une dotation minimum de fonctionnement pour les petites communes de montagne handicapées notamment par la longueur de leur voirie. »

(1) En mars 1978.

Le chef de l'État a relevé d'autre part, que « le niveau des créations d'emplois traduit le dynamisme de beaucoup d'entreprises » et que l'Auvergne « est une des rares régions qui connaît une reprise du secteur du bâtiment et des travaux publics ».

DE LA PETITE RÉPARATION AU TRÈS BEAU VÊTEMENT
TISSUS SPÉCIAUX POUR LA VOITURE
Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
dans un choix de 3.000 dépareillés à partir de 798 F
Prêt-à-porter homme
Boutique femme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (9^e)

(Publicité)

DURCISSEMENT DANS LA GRÈVE DES MARINS

Un plan de transport d'urgence pour la Corse par avions militaires

Tandis que la grève des marins de l'ensemble de la flotte française lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T. continue et alors que le trafic portuaire a été gravement perturbé lundi 23 octobre par la grève des dockers, le comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) a publié un communiqué dans lequel il exprime « le sentiment de dépit ressenti par l'armement français face à ce mot d'ordre d'une extrême gravité et aux conséquences dommageables ».

Mais c'est la desserte de la Corse qui préoccupe le plus les pouvoirs publics, même si une partie des marchandises nécessaires à l'île peut être acheminée

par avion. Si la situation dans la marine marchande ne s'améliorait pas rapidement, le gouvernement pourrait mettre en place un plan d'urgence de transport, inspiré du schéma prévu par les autorités civiles et militaires pour les transports essentiels en temps de crise.

M. Yves Burralat, préfet de la région Corse, vient de demander au premier ministre la mise en place d'un plan de transport d'urgence par avions-cargos militaires Transall. Ce plan est susceptible de s'appliquer dans les prochaines quarante-huit heures. La décision devait être prise, ce mardi après-midi 24 octobre, à l'hôtel Matignon.

Une île en pleine confusion

De notre correspondant

Ajaccio. — Au troisième jour du conflit social qui paralyse les liaisons maritimes entre la Corse et le continent, la situation sur l'île peut être définie d'un seul mot : incohérence.

« La Corse subit un système de transports adaptés aux besoins de son économie, entièrement conçu en fonction d'intérêts qui ne sont pas les siens et soumis dans son application aux aléas de conflits qui ne le concernent que très rarement », fait opportunément observer M. Vincent Carloti (P.S.), conseiller général de Haute-Corse, qui préconise le transfert progressif en Corse, sur dix ou quinze ans, de toutes les activités de la Société nationale Corse-Méditerranée (S.N.C.M.), qui ne sont pas directement liées à l'existence d'infrastructures portuaires importantes, c'est-à-dire la majorité des activités administratives et commerciales.

Sur le plan général, cette demande rejoint la déclaration du président de la République faite le 8 juin à Ajaccio, selon laquelle certains services de la S.N.C.M. pourraient être transférés en Corse. Mais, par-delà cette revendication générale, les problèmes ponctuels demeurent. C'est là que la confusion s'est installée.

Le syndicat général des marins C.G.T. de Marseille avait, en effet, annoncé dès le 9 octobre, qu'en cas de prolongation du conflit, les équipages assureraient un service minimum, afin de permettre le ravitaillement de la population. Il a tenu parole, puisque, pour la première fois, des cargos — six le semaine dernière, qui ont acheminé 40 % du trafic prévu — ont effectué des liaisons entre Marseille et Nice et la Corse.

Mais des groupes de transporteurs routiers ont, pris, le 22 octobre, la décision de bloquer les ports insulaires tant que les liaisons ne seraient pas entièrement rétablies, faisant pour cela appel au gouvernement. Pour marquer leur détermination, ils retiennent depuis lors la Ville de Corte à Ajaccio, et l'Isola à Bastia.

Réaction du syndicat C.G.T. : « Le service minimum continuera à être assuré à condition que les deux cargos soient autorisés à repartir. » En fait, six rotations restent programmées : ce mardi 24 octobre, le jeudi 26 et le samedi 28. En outre, il serait même envisagé d'amplifier ce service par deux rotations de cargotes en fin de semaine. Mais l'impasse demeure totale, bien que des négociations à divers échelons continuent.

Enfin — ce qui ne manque pas d'ajouter à la confusion, — une assemblée de responsables économiques et professionnels, réunie à Bastia, a voté, le lundi soir 23 octobre, une motion remettant en question le principe de la « continuité territoriale » et demandant la suppression pure et simple du « monopole de navires », tandis qu'à Ajaccio, une réunion similaire écar-

tail cette demande tout en réclamant le rétablissement du trafic. Quel qu'il en soit, le malaise grandit sur l'île, où l'on commence maintenant à s'inquiéter de la date à laquelle le trafic pourra reprendre en tout ou partie. Des entreprises ont pris la décision de mettre leur personnel en chômage technique. Certains produits risquent de faire rapidement défaut. La soupe de sécurité, que constituaient les lignes de la Corsica Ferries entre Bastia, San-Fermo et Livorno, est fermée; la décision de blocage des ports ayant conduit cette compagnie à suspendre son activité le 22 octobre.

PAUL SILVANI.

Une île en pleine confusion

Ajaccio. — Au troisième jour du conflit social qui paralyse les liaisons maritimes entre la Corse et le continent, la situation sur l'île peut être définie d'un seul mot : incohérence.

« La Corse subit un système de transports adaptés aux besoins de son économie, entièrement conçu en fonction d'intérêts qui ne sont pas les siens et soumis dans son application aux aléas de conflits qui ne le concernent que très rarement », fait opportunément observer M. Vincent Carloti (P.S.), conseiller général de Haute-Corse, qui préconise le transfert progressif en Corse, sur dix ou quinze ans, de toutes les activités de la Société nationale Corse-Méditerranée (S.N.C.M.), qui ne sont pas directement liées à l'existence d'infrastructures portuaires importantes, c'est-à-dire la majorité des activités administratives et commerciales.

Sur le plan général, cette demande rejoint la déclaration du président de la République faite le 8 juin à Ajaccio, selon laquelle certains services de la S.N.C.M. pourraient être transférés en Corse. Mais, par-delà cette revendication générale, les problèmes ponctuels demeurent. C'est là que la confusion s'est installée.

Le syndicat général des marins C.G.T. de Marseille avait, en effet, annoncé dès le 9 octobre, qu'en cas de prolongation du conflit, les équipages assureraient un service minimum, afin de permettre le ravitaillement de la population. Il a tenu parole, puisque, pour la première fois, des cargos — six le semaine dernière, qui ont acheminé 40 % du trafic prévu — ont effectué des liaisons entre Marseille et Nice et la Corse.

Mais des groupes de transporteurs routiers ont, pris, le 22 octobre, la décision de bloquer les ports insulaires tant que les liaisons ne seraient pas entièrement rétablies, faisant pour cela appel au gouvernement. Pour marquer leur détermination, ils retiennent depuis lors la Ville de Corte à Ajaccio, et l'Isola à Bastia.

Réaction du syndicat C.G.T. : « Le service minimum continuera à être assuré à condition que les deux cargos soient autorisés à repartir. » En fait, six rotations restent programmées : ce mardi 24 octobre, le jeudi 26 et le samedi 28. En outre, il serait même envisagé d'amplifier ce service par deux rotations de cargotes en fin de semaine. Mais l'impasse demeure totale, bien que des négociations à divers échelons continuent.

Enfin — ce qui ne manque pas d'ajouter à la confusion, — une assemblée de responsables économiques et professionnels, réunie à Bastia, a voté, le lundi soir 23 octobre, une motion remettant en question le principe de la « continuité territoriale » et demandant la suppression pure et simple du « monopole de navires », tandis qu'à Ajaccio, une réunion similaire écar-

tail cette demande tout en réclamant le rétablissement du trafic. Quel qu'il en soit, le malaise grandit sur l'île, où l'on commence maintenant à s'inquiéter de la date à laquelle le trafic pourra reprendre en tout ou partie. Des entreprises ont pris la décision de mettre leur personnel en chômage technique. Certains produits risquent de faire rapidement défaut. La soupe de sécurité, que constituaient les lignes de la Corsica Ferries entre Bastia, San-Fermo et Livorno, est fermée; la décision de blocage des ports ayant conduit cette compagnie à suspendre son activité le 22 octobre.

PAUL SILVANI.

nouvelles frontières

PARIS BOMBAY 2 250 F AR

Départ Paris A-R

LISBONNE	745 F
TUNIS	800 F
MARRAKECH	900 F
LE CAIRE	1 300 F
MONTRÉAL	1 350 F
NEW YORK	1 350 F
BANGKOK	2 250 F
ILE MAURICE	3 450 F
TOKYO	3 600 F

Départ Zurich A-R

LIMA	2 280 F
------	---------

Départ Bruxelles A-R

MONTEVIDEO	3 550 F
------------	---------

A VOL V.I.R.A.

VOLS A DATES FIXES

YEMEN 3 800 F

Circuit 10 jours du 22-12 au 02-01 du 06-04 au 17-04 du 13-04 au 24-04

nouvelles frontières

TOURNAVENTURE

166, bd du Montparnasse
75014 PARIS
Tél. 329.12.14
5, rue Billière
38000 GRENOBLE
Tél. 87.16.53 et 54
33, En Fourrière
57000 METZ
Tél. 79.05.85

Votre BAINOIRE REMISE à neuf!

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place, en un jour, en blanc ou en couleur, vos baignoires, douches, lavabo, bidet, w.c., etc. Application par spécialistes.

— Réaménagement à froid.
— Réparation locale d'éclats d'émail.
— Polissage de baignoire rugueuses ou entartrées.

NOS AVANTAGES : travail effectué dans la semaine, pas de démontage ni de gravats. GARANTIE 3 ANS.

SUR SIMPLE APPEL : DEVIS GRATUIT (sans engagement) DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

SAMOTEC, 31, rue Fréhel, 75014 PARIS - 322-71-45.

GRIFFON
tous les lits escamotables
style - contemporain
toutes finitions

la boutique
GRIFFON
93, Bd Haussmann
(St Augustin)
Paris 8^e T.265.52.23

Location de voitures avec chauffeur
Paris-Provence
Toutes voitures équipées de téléphone
Service jour et nuit
Tél. : 391-81-08
624-48-27

Renting cars with driver
Paris-Provence
Every car equipped with telephone
Service : day and night
Tél. : 391-81-08
624-48-27

Journal de 1978